

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BALKAN-FÖDERATION

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА
 БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА
 ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

BALKANSKA FEDERACIJA
 FEDERACIONI BALKANIK
 FEDERATIUNEA BALCANICA

بالقان فدراسیونی

Adressez la correspondance à
 F. LINDNER, Wien, IX
 Postamt 72, Postfach No. 37

Paraissant tous les
 1^{er} et 15^e du mois

Prix du numéro et abonnement pour 6 mois :
 1 et 10 Schil. pour l'Autriche
 20 cent et 2 dollars pour tous pays restants

SOMMAIRE

Texte français (529—541)

La Fédération Balkanique et l'opinion européenne
 La Rédaction: Notre Enquête auprès des personnalités politiques et littéraires

Henri Barbusse
 Léon Bazalgette
 Panaït Istrati

J. Mateescu: Le parti Paysan roumain sur le chemin de Raditch
 G. Kazanovsky: Le gouvernement Liapcheff
 R. Haydar: Le traité turco-soviétique
 Dobroudjanski: La Dobroudja devant le danger
 M. Vladimirov: Encore sur Kosta Todorov
 G. Péri: Le conflit gréco-bulgare devant le Conseil de Genève

Revue de la Presse

Texte allemand (541—543)

L. Perković: Die Gärung in Jugoslawien

Texte croate (543/544)

M. Dubravić: Teror u Jugoslaviji i Solunski proces
 I. Zanić: Jugoslavenski budžet u znaku teške gospodarske krize

Texte albanais (544/545)

H. Ramati: Ahmed Begu — Mbret i Shqypnis
 N. Mermet: Revolucioner shqyptarë. II. Qerqiz Topulli

Texte serbe (545—547)

M. Владимиров: Вели терор у Југославији. Хапшење комуниста

Texte grec (547/548)

Γ. Περί: Το 'Ελληνοβουλγαρικό έπίσδεο μπροστά στο Συμβούλιο της Γενεύης

Texte bulgare (548—551)

Γ. Κазановски: Правителството на Ляпчев. Кърватата система продължава в България. Амнистират се крадците и мошениците!
 Δ. Павлов: Цанков падна!...
 Γ. Περι: Γръцко-българският конфликт пред съвета на обществото на народите в Женева

Texte roumain (552)

J. Mateescu: Partidul Tărănesc pe drumul lui Radici?

PARTIE FRANÇAISE

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE ET L'OPINION EUROPÉENNE

Notre Enquête

auprès des personnalités politiques et littéraires

Le tragique sort du peuple macédonien nous impose le devoir de lutter pour sa libération.

Sous le régime féodal turc, des milliers et des milliers de ses fils se sont offerts en holocauste pour l'émanicipation de leur pays. Après la guerre balkanique la Macédoine ne fit que changer de maître: elle fut morcellée, partagée entre la Serbie, la Bulgarie et la Grèce. Après quoi, ce partage fut solennellement consacré par la guerre européenne, menée, nous disait-on, pour l'affranchissement des peuples opprimés. Et aujourd'hui, le peuple macédonien connaît une servitude pire qu'au temps de la domination turque.

Aujourd'hui, ses maîtres veulent l'assimiler ou l'anéantir. Hantés par l'idée de supprimer la question macédonienne, les dominateurs de la Macédoine ne reculent devant aucun moyen pour anéantir ce peuple.

Une politique de terrorisme systématique organise d'une part des tueries, et d'autre part des persécutions et des spoliations tellement iniques que le peuple macédonien est obligé

d'abandonner ses foyers et ses biens, et chercher son salut dans l'émigration en masses.

Et cette horrible tragédie s'accomplit à cause du règne, dans tous les pays balkaniques, d'une réaction, d'une terreur blanche féroce et sanguinaire.

En Bulgarie, Tsankoff et la Ligue Militaire ont adopté et appliqué dans toute son ampleur la politique de massacres des sultans turcs, et ce, plus méthodiquement et avec plus de raffinement. A côté des tueries en masses, ils ont employé des condottieris, ils ont dicté aux « juges » des sentences de mort — et ainsi, des milliers de personnes sont tombées sous les coups des assassins à la solde du gouvernement. Les prisons, vidées par les exécutions ou par les « disparitions », s'emplissent toujours à nouveau. La terreur la plus violente règne dans tout le pays. La réaction a atteint son apogée.

En Yougoslavie, Pachitch a institué dans le pays une dictature réactionnaire qui, avec sa politique arbitraire s'appuyant sur une centralisation outrancière a créé chez les différentes

nationalités du pays un mécontentement dont les grondements seront lourds de conséquences.

En Grèce, les pronunciamientos se succèdent, les dictatures s'intensifient.

En Roumanie, un régime de réaction féodale écrase les masses travailleuses, opprime les minorités ethniques.

Enfin, en Albanie, un aventurier, Ahmed Zogou, créature de Pachitch, terrorise le peuple par sa dictature et fait assassiner ses adversaires politiques.

Ainsi, dans tous les pays balkaniques, c'est la réaction qui sévit dans toute sa brutalité. Il en résulte des haines, des rivalités qui déchirent les peuples de la péninsule. Il en résulte des révoltes et des tueries ; il en résulte la guerre. Et ce n'est un secret pour personne que c'est des Balkans qu'a jailli l'étincelle qui a mis le feu au monde entier.

Où en est le remède ?

Nous sommes convaincus, qu'il n'y a qu'un seul moyen pour conjurer le danger : la fédération des peuples balkaniques. C'est pour préconiser cette solution que nous avons entrepris la publication de la *Fédération Balkanique*.

L'idée de la Fédération Balkanique, le libre groupement de tous les peuples des Balkans désormais constitués en Etats-Unis, indépendants et solidaires à la fois, enflamme d'espérance, depuis de longues années, les populations, hier opprimées par les sultans turcs, aujourd'hui par les gouvernements réactionnaires et fascistes.

Cette idée, qui gagne de plus en plus les masses balkaniques, nous avons voulu la soumettre aux représentants les plus qualifiés de l'opinion européenne.

Nous nous sommes adressés à des hommes de science, de lettres, à des hommes politiques, à des savants.

Nous leur avons soumis les questions suivantes :

1^o Considérez-vous la solution actuelle de la question macédonienne comme conforme aux principes de la justice et de la liberté, ainsi qu'aux intérêts de la paix ?

2^o Croyez-vous que sous la réaction balkanique actuelle les droits des minorités ethniques soient suffisamment respectés et garantis ?

3^o Quel est, à votre avis, le moyen qui permettra de mettre fin — d'une part à l'oppression des minorités ethniques, et de l'autre aux rivalités qui dressent les Etats balkaniques les uns contre les autres ?

4^o Croyez-vous à la possibilité de la réalisation d'une Fédération Balkanique par les gouvernants actuels ?

5^o Que pensez-vous, en général, d'une Fédération des peuples balkaniques et quelles sont, à votre avis, les conditions dans lesquelles elle pourra se réaliser ?

Les réponses que nous avons reçues constituent un faisceau d'arguments, de raisons historiques, politiques, sociales en faveur de la constitution de la Fédération libératrice. Elles prouvent que la revendication chère à tous les cœurs qui souffrent de l'oppression dans les Balkans, est comprise, approuvée, soutenue par les représentants les plus autorisés des masses travailleuses, par les intellectuels les plus qualifiés de l'Europe.

Cette mobilisation de l'opinion européenne en faveur de la Fédération Balkanique est la riposte aux violences fascistes et réactionnaires des gouvernements de terreur blanche.

Elle est pour nous, pour notre organe et pour la tâche qu'il assume, mieux qu'un précieux encouragement : elle constitue un succès moral de la plus haute valeur annonçant la victoire de demain.

Qu'il nous soit donc permis, en commençant la publication de ces réponses, de remercier chaleureusement, au nom des peuples balkaniques, ces hommes de pensée et de science qui ont bien voulu nous confirmer la voie du salut. **La Rédaction**

Henri Barbusse

HENRI BARBUSSE est né à Asnières le 17 mai 1873. C'est l'un des rares écrivains qui représentent à la fois l'homme de pensée et d'action. Le célèbre auteur du « Feu » s'est mis à la tête de ces Anciens Combattants qui ont adopté une attitude des plus résolues contre la guerre et la société capitaliste. Il est en même temps Secrétaire-Général de l'Internationale des Anciens Combattants.

Peu d'écrivains ont connu un succès d'édition aussi grand que Barbusse, par son terrible réquisitoire contre la Grande Boucherie et, en général, contre la guerre.

Après le FEU, il a publié successivement CLARTÉ, QUELQUES COINS DU CŒUR, PAROLES D'UN COMBATTANT, LA LUEUR DANS L'ABÏME, LE COUTEAU ENTRE LES DENTS, et, récemment LES ENCHAÎNEMENTS.

Citoyen et cher confrère,*

Vous m'avez fait parvenir au sujet de la situation balkanique un questionnaire auquel je me fais un devoir de répondre, étant

* La réponse de Barbusse à notre enquête fut adressée à notre ami et camarade D. Vlatkoff, ancien député au parlement Ottoman, et militant infatigable de la cause macédonienne. N. D. L. R.

donnée l'importance tragique prise par ce grand problème, où non seulement le bien-être, mais la vie de nombreuses populations sont en jeu.

Tous les hommes de cœur qui ne vivent pas dans un honteux désintéressement de ce qui se passe auprès d'eux dans le monde, ont suivi avec angoisse le développement du drame sans précédent, et sans issue, qui se déchaine dans les Balkans. Des faits sont parvenus à la conscience de l'opinion publique occidentale, mais le problème n'a pas été suffisamment approfondi et on ne l'a jamais posé, jusqu'ici, dans toute son amplitude. C'est l'œuvre à laquelle s'est attachée la *Fédération Balkanique*, noble et héroïque organe d'une cause humaine et morale. J'avais eu connaissance de l'utile activité avec laquelle votre journal s'est efforcé d'apporter la lumière sur les événements qui se mêlent là-bas d'une façon si sinistre, et, avant de répondre à votre questionnaire, je tiens à vous féliciter de l'effort que vous faites pour débrouiller la terrible situation créée par le désordre et la convoitise, et pour éclairer en toute sincérité et en toute véracité le public européen.

Vous qui avez lutté et qui avez souffert pour la justice et pour la paix, vous qui avez connu dans tous leurs détails les



Photo H. Manuel-Paris

péripiéties de la lutte fratricide des populations balkaniques, vous avez été amenés à préconiser une Fédération Républicaine des peuples balkaniques comme le seul moyen d'échapper aux malheurs présents et aux dangers futurs que l'anarchie de la péninsule multiplie.

1^o Toute conscience claire, tout esprit dégagé des sujétions de parti, n'admettra pas que la solution actuelle de la question macédonienne soit conforme aux principes de la liberté et d'équité, que les grands porte-parole de la civilisation expriment avec tant d'éloquence, et par conséquent aux intérêts de la paix. Le partage actuel de la Macédoine est un compromis pour donner satisfaction aux puissances limitrophes, Serbie, Grèce et Bulgarie. Mais ce partage qui taille arbitrairement un ensemble ethnique, ne tient aucun compte des aspirations et des besoins des peuples mêmes qu'il coupe en tronçons. Et on peut remarquer que cette mutilation qui violente tous les grands principes de droit et de moralité, et qui tend à éliminer par des moyens artificiels et violents une personnalité territoriale, ne donne même pas complète satisfaction à chacun des Etats qui en ont été bénéficiaires. On peut dire que, tout au contraire, les partages de cette nature entretiennent l'envie et l'antagonisme entre les puissances qui en ont partiellement profité.

Il est très exact de dire, comme vous le faites, que le peuple macédonien connaît aujourd'hui une servitude pire qu'au temps de la domination turque et qu'une ère de persécution systématique a commencé contre lui. J'ai eu souvent, par des documents personnels, la preuve de cet asservissement et de cet anéantissement du peuple macédonien. De toute évidence il convient, si on veut sauver cette masse vivante, de lui permettre de prospérer normalement, de vivre sa vie, il convient de trouver une autre solution que le procédé brutal qui a consisté à la découper en trois parts, à la noyer dans des éléments étrangers et dévorateurs.

2° Les droits des minorités ethniques ne peuvent pas être respectés et garantis sous le régime de réaction qui sévit actuellement avec une virulence sans précédent dans l'histoire, dans la péninsule des Balkans. Jamais les gouvernements de caractère despotique et arbitraire, dont la dictature s'exerce au moyen d'une police féroce et formidablement organisée, ne peuvent songer à maintenir des droits de ce genre. Cela est pour ainsi dire contraire à leur essence même et en opposition absolue avec toute leur politique et tous les éléments sur lesquels ils étalent et défendent continuellement leur autorité.

3° Sans aucun doute, la formule d'une Fédération des peuples : Grec, Yougoslave, Bulgare, Roumain, qui sont enfermés côte à côte dans les limites de la grande presqu'île orientale, apporte un moyen de bon sens pour faire disparaître les obstacles, les rivalités, les haines et les guerres suscitées à plaisir entre eux. Il faut renoncer en effet à donner satisfaction à des revendications nationales adverses. Jamais les satisfactions que l'on pourra donner aux uns ou aux autres ne les satisferont entièrement. Ils s'estimeront toujours lésés. Dans l'état actuel des choses il y a donc une sorte d'impossibilité mathématique à obtenir une paix durable par un jeu de dosage du butin territorial entre des pays concurrents, c'est-à-dire éternellement ennemis. Il n'en serait plus ainsi si ces nations formaient politiquement les parties d'un seul ensemble, avec une autonomie administrative pour chacune d'elles. Dans ces conditions toutes les forces, toutes les ressources de chaque pays pourraient prendre leur pleine extension et s'ajouter les unes aux autres. Il en résulterait logiquement une « supériorité » particulièrement puissante et prospère. D'autre part, les caractères ethniques, les « personnalités » de chacune des régions qui s'allieraient ainsi librement et solidement l'une à l'autre, n'auraient plus besoin d'employer la violence pour s'imposer ou pour ne point disparaître. Une fois désarmées par un consentement mutuel et un équilibre intelligent, ces individualités pourraient s'épanouir et s'approfondir, alors que dans le système actuel elles n'ont, comme je le disais, d'autre recours que la force offensive ou défensive.

4° Les gouvernements actuels ne peuvent pas prétendre réaliser une Fédération Balkanique. Une institution de ce genre ne peut naître et s'établir d'une façon stable que dans un système purement démocratique. Toutes les fédérations qui existent actuellement dans le monde, ne subsistent que par suite de la réalisation de ce principe d'évidence. L'histoire ancienne et surtout l'histoire contemporaine nous montrent que tout gouvernement despotique ou même tout gouvernement qui ne s'appuie pas sur les masses populaires, est fatalement conduit à agir selon des intérêts de domination et non selon les intérêts des foules qui constituent la substance réelle d'un pays, et l'édifice ainsi construit n'aurait pas de fondation et serait fragile et aléatoire.

5° La Fédération Républicaine des Balkans, comme beaucoup d'autres idées simples et claires satisfait la raison, et assure indiscutablement la pacification de cet immense foyer permanent de guerres locales et générales. Mais les difficultés de réalisation sont actuellement très grandes à cause de l'opposition des pouvoirs tyranniques qui régissent cette partie de l'Europe. Cela ne doit pas décourager les hommes qui, après avoir conçu ce vaste plan d'affranchissement, essaient vaillamment d'en semer l'idée. Là, en effet, comme dans tout le reste du monde, les terribles conséquences de la politique de jalousie, de concurrence et de lutte viendront en aide à ces courageux novateurs. La meilleure solution s'imposera de force par l'excès même des misères et des ruines qu'entraînent les vieux régimes artificiels. Cet idéal fera peu à peu son chemin, gagnera profondément les masses intéressées. Sa puissance tient dans son caractère pratique, et il n'est rien de pratique et de clair qui ne soit réalisable lorsqu'on s'attache à ouvrir les yeux des peuples.

Amicalement à vous

Henri Barbusse

Léon Bazalgette

Entré dès sa vingtième année dans la vie littéraire en fondant avec quelques amis une revue internationale, il dirige aujourd'hui une collection de PROSATEURS ETRANGERS MODERNES chez RIEDER, et il est co-

rédacteur en chef de la revue L'EUROPE, qui représente dans l'ensemble des périodiques français l'opposition intransigeante à l'esprit chauvin et étroitement nationaliste.

Il a publié, entre autres, un ouvrage sur Walt Whitman, le grand poète américain, et la version française du fameux livre de poèmes LEAVES OF GRASS, ainsi que son HENRY THOREAU, SAUVAGE, sorte de biographie lyrique du célèbre libertaire américain.

Léon Bazalgette a tenu lui-même à souligner qu'il a fait la guerre comme soldat de 2^e classe, non comme volontaire, mais comme mobilisé, et qu'il en a rapporté un dégoût accru jusqu'à l'immensité du mensonge dont sont imprégnés les mots de « patrie », « honneur national », « victoire » et autres faribols.

L'actuelle situation territoriale dans les Balkans n'est qu'un des fruits amers de l'arbre qui fut planté au lendemain de la « Victoire » et aux branches duquel on accrocha les traités de Versailles, de St. Germain, etc. Jadis nos ancêtres révolutionnaires plantèrent des arbres de la Liberté, dont beaucoup ont survécu comme un ironique symbole. Nos contemporains ont trouvé plus logique, après un grand crime collectif, de planter l'arbre de l'Imposture. Ce sont ces personnages incapables et prétentieux, animés de l'esprit qui prépara la « grande guerre » et continue à préparer les guerres futures — c'est-à-dire le bon pain blanc dont se régalaient les diplomates, les mercantiles et les chefs d'armée.

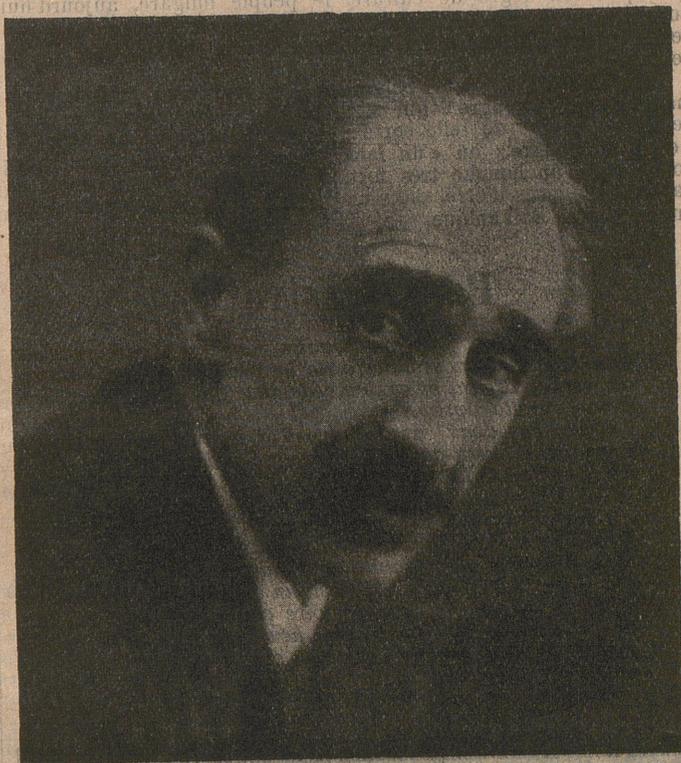


Photo Phœbus-Paris

A cette situation, il est trop évident que les actuels gouvernements des Etats intéressés ne sauraient remédier que par des moyens pires que cette solution même. Ils n'y sauraient apporter que le vieux « remède » barbare de la guerre — qui serait, en petit, ce qu'a été pour l'Europe celle de 1914—1918 : une guerre civile. Ils ne sauraient qu'exaspérer les rivalités avouées ou latentes, alors qu'il s'agit d'entente et de coopération. Rien d'autre à attendre de ces partisans des antiques méthodes qui s'expriment, à l'intérieur, par les atrocités ou la persécution sournoise, et à l'extérieur par l'intimidation et la menace du recours aux armes.

Les gouvernements actuels des Etats balkaniques sont animés du même esprit détestable qui inspirait les « Vainqueurs » : ils n'ont d'original, pour certains d'entre eux au moins, que la sauvagerie propre à leur degré de civilisation et à leur caste.

Le salut pour les peuples balkaniques actuellement divisés, malmenés, opprimés, persécutés, à tout moment menacés de nouvelles luttes fratricides, ne peut être sérieusement envisagé en dehors de la prise du pouvoir par le peuple lui-même. J'entends le peuple des travailleurs, du commun des hommes, faisant lui-même ses affaires, imprimant sa volonté de paix à tout le reste de la nation, et non point s'exprimant par de soi-disant représentants, élus selon les vieux systèmes électoraux qui ont fait faillite. J'entends par gouvernement du peuple celui qui émanerait de l'élite des ouvriers, des paysans et des intellectuels, et exercerait un pouvoir souverain.

Je m'imagine — je suis certain — qu'au sein de chacun des peuples balkaniques existent des groupes, des individus, dans l'âme desquels les rivalités, les haines ataviques, les rancunes de clans parlent beaucoup moins fort que le sentiment de la communauté des idéals et des intérêts humains, intensifié par le voisinage. Je suis bien sûr, en un mot, qu'il y a des civilisés, aujourd'hui sans voix, parmi ces barbares que nous voyons à l'œuvre. J'incline même à penser qu'ils sont, sans le savoir, beaucoup plus nombreux que nous ne pourrions le supposer; seulement ils sont ou timides, dispersés, irrésolus, presque sans communication entre eux, ou réduits à l'impuissance.

C'est pourtant à eux, à ces isolés, ces silencieux, ces anonymes, qu'il appartient non seulement d'assurer le salut de leur peuple, mais d'offrir au monde le plus décisif et magnifique exemple, en préparant la base d'une Fédération ou Union Balkanique, au mépris des traités qui les morcellent. Besogne lente, secrète, accomplie dans un véritable esprit révolutionnaire, qui devrait traverser invisiblement les périodes de persécution ou d'indifférence, comme l'air qui passe au-dessus des murs d'une prison.

De si faible secours que puisse être une telle pensée, que ces travailleurs obscurs sachent du moins qu'ils ont au loin des amis et des frères qui les comprennent, sympathisent avec eux, les soutiennent moralement et attendent d'eux de grandes choses.

Il n'y a pas, d'autre part, à douter du rôle prépondérant que, par son degré de culture, le peuple bulgare, aujourd'hui courbé sous la terreur, mais qui, le jour venu, l'écrasera, devra remplir dans l'élaboration de cette Union balkanique. Il en sera le levain.

En français le mot « bulgare » s'est corrompu jadis en formant le mot « bougre » qui signifiait « méchant homme ». Mais ce mot a évolué de telle sorte que nous disons communément : « c'est un bougre » ou « un fameux bougre » pour désigner, en bonne part, un homme très fort. Il est réservé aux ouvriers et paysans bulgares d'être, dans ce dernier sens, les *bougres* de la future Union Balkanique.

Léon Bazalgette

Panaït Istrati

Un ancien ouvrier. Quatre années d'enseignement primaire. Ancien secrétaire de la Fédération des ouvriers du port à Braïla, et ancien rédacteur du journal socialiste dirigé par Rakovsky.

Depuis deux ans il combat, dans les journaux roumains d'avant-garde, la terreur bratlaniste. Il a publié KYRA KYRALINA, ONCLE ANGHEL, PRESENTATIONS DE HAIDOUKS, LE PASSÉ ET L'AVENIR, etc.

Né en 1884 à Braïla, il parcourt tout l'Orient dès sa douzième année. Romain Rolland dit de lui : « Je le lus et je fus saisi du tumulte de génie... un nouveau Gorki des pays balkaniques... Il est un conteur-né, un conteur d'Orient — une fois son histoire commencée, nul ne sait, ni lui-même, si elle durera une heure, ou bien mille et une nuits... Il s'est engagé dans une œuvre de longue haleine, dont deux volumes sont actuellement écrits... l'œuvre, comme sa vie, pourrait être dédiée à l'Amitié... »



Je confondrai vos cinq questions en une seule : *quel est, à mon avis, le moyen qui permettra aux peuples balkaniques de mettre fin aux visées impérialistes des états qui les tyrannisent et de vivre en paix ?*

Je ne crois pas qu'il y ait deux solutions, mais une seule : *l'extirpation progressive, par l'éducation, du chauvinisme qui rongé les nations de la péninsule et l'encadrement de ces nations dans l'internationalisme mondial.*

Il est bien entendu que le premier pas à faire dans cette direction, ce serait la création d'une Fédération Balkanique, mais on ne doit pas oublier qu'aussi longtemps qu'il y aura des monstres capitalistes et impérialistes sur la terre, aucun coin du monde ne pourra vivre en paix. Qui ignore cette vérité élémentaire aujourd'hui patauge dans l'impuissance. Je suis même persuadé qu'une bonne part du malheur dont souffrent les minorités ethniques de partout, — comme d'ailleurs les nations homogènes elles-mêmes — vient de cette bassesse propre à tout peuple chauvin qui lui ordonne de haïr l'homme qui ne parle pas sa langue et qui prie Dieu d'une manière différente de la sienne. Cette haine, adroitement cultivée par le capitalisme, est le meilleur terrain d'exploitation pour la finance internationale.

Les Balkaniques ne font pas exception à cette malheureuse règle. J'ai souvent vécu, travaillé et discuté avec des ouvriers macédoniens et je connais leurs sentiments. Leur mentalité est détestable. Parfois ils ne sont même pas des chauvins honnêtes, car, obligés de vivre là où ils trouvent du travail, j'ai vu le « tzintzar » devenir Roumain farouche parmi les Roumains, Grec parmi les Grecs, Bulgare parmi les Bulgares, et ainsi de suite, étant donné la faculté du Macédonien de parler la plupart des langues de la péninsule.

Il y a là, un gros travail d'éducation à base internationaliste.

Nulle idée ne peut empêcher un homme d'aimer le pays où on parle sa langue maternelle, où il a vu le jour et où se trouvent les tombes de ses parents; en ce sens Dieu sait combien je suis nationaliste et patriote moi-même; mais ce sentiment éternel et sacré ne doit pas être une raison de haine, ni un obstacle à l'idée de fraternité universelle, car l'un n'exclut pas l'autre, bien au contraire les deux sentiments peuvent se confondre et se fortifier réciproquement.

Voilà ma conception sur la libération des minorités ethniques opprimées : elle se confond avec celle de la libération des peuples du joug capitaliste.

Panaït Istrati

Le parti Paysan roumain sur le chemin de Raditch

L'« abdication » du prince Charles aux droits d'héritier du trône n'a pas été seulement un événement qui, d'un coup, a mis en pleine lumière les plans de dictature des libéraux de Mr Bratianu, plans à travers lesquels le fascisme clandestin du futur roi constituait un obstacle. Cet événement a été en même temps une occasion pour l'opinion publique de voir le vrai visage des chefs des partis politiques démocratiques et de la presse démocratique et indépendante.

Ainsi, par exemple, bien étonnante doit paraître l'attitude des chefs du Parti National et de leur journal camouflé *Lupta*, lorsque l'on sait que ces messieurs tiennent tant à passer comme démocrates. Pour ces hommes politiques de Mr Inga, président du Parti National, et Mr Mille, directeur de la *Lupta*, la principale tâche de la démocratie n'est pas, en ce moment, de montrer à l'opinion publique, à la lumière de l'écartement violent du prince Charles, que les libéraux préparent leur coup d'Etat, la proclamation de leur dictature ouverte, et qu'ils veulent éterniser la domination de l'oligarchie féodalo-bancaire; que des jours terribles, noirs de misère et sanglants d'oppression, attendent les classes laborieuses, les couches moyennes et les peuples opprimés de la Roumanie. Pour ces messieurs la tâche principale de l'heure présente n'est donc pas de sonner l'alarme contre le péril, de sonner la mobilisation des masses contre l'oligarchie. Pour eux, la tâche actuelle est de prendre sur leur bras le prince, de ne souffler mot de son fascisme clandestin, mais de le présenter, au contraire, comme « victime » et de réduire le tout à l'affirmation : « Ce sont les libéraux qui sont coupables de ce que le prince a renoncé à la couronne ! » D'une lutte, surgie brusquement à la surface, entre deux conspirations de dictature (celle du prince et celle de l'oligarchie), l'événement est amoindri, rabaissé à une question de mesquine intrigue de Mr Bratianu contre le rejeton royal. En détournant ainsi l'attention de l'opinion publique de la tâche du moment, qui doit consister en la lutte contre tous les plans de dictature, ces chefs et journalistes créent des sympathies pour le prince aventureux, avec la conviction (à peine sincère) qu'ils atteignent ainsi le gouvernement libéral... La campagne, telle qu'elle est menée par les chefs nationalistes et leur presse « indépendante » est donc en réalité une action réactionnaire, profondément perturbatrice et directement malfaisante pour la lutte nette et décidée contre l'oligarchie.

Mais si l'attitude des nationalistes est perturbatrice et réactionnaire, celle des chefs du Parti Paysan et de leur presse camouflée (*Adevarul*, *Dimineata*, *Cuvantul Liber*, etc.) est lamentablement capitulaire. La thèse de la campagne nationaliste est : « L'abdication est provoquée par des causes politiques. Donc, à bas les libéraux qui en sont la cause ! » Evidemment, c'est une œuvre réactionnaire que de lutter contre les libéraux, « parce qu'ils ont provoqué l'abdication d'un prince fasciste », et non parce qu'ils préparent ainsi leur propre dictature. Mais cette campagne a du moins le mérite de dévoiler le côté politique de l'abdication et de diriger dans ce sens, dans le sens politique, l'intérêt de l'opinion publique. Les chefs agrariens et leurs journaux se retranchent derrière la devise : « La volonté du roi est sacrée. Le roi (c'est-à-dire l'oligarchie, J. M.) demande la clôture de la discussion. Donc, vive le silence dévoué à la couronne ! » Mais si quelqu'un veut accepter ce dévouement envers le trône, comment pourrait-on accepter le silence envers l'oligarchie, envers les plans de coup d'Etat de celle-ci, ce silence si révoltant précisément à l'occasion de l'exil du prince ?

Mais les chefs paysans et leurs journaux « indépendants » ne se contentent pas seulement de passer tout sous silence ; ils se précipitent à l'aide du gouvernement de Mr Bratianu. Ainsi, par exemple, l'*Adevarul*, sous la signature de son directeur Mr Em. Socor (qui, soit dit en passant, est aussi membre du Comité Exécutif du Parti social-démocrate) écrit que son point de vue dans l'affaire du prince a de l'analogie avec celui du gouvernement — félicitons l'accouplement Socor-Bratianu ! — l'*Arvantul Liber* écrit qu'« au milieu de l'effervescence sociale actuelle » et dans l'état des mœurs politiques, la Roumanie « ne peut pas renoncer à la dynastie actuelle », et que le prince Charles « qui a lésé l'autorité et le prestige de la dynastie » a été exilé à bon droit. En d'autres mots, ces démocrates ne disent pas qu'ils sont d'accord avec les libéraux parce que ces derniers ont écarté du trône un prince fasciste, mais parce que « le prestige de la dynastie ne doit pas être atteint ». Et l'*Aurora*, l'organe officieux du Parti Paysan, en reproduisant avec forces louanges dithyrambiques ces platitudes devant la cour royale et l'oligarchie, souligne que le Parti Paysan est « le seul parti véritablement monarchique, non seulement quand il est au gouvernement, mais même (ou... à plus forte raison, J. M.) quand il est dans l'opposition ».

En ce qui concerne le coup d'Etat libéral, les chefs agrariens et leurs amis de la presse indépendante sont complètement désorientés — ou font comme s'ils l'étaient (ce qui n'est certainement pas la même chose). Mr Ghelmegeano parle ouvertement et assez clairement, dans un article de fonds de l'officieux agrarien, « de la dictature qui se prépare » dans l'ombre, mais ce théoricien agrarien ne trouve autre chose à faire pour empêcher la dictature que de donner des conseils... aux dictateurs : « Aux dictateurs qui cherchent des miracles, nous ne disons que ceci : Soyez des hommes ! » Telle est la conclusion textuelle, de l'article de l'*Aurora* du 4 janvier. C'est la même philosophie politique qui se dégage du discours prononcé par le sénateur paysan Mr Costachescu, parlant au nom du Parti Paysan au Sénat, lors des débats sur la réforme électorale réactionnaire : « Changez, dit-il en s'adressant aux bancs des libéraux, changez la base du projet et donnez au peuple un régime électoral qui soit l'expression de sa sincère volonté. Appliquez-lui la justice ! »

Donc, pas d'appel aux masses, pas d'effort pour leur réveil et leur mobilisation, pour leur mise en marche, pas d'activité dans le parlement, ni au dehors, — mais, comme nous l'avons déjà relevé dans le numéro précédent de la *Fédération Balkanique*, des invitations adressées par l'agneau aux loups pour que ceux-ci deviennent bons. — « Soyez des hommes ! Appliquez la justice au peuple ! »

L'*Adevarul*, tout en écrivant dans son numéro du 5 janvier que « nous sommes en pleine marche vers la dictature ouverte, déclarée », ajoute dans un autre article du même numéro que « le gouvernement Bratianu se meurt », pour affirmer ensuite dans un troisième article de la même page que « le gouvernement est prêt à partir ; sa chute est inévitable », que la campagne violente de la *Lupta* contre le gouvernement est donc inutile, que la *Lupta* ne poursuit sa campagne que pour que, « au jour assez proche où la fin du régime sera arrivée, elle puisse dire que c'est elle qui a provoqué l'heureux événement ». Et l'*Adevarul* rappelle la fable de la mouche qui, perchée sur des bœufs, s'imagine que c'est elle qui laboure les champs. La morale politique en ressort donc nette et claire : restons bien sages, la lutte énergique contre le gouvernement est inutile, puisque, « sans cette lutte aussi », le gouvernement est prêt à partir...

Il nous est bien permis de douter que les dictateurs prêtent l'oreille à l'affectueux conseil que leur donne Mr Ghelmegeano au nom du Parti Paysan. Mais ce que nous constatons pour le moment, c'est que les dictateurs ont cessé de terroriser les chefs agrariens en les accusant de bolchévisme ; ils ont au contraire commencé à les accabler de louanges : et l'officieux libéral

Vitorul du 17 janvier nous informe « que les agrariens ne veulent plus entendre parler d'une entente avec les nationalistes, car ils ne désirent pas rester toujours avec eux... dans l'opposition » ; et il ajoute, mystérieusement : « nous croyons savoir que très prochainement surviendront des faits qui changeront bien des choses dans la vie politique ». Ce qui doit signifier que, très prochainement,.... les agrariens seront appelés au pouvoir. C'est possible que ces insinuations soient destinées à donner des illusions aux agrariens pour que, en échange, ils continuent à faire le jeu de la cour et du gouvernement libéral. Il est pourtant caractéristique que, quelques jours après, les correspondants de la presse européenne à Bucarest envoyaient à leurs journaux la nouvelle télégraphique, passée par la censure, que « les libéraux sont en train de s'entendre avec les agrariens », que « les agrariens s'approchent des populistes du général Averescu » et qu'« il n'est pas exclu que les agrariens constituent le futur gouvernement ». Ces nouvelles peuvent être bien exagérées, mais l'attitude équivoque, pendant ces derniers temps, des chefs agrariens, et leur silence bienveillant envers les libéraux et la camarilla de la cour nous apprennent à ne nous surprendre de rien. Mr Bratianu veut essayer en Roumanie l'expérience de Mr Pachitch en Yougoslavie. Nous verrons si Raditch a fait école dans le Parti Paysan roumain ou si la volonté de combat des masses paysannes troublera l'appétit du pouvoir de ceux qui se donnent comme leurs chefs.

J. Mateescu

Le gouvernement Liaptcheff

Le système sanglant continue en Bulgarie. On amnistie les voleurs.

Le professeur sanglant Tsankoff et ses compagnons d'exploits, le général Rousseff et le colonel Kalkoff ont quitté la scène politique et cèdent leur place à Liaptcheff et aux colonels-bourreaux Kimon Guéorguieff et St. Vassileff.

Le changement du cabinet Tsankoff par celui de Liaptcheff, du parti de Tsankoff, à qui incombent toutes les responsabilités des crimes accomplis sur le peuple bulgare durant deux années et demie, ne pouvait satisfaire ni tromper personne. Le but que ses auteurs poursuivaient par ce changement ne fut pas atteint.

La cour, la Ligue Militaire et les bandits macédoniens de Protoguéroff voulaient remplacer Tsankoff par Liaptcheff, « ancien politicien, grand économiste, parlementaire expérimenté », afin de pouvoir tromper les masses laborieuses bulgares, contenir l'opposition légale en Bulgarie, tromper les masses ouvrières et l'opinion publique avancée à l'étranger, et enfin pour maintenir l'union dans leur propre parti.

Cependant, ils furent trompés dans leurs espoirs.

Les masses laborieuses de Bulgarie se comportèrent envers le cabinet Liaptcheff comme envers celui de Tsankoff. Elles virent en la personne du nouveau gouvernement les mêmes ennemis jurés qui battaient, maltraitaient, persécutaient, tuaient et anéantissaient économiquement le peuple bulgare, depuis deux années et demie. L'opposition légale bulgare a vu en le gouvernement Liaptcheff un gouvernement qui, émanant des mêmes milieux que le gouvernement Tsankoff, s'appuyant sur les mêmes facteurs — les facteurs irresponsables (lire : la cour, la Ligue Militaire et l'organisation macédonienne du général Protoguéroff) — est incapable d'introduire dans le pays l'apaisement désiré.

Les masses ouvrières et l'opinion publique avancée de l'étranger virent dans le gouvernement Liaptcheff une nouvelle édition du gouvernement Tsankoff. Même des interprètes autorisés des cercles conservateurs et impérialistes de l'Europe occidentale, tels que le *Times*, déclarent que le gouvernement Liaptcheff ne pourra point résoudre les problèmes actuels qui apaiseraient le pays, affermeraient ses finances et son économie — et qu'il n'est donc que provisoire et transitoire.

Le seul succès — apparent et provisoire aussi — du gouvernement Liaptcheff est le rétablissement de l'unité dans le parti gouvernemental.

Les divers groupes qui composent le parti gouvernemental — l'Entente Démocratique — manifestent, en apparence, leur unité. Mais derrière cette manifestation, destinée à jeter de la poudre aux yeux du peuple bulgare, les luttes « de race » continuent au sein de l'Entente Démocratique. Il suffit de rappeler que Tsankoff, avec son groupe de 30 à 40 députés, imposa l'entrée à la Chambre du professeur Kouleff, et que ce dernier, deux jours après la chute de Tsankoff, termina sa carrière de président de l'Assemblée en falsifiant le vote de la représentation nationale ; que l'homme que jouit de la confiance absolue de Tsankoff, Kalkoff insulta publiquement, à une fête militaire, le ministre de la guerre Volkoff ; un groupe de 10 à 15 députés, avec le Dr Milanoff, de Choumen, à leur tête, menacèrent ouvertement de se déclarer contre le gouvernement de Liaptcheff ; — tout cela nous permet de déduire que l'unité dans le parti gouverne-

mental est provisoire. Le cabinet de Liaptcheff devra bientôt s'en aller.

Pour avoir une idée de la disposition du peuple bulgare envers le gouvernement Liaptcheff, il suffit de signaler les résultats des élections municipales qui eurent lieu dernièrement dans trois villes de Bulgarie : à Vratza, à Choumen et à Sevlievo.

Malgré que ces élections aient eu lieu dans des conditions rendant impossible la libre manifestation de la volonté populaire — car les plus grands partis en Bulgarie, les partis communiste et agrarien, sont hors la loi ; aucune liberté de réunion, de parole, de presse n'existe ; aucune garantie personnelle, aucune propagande libre n'est permise, etc., — malgré qu'une pression terroriste fût exercée sur les électeurs de ces villes par les organes administratifs, policiers et autres « irresponsables », comme cela eut lieu l'automne passé lors des élections municipales partielles — malgré tout cela, l'opposition obtint les deux tiers de voix, tandis que le gouvernement le tiers du nombre total des votants. A des élections libres, le gouvernement de la Ligue Militaire n'obtiendrait même pas un dixième des voix des électeurs bulgares. L'appréciation que les représentants les plus autorisés du peuple bulgare et de l'opinion publique avancée à l'étranger donnèrent sur le gouvernement Liaptcheff, notamment qu'il n'est que la seconde édition du gouvernement Tsankoff, que le système sanglant fasciste continuera, etc., trouve une confirmation brillante dans les actes de ce gouvernement. Malgré le court laps de temps qu'il est au pouvoir, Liaptcheff a donné des preuves qu'il suit le chemin de Tsankoff.

Dans sa déclaration à l'Assemblée nationale, le nouveau premier releva les « mérites » de son prédécesseur : le massacre du peuple travailleur bulgare et des révolutionnaires macédoniens. Pouvait-il faire autrement, puisque ses responsabilités personnelles — qu'il qualifie de « mérites » — sont aussi énormes que celles de Tsankoff. Cependant il s'abstint de déclarer que son ministère gouvernera par les mêmes moyens que Tsankoff et qu'il suivra le chemin de son prédécesseur.

Si Liaptcheff s'est abstenu de glorifier particulièrement l'action de son prédécesseur, les membres actifs de la Ligue Militaire à la Chambre, eux, glorifient cette action : ils déclarent qu'il n'y a pas de changement.

Le ministre des travaux publics St. Vassileff — l'assassin de Stamboliiski — déclara dans une réunion publique à Tatar Pazardjik :

« Des changements ont eu lieu à la Chambre. Mais je déclare hautement qu'il n'y a pas de changements dans la politique : nous poursuivrons la politique de nos prédécesseurs. Nous n'avons remplacé que les personnes qui se sont fatiguées au service de la Bulgarie (?). Nos prédécesseurs étaient notre première équipe, le nouveau gouvernement est la deuxième... Nous sommes inspirés par de grandes idées (?); nos personnalités en sont la garantie. » (?) (Znamé, du 23 janvier 1926.)

Si nous citons ces déclarations de St. Vassileff, c'est pour démontrer le cynisme illimité des hommes « nouveaux » et l'arrogance de la Ligue Militaire. Même sans ces déclarations, l'observateur objectif pourrait se prononcer sur le cabinet Liaptcheff.

Avant de voir Liaptcheff à l'œuvre, le peuple bulgare savait qu'il continuerait la politique de Tsankoff. Un mois a suffi pour le juger. Les citoyens vivent toujours sous un régime de terreur et d'oppression comme sous Tsankoff : insécurité personnelle, aucune mesure pour l'allègement de la pénible situation économique des ouvriers et des paysans. Pas une des lois sanglantes de Tsankoff n'est suspendue ; pas un décret barbare de Volkoff et Rousseff d'abrogé. La loi pour la sécurité de l'Etat continue à être suspendue comme une épée de Damoclès sur les têtes des ouvriers et des paysans bulgares ; toutes les restrictions, légales et illégales, à la liberté de réunion, des associations, de la parole et de la presse existent toujours et sont appliquées par Liaptcheff ; tous les préfets, les chefs d'arrondissements, les commissaires de police, etc., en un mot toutes les personnalités administratives, policières et militaires, qui sont responsables des arrestations, des maltraitements et des massacres des citoyens bulgares, continuent à occuper leurs postes. *Pas un chef administratif, chef de police ou militaire n'est destitué.* Et ce qui plus est, en assumant le ministère des affaires intérieures et de la police, Liaptcheff exprima publiquement par l'intermédiaire des préfets, ses remerciements au personnel administratif et policier, pour leurs services.

Enfin, Liaptcheff ne diffère non plus en rien de son prédécesseur quant à la question de l'amnistie des victimes de la terreur blanche. Après le torrent de sang de juin et septembre 1923, lorsque le peuple bulgare exigeait l'amnistie pour les ouvriers et les paysans bulgares se trouvant dans les prisons et à l'étranger, le gouvernement Tsankoff, avec la collaboration de Liaptcheff et de ses collègues actuels, fit voter par l'Assemblée la loi du 10 janvier 1924, qui amnistia les massacreurs de 16.000 ouvriers et paysans bulgares. A présent, la Bulgarie entière exige l'amnistie la plus large et la plus complète. La presse légale bulgare imprime les nombreux télégrammes qu'elle

reçoit quotidiennement des parents et des concitoyens des détenus, des émigrés, etc. Tous les partis de l'opposition légale se prononcèrent, soit au Parlement, soit dans la presse, pour une large amnistie. Nombre d'associations culturelles en France, en Autriche, en Allemagne, etc. exigent qu'une pleine amnistie soit donnée, mais Tsankoff et son parti, au lieu de présenter un projet de loi pour amnistier les victimes de leur dictature sanglante, en présentèrent un pour amnistier les spéculateurs, les escrocs et les brigands. La plupart des articles du nouveau projet de loi sur l'amnistie font bénéficier tous ces criminels qui, pendant les guerres, ont volé la bouchée du soldat ou de sa famille ; tous ces spéculateurs, usuriers, les organes policiers, de même que toutes ces personnes irresponsables de la Ligue Militaire et de la bande macédonienne de Protogueroff qui pillaient, terrorisaient, tuaient les ouvriers et les paysans bulgares. Ce projet est destiné à libérer des prisons et des poursuites, les spéculateurs, les commerçants louchés et les bourreaux du peuple bulgare. On amnistie aussi quelques-uns des victimes de la terreur sanglante, dans le but de cacher la vraie intention du gouvernement. Pour voir clairement le but de celui-ci, nous constatons que des 8000 personnes détenues, poursuivies, accusées ou condamnées, victimes de la dictature fasciste, quelques centaines seulement seront atteintes par la nouvelle loi l'amnistie ; que les « instigateurs », les « organisateurs », les « meneurs », les « exécuteurs », c'est-à-dire presque tous ceux qui sont condamnés en vertu de la loi sur la sécurité de l'Etat, ne pourront bénéficier de l'amnistie. Quel ouvrier, paysan ou intellectuel n'a-t-il donc pas été, aux yeux des dictateurs fascistes, un meneur, un organisateur, un instigateur, ou un exécutif ?

Ce projet de loi n'est pas encore voté ; il le sera ces jours-ci. *Le gouvernement Liaptcheff fit sien le projet de loi de Tsankoff, comme on devait s'y attendre, et se solidarisa entièrement avec Tsankoff sur la question de l'amnistie.*

C'est la vraie physionomie du « nouveau » gouvernement. Il est aussi fasciste, aussi tyrannique et sanglant, que celui que présida Tsankoff.

G. Kazanovsky

Le traité turco-soviétique

Un événement d'une importance politique mondiale vient de s'accomplir à Paris. Je veux parler du traité signé entre notre ministre des affaires étrangères Tefvik Ruchdi bey, et Tchitchérine.

Par ce nouvel acte diplomatique les deux voisins ressèrent un peu plus leurs rapports cordiaux. Certes, l'amitié turco-soviétique fut scellée le jour où la Russie des Soviets nous a prêté son puissant concours moral et matériel dans notre lutte contre les grands Etats impérialistes de l'Europe. Mais après notre victoire, nos dirigeants semblèrent hésiter entre deux orientations : l'orientale et l'occidentale. Fallait-il marcher la main dans la main avec l'Union Soviétique ou se tourner vers l'Europe ? A la Conférence de Lausanne, grâce aux manœuvres habiles de Curzon surtout, peu s'en est fallu que Moscou et Angora se brouillassent. La raison et le bon sens ont, cependant, prévalu. Ceux de nos politiciens, esprits étroits, qui nourrissaient des préjugés à l'égard de la Russie révolutionnaire et préconisaient une orientation occidentale, ont été battus. Les faits, par la suite, sont venus renforcer la position de nos hommes politiques qui étaient pour un rapprochement de plus en plus étroit avec Moscou.

La Turquie devait entrer dans la Société des Nations. Il y avait un courant assez fort pour cette participation. Mais après mûres réflexions, nos gouvernements ont acquis la conviction que l'entrée de la Turquie dans l'aréopage de Genève ne lui serait d'aucune utilité. Au contraire, Angora serait liée au char de la politique du Foreign office qui dirige cette assemblée des Etats soi-disant indépendants.

Nous en avons la preuve éclatante dans la décision ridicule et monstrueuse de l'institution de Genève, qui a démontré qu'elle avait le culte, non pas du droit et de la justice, mais de la force.

En effet, la commission qui a été chargée, au nom de l'Assemblée, de faire une enquête à Mossoul et dont les conclusions ont été adoptées par le Conseil telles quelles, au lieu de se placer sur le seul terrain logique ; quelle est la constitution ethnique du territoire en litige et pour qui opte sa population, c'est-à-dire, au lieu de préconiser un plébiscite, elle s'est placée à un point de vue tout à fait bizarre. Elle a suggéré l'idée de donner Mossoul au *plus fort*. Elle s'est dit : quel est l'objectif que nous devons atteindre ? Assurer la paix.

Pour assurer la paix, le territoire de Mossoul doit être réservé au *plus fort*.

Qui est le plus fort ?

C'est l'Angleterre, si elle consent à rester pendant au moins un quart de siècle dans la Mésopotamie.

C'est la Turquie, si les troupes britanniques évacuent l'Irak

dans un délai de quatre ans, conformément au traité conclu entre l'Angleterre et le roi Fevçal.

Londres ayant accepté de rester à Mossoul pendant vingt-cinq ans, le Conseil a pris sans rougir une décision qui consacre le droit du plus fort.

Cet arrêt d'une Assemblée qui, nous le répétons, prétend agir suivant le droit et la justice, a complètement ouvert les yeux à notre opinion publique.

Le fait est que nous ne pouvons pas nous passer de Mossoul, pour les mêmes raisons pour lesquelles l'Angleterre cherche à s'y installer : des raisons économiques et stratégiques.

Suivant l'opinion des experts, c'est la région la plus riche en pétrole du monde. Comment pouvons-nous nous désintéresser d'un tel trésor, nous qui n'avons pas encore réalisé notre relèvement économique, condition *sine qua non* de notre indépendance.

D'autre part, Mossoul, qui n'a été occupé par l'armée anglaise qu'après la conclusion de l'armistice et par conséquent tout-à-fait injustement, est un point stratégique dont nous avons besoin pour notre sécurité, plus encore que la Grande-Bretagne, pour la sienne, puisque nous ne convoitons pas les territoires de l'Irak, territoires non-turcs.

L'Angleterre, au contraire, n'a point renoncé à sa politique de conquête et d'impérialisme, et en occupant le vilayet de Mossoul, elle veut avoir la clef de l'Asie-Mineure, ce qui ne peut pas nous préoccuper sérieusement.

Le *Vakit* a fort bien remarqué que céder Mossoul à l'Angleterre, c'est l'armer contre notre existence nationale même.

« Le but de l'Angleterre, dit-il, qui persiste dans son point de vue de continuer à occuper Mossoul, n'est point de tirer spécialement profit des pétroles de cette région, mais d'avoir ainsi, du côté des frontières orientales de la Turquie, un moyen de perturbation et d'agression. En admettant même que l'on arrive aujourd'hui à une entente scellée par un document, les Turcs n'obtiendront pas encore la sécurité qu'ils désirent ; car l'Angleterre n'en continuera pas moins à tenter d'y constituer un Kurdistan indépendant et d'y perpétrer des attentats contre notre existence nationale. »

En présence de notre refus de nous incliner devant la décision arbitraire du Conseil de la S. D. N., la perfide Albion s'efforce de nous intimider. Elle cherche à reconstituer le fameux bloc balkanique pour le jeter sur nous.

Réussira-t-elle dans ses manœuvres ? Il est, toutefois, certain que Londres a toujours essayé de tirer pour les autres les marrons du feu. On dit qu'elle a pu s'entendre avec l'Italie pour une action commune contre notre pays.

Dans ces conditions, une entente était toute naturelle avec la Russie, qui est poursuivie par une haine égale de la part du gouvernement des torys.

Locarno, l'œuvre de l'Angleterre, est dirigée en même temps que contre la Russie des Soviets, contre notre pays qui brave la volonté de Chamberlain.

Notre accord avec Moscou n'a aucun caractère belliqueux. Il nous permettra de nous assurer de la sécurité de nos vastes frontières de l'Est et d'avoir nos mains libres contre un ennemi éventuel.

Il a été accueilli avec le plus grand enthousiasme par notre opinion.

Il a donné lieu à une manifestation caractéristique. Des personnalités politiques turques et russes ont fêté solennellement l'amitié indéfectible des deux pays voisins. A la suite de la fête, la réunion a adressé à Mr Souritz, ambassadeur de l'U. R. S. S. à Angora, une dépêche où, après avoir exprimé sa joie à l'occasion de la signature de l'accord, saluait, en la personne de l'ambassadeur, le noble champion travaillant sans relâche pour l'union des nations d'Orient, leur liberté, leur paix et leur prospérité....

L'Union des nations d'Orient ! Voilà le but auquel doivent tendre sans cesse les peuples de l'Orient opprimés par les impérialismes rapaces. Tant que ces pays resteront isolés, ils continueront à être la proie des puissances qui cherchent à s'enrichir sur leur dos, au dépens de leur paix et leur bonheur.

Notre gouvernement a saisi cette vérité salutaire, en donnant l'exemple aux autres pays qui, pieds et poings liés, sont livrés aux appétits des « civilisateurs ».

Constantinople, janvier 1926.

R. Haydar

La Dobroudja devant le danger

Pendant les derniers mois de l'année passée, la presse roumaine remplissait quotidiennement ses colonnes de nouvelles sur « l'action des tchéta » en Dobroudja, sur les « agissements » des « bandes », des « comitadjis », etc. Cette campagne se renforça surtout après les difficultés qui se dressèrent pour la conclusion du traité bulgaro-roumain.

La presse, ayant pris à tâche de mobiliser l'opinion publique en Roumanie, soulignait les responsabilités du gouvernement bulgare pour « l'action des tchéta » en Dobroudja, et son devoir,

dans l'intérêt de la sauvegarde de l'amitié bulgaro-roumaine, de prendre les mesures nécessaires pour déraciner les « nids de comitadjis » en Bulgarie. Elle proposait même la collaboration des autorités roumaines et lançait la nouvelle, après la rupture des négociations bulgaro-roumaines, que le gouvernement roumain aurait décidé de liquider lui-même les biens séquestrés des sujets bulgares en Dobroudja.

A la fin du mois de décembre, la question des « attaques continuelles des comitadjis dans le Tchétiriagalnik » (Dobroudja du sud) et des « mesures que le gouvernement croit devoir prendre », fut soulevée dans le Sénat. Mr Duca, ministre des affaires étrangères, donna une réponse caractéristique : « Je suis obligé de déclarer que des démarches ont été faites plus d'une fois auprès du gouvernement bulgare. Je promets que je n'hésiterai pas un seul moment à remplir mon devoir pour la sécurité de nos frontières. »

Ce ton menaçant du ministre Duca, qui fit naître un malaise dans les relations amicales avec la Bulgarie, ainsi que la campagne menée par la presse, dévoilait assez clairement les buts poursuivis : exercer une pression à Sofia pour obtenir plus de concessions dans le traité bulgaro-roumain.

Les tchokoï roumains exigent une récompense pour l'appui précieux qu'ils prêtèrent après le 9 juin au régime fasciste en Bulgarie. Ces récompenses peuvent se résumer en ce qui suit : *désintéressement absolu du sort de la Dobroudja ; le paiement des réparations ; la liquidation des biens des sujets bulgares* (liquidation veut dire pillage des biens des paysans) et enfin la dispersion des organisations de l'émigration dobroudjienne.

Le gouvernement de Sofia a démontré par sa servilité envers Bucarest, qu'il a effectivement capitulé quant au premier point des prétentions roumaines, car en ce qui concerne la colonisation de la Dobroudja, le pillage des terres des paysans, la fermeture des écoles bulgares, la dépossession des églises, la situation des 40.000 habitants expulsés de la Dobroudja — il ne trouva pas nécessaire d'adresser la moindre protestation ni à la Roumanie ni à l'Europe. Tandis que par les meurtres et les arrestations des émigrés dobroudjiens en mars 1925, il donna des preuves suffisantes de sa volonté à capituler aussi sur le dernier point des prétentions roumaines. Le gouvernement sofiote ne résiste que sur la question de la date à laquelle il devra commencer à payer les réparations, et sur la question de la liquidation scandaleuse des biens séquestrés aux sujets bulgares.

Dans l'intérêt de son raffermissement et de sa politique réactionnaire intérieure, le régime fasciste en Bulgarie a suffisamment trahi jusqu'à présent les intérêts de la race bulgare en Macédoine et en Thrace. Cette trahison continue envers la population bulgare en Dobroudja. La capitulation complète du gouvernement de Sofia devant les prétentions impudentes des tchokoï roumains, ne tardera guère.

La pression exercée à Sofia pour l'obtention de plus larges concessions dans les pourparlers bulgaro-roumains, pour forcer le gouvernement sofiote à capituler devant les exigences de l'oligarchie roumaine — tout ceci n'est qu'un côté — extérieur, des buts que se pose la campagne de la presse roumaine, le Sénat et les déclarations de Mr Duca. Cette campagne vise incontestablement aussi à nuire aux intérêts vitaux de la population de Dobroudja. Les gouvernants roumains cherchent par elle à justifier et à renforcer leur régime oppressif dans ce pays.

Aussi une conférence spéciale fut-elle convoquée à Bucarest sous la présidence du sous-secrétaire d'Etat, Mr Tatarescu, (le véritable ministre de l'intérieur roumain) et avec la participation du chef de la Siguranza générale, des chefs de la gendarmerie, des commandants des troupes de la frontière et des préfets de Dobroudja. Les décisions officielles de cette conférence sont : le renforcement des troupes de frontière et de la gendarmerie ; faire retomber la responsabilité collective sur les villages en cas d'attaques des tchéta ; des mesures sévères contre tous les complices des « comitadjis ».

Cependant, un ordre du préfet de Silistra, Tachkou Poutcheréa, l'auteur du massacre des cinq paysans du village Astatkeui (1924), publié immédiatement après cette conférence, nous fait deviner ce que furent les décisions secrètes de cette conférence et des arrières-pensées de ses participants quant au sort de la population de Dobroudja. Dans cet ordre il est dit : « Toute personne qui tuera un bandit ou un comitadj, recevra une récompense de 10.000 leis par tête de bandit ou de comitadj. »

Nous citons d'après *Adeverul* (n° 12.867 du 23 novembre 1925). Le même journal ajoute : « C'est donner le droit à toute personne d'attrapper quelqu'un, de le qualifier de bandit et de l'exécuter contre une récompense, sans aucune autre formalité. La conception personnelle de celui qui a le goût de devenir un chasseur de comitadjis suffit. »

On peut se figurer le champ d'arbitraires monstrueux qui se découvre pour les instincts féroces punis par la loi, lorsque le pouvoir lui-même récompense les meurtres. On peut dire que le régime que pratique Mr Tachkou Poutcheréa à Dorostor (département de Silistra), est pire que celui qu'on applique dans les colonies les plus lointaines.

Cet ordre, qui est encore en vigueur, est un appel ouvert et impudent au massacre de la population de Dobroudja. Et lorsque cet appel est fait par un préfet, c'est la meilleure caractéristique du régime régnant à Dobroudja et le coup le plus accablant pour les gouvernants sanglants actuels.

Afin de mieux comprendre le sens de pareils ordres, le renforcement des troupes de gendarmerie et, en général, l'aggravation de l'appareil d'oppression, nous devons montrer les causes de la situation si trouble en Dobroudja, situation créée par le régime barbare et la politique réactionnaire des gouvernants roumains.

1^o Les commissions agissant en conformité de la loi sur la propriété, ont terminé leur travail en Dobroudja, et commencent à saisir graduellement, et *sans indemnité*, un tiers de la terre des paysans. De même, et toujours par la force de cette même loi, surnommée « monstrueuse » et « loi du pillage organisé » par des juristes réputés roumains, ces commissions saisissent *entièrement* les terres d'environ 30 % de paysans de la Dobroudja, car ceux-ci ne peuvent prouver (?) leur droit de propriété.

2^o La colonisation de la Dobroudja prend de très larges proportions. Des milliers de familles koutso-valaques de la Macédoine s'établissent sur les terres des paysans de la Dobroudja. C'est la population locale qui doit fournir aux colons les outils, le bétail, et travailler gratuitement pour eux. Les colons, armés, s'établissent dans les villages et, à l'aide de gendarmes, forcent la population à leur construire des écoles, à transporter des matériaux, à les aider avec leurs propres outils et leur bétail à cultiver la terre, etc. En un mot, c'est l'esclavage sans précédent pour les Dobroudjiens.

3^o Une politique d'assimilation et de roumanisation des nationalités étrangères y est exercée. Les écoles sont fermées, les églises saisies, les intellectuels poursuivis, expulsés de la Dobroudja. L'abolition totale des libertés culturelles, nationales et politiques.

4^o Un système de réquisitions, de corvées et de pillages, s'exerce publiquement par une administration corrompue qui, dans son avidité de s'enrichir, ne s'arrête pas devant les crimes les plus odieux.

Tout ceci est suffisant pour démontrer qu'en effet la situation dans la Dobroudja ne peut être paisible, et qu'un juste mécontentement s'empare de plus en plus des masses populaires dobroudjiennes.

L'expression de ce mécontentement se manifesta par le vote écrasant contre le gouvernement de Bratianu aux élections pour les chambres agricoles et aux élections partielles sénatoriales.

Dans le département de Dobritch, le tableau du résultat électoral pour le Sénat, comparé à celui de 1922, est le suivant :

Les partis	Mars 1922	Décembre 1925	Différence
Libéraux	7398	1266	- 6132
Tsaranistes	2050	—	+ 385
Opposition unie	—	2435	—
Averescistes	—	538	+ 538
Nombre des voix	9448	4239	—

Les libéraux qui obtinrent en 1922 78 % des voix, n'eurent en 1925 qu'à peine 28 %. Leur candidat est un bulgare, le Dr. Batchevaroff, et malgré que la population de ce département soit, dans son immense majorité bulgare, elle vota pour le candidat de l'opposition unie (Tsaranistes et nationalistes), pour le roumain K. Anguelescu. Ce fait est d'une importance capitale. La population bulgare a prononcé, pour la première fois, sa sentence décisive, non seulement contre les gouvernants roumains, mais aussi contre la bourgeoisie locale bulgare qui est en accord parfait avec l'oligarchie roumaine, qu'elle seconde dans le pillage des masses laborieuses ouvrières et paysannes en Dobroudja.

Ces résultats sont en même temps une lourde défaite pour le nationalisme et le patriotisme de la bourgeoisie bulgare, et le point de départ d'une nouvelle orientation révolutionnaire des masses dobroudjiennes. Ce qui ressort encore de ces élections, c'est l'énorme abstention des électeurs. Malgré l'obligation du vote et les lourdes amendes que la loi électorale prévoit pour les abstentionnistes, — de 9448, il n'y eut que 4239 votants. Ce fait témoigne que les libéraux ont effacé de listes électorales plus de 50 % d'électeurs, et malgré « la propagande gouvernementale », faite par la police, par la Siguranza et par la gendarmerie, malgré les bastonnades, les menaces et les arrestations, la défaite fut écrasante pour eux.

Nous devons ajouter que le vote pour l'opposition ne signifie pas que les masses opprimées de la Dobroudja soient attirées par les promesses démagogiques de cette opposition. Les Dobroudjiens ont une riche expérience du passé ; ils savent que les candidats promettent tout à la veille des élections, quitte à oublier leur promesses aussitôt qu'ils sont élus. Les Dobroudjiens votent *contre le gouvernement de Bratianu et contre sa politique en Dobroudja*.

Le vote « *contre le gouvernement* » s'exprima sur tous les territoires annexés par la violence : la Bessarabie, la Transylvanie, la Boukoutine et la Dobroudja. Il démontre clairement

le mécontentement grandissant des nationalités opprimées en Roumanie, qui représentent la moitié de toute la population. Derrière le bulletin « pour l'opposition » se voilent *les luttes nationales*, qui entrent de jour en jour dans une phase décisive.

L'oligarchie roumaine se trouve en présence des difficultés sérieuses. Les élections municipales sont en vue dans tout le pays. Le gouvernement Bratianu, après sa défaite aux dernières élections, et voyant qu'il sera renversé par les nouvelles, les ajourne constamment et fait tout son possible pour rompre l'esprit combattif et étouffer le mécontentement croissant dans les masses nationales opprimées.

Particulièrement en Dobroudja, l'oligarchie roumaine ne trouve pas d'autres moyens pour maintenir l'« ordre », que de renforcer ses troupes et sa gendarmerie.

Le bruit fait à propos « des attaques des tchétsas », « des comitadjis », « des bandits » en Dobroudja, exagérés au plus haut degré, et se confondant très souvent avec les actes de terreur exercés par l'administration corrompue et les colons (et dont les agresseurs demeurent toujours mystérieux) vise notamment le but suivant : *de faire croire, que l'ordre est troublé en Dobroudja et qu'il doit être rétabli au prix de violences sanglantes. Le rétablissement de l'« ordre » se traduit par le pillage des terres paysannes, la colonisation et la roumanisation nationale, culturelle et économique de la Dobroudja*. C'est le sens de la politique intérieure de l'oligarchie roumaine en Dobroudja. La voie de cette politique, qui provoque continuellement les masses dobroudjiennes mène fatalement à de nouveaux massacres. Le sort de la Bessarabie sera celui de la Dobroudja aussi.

Toutes les conditions que l'oligarchie roumaine a créées en Dobroudja rappellent les événements de Tatar Boumar. La sentence qui justifia le déshonoré lieutenant Morarescu, l'auteur de centaines de meurtres en Bessarabie, a, pour la honte du monde civilisé, suffisamment encouragée ses pareils en Dobroudja !

La Dobroudja se trouve devant le danger imminent ! C'est le devoir de l'émigration dobroudjiennne de commencer une action décisive pour la défense de la Dobroudja. C'est le devoir de la démocratie occidentale, de tous les amis et défenseurs honnêtes des peuples subjugués d'élever une protestation puissante contre le gouvernement roumain. Le mot d'ordre de ces protestations doit être : *Bas les mains de la Dobroudja !*

Les paysans et les ouvriers dobroudjiens attendent cette aide. En même temps, ils prendront eux-mêmes les mesures nécessaires pour leur défense légitime et l'organisation de la lutte pour une vie libre.

Dobroudja, janvier 1926

Dobroudjanski

Encore sur Kosta Todorov

A notre article intitulé « Le point de vue de Kosta Todorov », paru dans *La Fédération Balkanique* (n^o 28) et dans lequel nous attirons l'attention des émigrés balkaniques sur l'activité de cet agent de Pachitch, ainsi que sur les conséquences qui peuvent s'ensuivre dans les rangs des émigrés — il nous a été répondu, en un français nègre, dans les colonnes de *Makédonsko Soznanie*, organe de la police de Belgrade. La réponse est celle à laquelle nous nous attendions, digne de Kosta Todorov : hypocrisie et peu sérieuse. Sa tactique consiste en injures personnelles, afin de détourner l'attention de soi et d'éviter de répondre aux questions que nous lui posions. Ce qui est pire encore, c'est qu'il calomnie l'homme qui n'est pas l'auteur de l'article en question et qui n'a pu en prendre connaissance qu'en lisant *La Fédération Balkanique*. Nous ne savons si notre excellent camarade et ami D. Vlahoff répondra aux calomnies de Kosta Todorov. Nous croyons qu'il n'a pas besoin de le faire, et qu'il est plus utile de consacrer ce temps au but qu'il a toujours infatigablement et honnêtement servi. Ce but commun à nous tous est la lutte pour la libération des ouvriers et des paysans des Balkans. C'est la lutte pour mater tous les réactionnaires, dont Kosta Todorov.

A l'instar de Kosta Todorov, nous commencerons aussi la discussion par une biographie et la finirons par des questions de principes. Et d'abord, une courte *Circulum vitae*. Qui est Kosta Todorov ?

Fils d'émigré, né à Moscou. Devenu jeune homme, il est anarchiste et fait partie d'une tchéta en Macédoine. Ensuite, il part pour la Russie et travaille activement avec les socialistes-révolutionnaires. Il est emprisonné à Odessa, condamné à de longues années de baigne et grâcié sept ans après. Jusqu'ici nous n'avons nul reproche à l'adresse de Kosta Todorov. Mais maintenant commence son « évolution » ; l'anarchiste deviendra petit-à-petit espion. A la veille de la guerre européenne Kosta Todorov poursuit ses études en Belgique. Après la déclaration de la guerre, poussé par l'enthousiasme patriotique, il s'engage dans la Légion étrangère. Sur le front de Salonique, il fait l'espionnage pour la France. En passant la frontière bulgare, il est attrapé et emprisonné. Sur l'intervention de ses amis, les Bulgares le libéreront bientôt, à condition de retourner à Salonique pour

leur compte et y espionner les Alliés. Il le leur promet et part pour Salonique, mais n'étant retourné que beaucoup plus tard qu'il avait été convenu, il perdit la confiance des Bulgares, qui le condamnèrent comme espion des Alliés. Dans la prison il fait la connaissance de Stamboliiski, avec qui il sera libéré après l'armistice. Quand Stamboliiski sera au pouvoir, profitant des relations qui les liaient, Kosta Todorov sera nommé ministre de Bulgarie en Yougoslavie, quoiqu'il n'ait jamais rien fait pour le mouvement paysan bulgare. Une des grandes fautes du chef paysan, qui hâtèrent son renversement, est d'avoir pris souvent pour collaborateurs, jouissant de sa confiance, des hommes du genre de Kosta Todorov. Celui-ci fut toujours, pendant et après la guerre, et sous le gouvernement de Stamboliiski, l'homme de confiance de l'Entente. A Paris, pendant les pourparlers de paix, alors que tous les délégués bulgares se trouvaient dans leurs appartements sous la surveillance la plus stricte de la police, seul Kosta Todorov pouvait se promener librement. Le révolutionnaire et publiciste bulgare connu, Nikolai Harlakov révéla en automne 1919 dans *La Revue Socialiste* des documents pris dans les archives secrètes russes, qui prouvèrent et convainquirent l'opinion bulgare que Kosta Todorov avait été, en effet, l'agent et l'espion des Alliés. C'est la seconde phase de la vie de ce conseiller fatal de Stamboliiski.

Voyons maintenant ce qu'il a fait après le renversement du gouvernement paysan en Bulgarie et ce qu'il fait aujourd'hui? Après l'assassinat de Stamboliiski, qu'il apprit sans doute en état d'ivresse dans un bar de Belgrade, Kosta Todorov ne perdit pas un seul instant son sang-froid. Il déclara être le seul capable de sauver la Bulgarie de sa situation tragique et commença à offrir ses services. Après bien des déboires, il n'y a que Pachitch et Nintchitch qui prirent ses vessies pour des lanternes.

Le chemin parcouru par Kosta Todorov n'est certainement pas facile. Il est de ceux qui connaissent la prison et le danger, le passage du front ennemi sous le sifflement des balles ou les voyages aériens exposés aux bombardements des canons. Des gèbles russes aux boulevards de Belgrade, il y a loin... L'anarchiste de jadis est devenu yougoslave et soldat du roi Alexandre, l'ennemi des communistes et l'ami des contre-révolutionnaires russes.

Après cette brève biographie, passons à la réponse que publia Kosta Todorov dans les colonnes de *Makédonsko Soznanie*.

Nous avons réfuté le point de vue yougoslave et monarchiste de Kosta Todorov sur le problème serbo-bulgare, défendant les intérêts réels des peuples serbe et bulgare. Nous disions qu'il est impossible de résoudre définitivement ce problème, si on l'isole des problèmes balkaniques, car les intérêts des peuples de la Péninsule sont les mêmes. Les Balkans doivent devenir indépendants. Ses peuples ont deux grands ennemis : les grandes puissances impérialistes et leurs propres bourgeoisies, qui ont l'intérêt de combattre contre l'indépendance des Balkans. Dans la lutte des peuples balkaniques contre les puissances impérialistes et les bourgeoisies balkaniques, il est nécessaire de coordonner toutes les forces révolutionnaires. Cette lutte coordonnée doit être dirigée en tout premier lieu contre les régimes en vigueur dans les états balkaniques, et avant tout contre la Yougoslavie, centre de la réaction. Si nous avons à cœur l'intérêt général de tous les peuples balkaniques, il est clair que ce but ne sera pas atteint par le yougoslavisme de K. Todorov et de Pachitch, mais dans une Fédération libre des républiques balkaniques libres. Le peuple seul est capable de la réaliser par la révolution. C'est l'unique solution des problèmes vitaux des peuples bulgare, serbe et des autres peuples des Balkans.

Ce furent les lignes générales de la conception que nous développâmes ici à l'occasion de l'article de Kosta Todorov «La Bulgarie et l'union yougoslave», paru dans la *Politika* de Belgrade du 5 septembre dernier. C'est l'idée pour laquelle nous luttons et continuerons à lutter. Si Kosta Todorov croit que la lutte pour sa réalisation est payée, ou même susceptible de l'être, c'est qu'il doit juger les autres d'après soi-même.

Chez l'individu, la lutte pour la révolution est une question de sens éthique supérieur, d'une justice sociale générale, du désir d'une humanité meilleure et plus perfectionnée, de conscience de classe et de la satisfaction personnelle qu'a l'homme de se sacrifier pour le grand idéal de l'égalité et de la liberté. Une pareille lutte ne peut être payée. Que répond Kosta Todorov à nos arguments et notre critique à son article de la *Politika*?

Comme tout ce que publie *Makédonsko Soznanie*, la réponse de Kosta Todorov ressemble avant tout à un rapport policier secret. Il ne réfute aucune de nos affirmations et évite les questions importantes, se contentant de calomnier gratuitement. S'il lui arrive de parler des questions de principes, c'est pour démontrer encore une fois qu'il est bien l'agent de Pachitch. Nous nous contenterons de citer trois passages de l'article de Kosta Todorov :

1° « Je n'ai parlé d'aucune hégémonie serbe, car jouer le rôle de Piémont ne veut pas dire imposer son hégémonie. L'Italie en est l'exemple. Là, le Piémont réalisa l'unité italienne,

mais n'eut aucun privilège, sinon celui d'avoir versé le plus de sang pour l'idée nationale italienne. Dans le même sens, le rôle historique de la Serbie est incontestable ; sa suprématie morale de même. »

2° « Je continue à croire que les hommes comme Vlahhoff se bercent d'illusions en croyant à la possibilité d'une insurrection macédonienne. On a bien vu comment la population locale dispersa les bandits de Protoguéroff et compagnie. »

3° « Il n'est pas question de la subjugation de la Bulgarie à la monarchie serbe, mais tout simplement d'union avec les mêmes droits. »

A la fin de son article Kosta Todorov verse des larmes de crocodile sur Stamboliiski et chante des odes aux yougoslavisme, combattu par nous et — ajoute l'homme de Pachitch — feus Tiza et Oerenthal.

En écrivant de la sorte, Kosta Todorov ne défend-t-il pas le monarchisme, l'impérialisme et l'hégémonie serbes? Lui seul peut attribuer à la Serbie dans les Balkans et parmi les Slaves du sud le rôle qu'avait le Piémont dans la libération italienne. C'est ne pas savoir différencier une chose naturelle et normale, avec une impossibilité et une absurdité. L'Italie est une nation, tandis que sur le territoire du sud slave vivent différentes nations et races, qui eurent leur culture, leur religion et leur vie étatique propres durant des siècles. Cela suffit pour se rendre compte de prime abord de l'absurdité qu'avance Kosta Todorov, même s'il pouvait être question d'une suprématie morale des Serbes et du droit de la Serbie au rôle du Piémont, Kosta Todorov a souligné spécialement la question de la Macédoine, qualifiant l'insurrection macédonienne d'illusion malade. Il est vrai que le peuple macédonien s'est refusé d'obéir à Protoguéroff, ce qui n'est pas à dire qu'il a renoncé à sa lutte pour la libération. Bien au contraire, cela prouve que ce peuple ouvre les yeux et prend conscience de ses droits à une vie étatique indépendante ; cela prouve qu'il chassera un jour de son foyer les bandes serbes comme il a chassé les bandes bulgares de Protoguéroff. Kosta Todorov parle de l'union de la Bulgarie à la Serbie, à condition que les deux pays jouissent des mêmes droits. Que diable! N'avons-nous pas derrière nous l'histoire de la monarchie yougoslave et l'expérience de sept années? Où sont les droits égaux des peuples de la Yougoslavie? Les Croates, les Slovènes, les Macédoniens, les Monténégrins, etc. les ont-ils?

En acceptant l'idéologie yougoslave, Kosta Todorov croit que ce sera le moyen le plus facile pour unir les Serbes et les Bulgares. Mais outre Kosta Todorov, qui prêche encore le yougoslavisme? Les fascistes, Pribitchévitch, les radicaux et l'«Oriouna». En perdant son caractère révolutionnaire d'avant-guerre, le yougoslavisme est devenu la politique se prêtant le mieux à la propagation de l'idée panserbe.

Il n'est pas nécessaire de démontrer que tout cela est la politique de Pachitch, et que Kosta Todorov et le *Makédonsko Soznanie* sont payés par lui pour propager sa politique.

Les nationalistes serbes font l'agitation quotidienne pour attribuer le rôle du Piémont à la Serbie. La Macédoine est leur blessure la plus grave, dont ils voudraient guérir à tout prix. Le moyen le plus facile est d'étouffer tout esprit de révolte, de rendre impossible la propagande pour la libération et de serbiser les Macédoniens. Il faut unir la Bulgarie à la Serbie, afin d'élargir et fortifier le règne de la monarchie yougoslave. C'est cette mission — combien généreuse — qu'acceptent Kosta Todorov et les fils de la Macédoine groupés autour de *Makédonsko Soznanie*.

M. Vladimirov

Le conflit gréco-bulgare devant le Conseil de Genève

Le dernier Conseil de la Société des Nations a présenté en raccourci tous les traits spécifiques, les caractères fondamentaux et les tares originelles de l'organisme genevois.

L'Exécutif de la Ligne réuni en fin d'année se proposait de solutionner pacifiquement deux conflits d'une inégale importance : le conflit gréco-bulgare et le litige anglo-turc. Il n'a trouvé pour le premier aucune solution sérieuse. Il a prononcé à propos du second un verdict de spoliation et de guerre.

Demir-Kapou—Mossoul! Il s'agit là d'une escarmouche entre deux Etats également incapables à l'heure où se produisit le heurt, de soutenir une vraie guerre. Il est question ici du différend où sont engagés les intérêts vitaux de deux puissances de première importance. Là le conflit met aux prises deux dictatures aussi répugnantes l'une que l'autre. Ici la divergence dresse face à face un impérialisme agressif et rapace — et un peuple qui a fait sa révolution nationale!

Ne nous hâtons pas trop, cependant, en regardant vers Mossoul et l'Irak, de négliger la péninsule des Balkans. A vrai dire, les Balkans sont la position avancée de l'Orient en Europe. Les intrigues qu'y noue l'impérialisme n'évoluent pas en compartiments étanches ; les mouvements qui s'y développent sont

étroitement rattachés à ceux qui trouvent en Asie un terrain plus favorable encore.

On connaît suffisamment l'histoire tragique des opérations militaires dont la Macédoine — une fois de plus — fut le théâtre le 21 octobre dernier. Le conflit de frontière gréco-bulgare, nous l'avons dit à l'époque, posait dans toute son ampleur le problème macédonien. C'est le seul que, dans sa sagesse définitive, le Conseil se refusa à examiner. Dans ses séances des 29, 30 et 31 octobre, il se borna à désigner une commission chargée de rechercher « aussi exactement que possible » l'origine des incidents. Cette commission, présidée par Rumbold, ambassadeur anglais en Espagne, publia son rapport en décembre dernier.

La commission donna tort à la Grèce, mais déclara qu'à l'origine du conflit on trouve les agissements du Comité révolutionnaire macédonien, et les commissaires de sa S. D. N. en réclamant la dissolution. On sait ce qu'est le Comité dont il est question. Il s'agit de la bande verkhoviste-autonomiste, inféodée à Tsankoff. Les autonomistes sont les agents de la contre-révolution bulgare et étrangère. Ils sont pour l'annexion de la Macédoine à la Bulgarie et le maintien en Macédoine d'une domination de riches propriétaires. Les fédéralistes macédoniens luttent au contraire pour l'indépendance de la Macédoine et pour la libération des paysans et des exploités de ce pays.

Le rapport de la commission Rumbold ne satisfait, est-il besoin de le dire, aucun des deux partenaires et ce sont d'interminables doléances que présenteront tour à tour devant le Conseil Kalfoff, puis Rentis. Les allusions au Comité macédonien sont insupportables au délégué bulgare, et notre homme essaya de persuader ses collègues que les sicaires de Protoguéroff et les assassins de Tchaouloff et de Panitza étaient blancs comme neige. En ce qui concerne l'indemnité, Kalfoff jugeait dérisoire la somme de 20 millions de levas proposée par la commission. Au demeurant, l'envoyé de Tsankoff ne se fit guère d'illusions. Il termina sa longue plainte par cette réflexion amère : « La guerre sera inévitable dans les Balkans tant que les peuples n'auront pas modifié leur mentalité. Du reste, la situation de la Bulgarie désarmée à côté d'Etats en armes crée une menace de perpétuel conflit. »

Mais la Bulgarie est-elle désarmée, comme l'affirme son ministre des affaires étrangères? C'est ce que contestera avec vigueur le représentant hellénique Rentis, lequel appelle à son secours les témoignages de la Conférence des Ambassadeurs. Il énumère les prétentions bulgares, non seulement d'obtenir un débouché sur la mer Egée, mais de se faire octroyer une bande de territoire grec, et il termina en affirmant que la jurisprudence du Conseil a interdit d'aucune façon le recours à la guerre.

Réplique de Kalfoff, nouvelle riposte de Rentis. Finalement, Chamberlain fit nommer une petite commission chargée de désigner le coupable.

C'est cette « petite commission » composée du représentant belge M. Hymans, du délégué japonais vicomte Ishii et de M. Austen Chamberlain qui présenta quelques jours plus tard au Conseil les solutions que nous voulons analyser objectivement.

La Commission recommande que le gouvernement hellénique verse à Sofia à titre de réparation la somme de 20 millions de levas.

En ce qui concerne les mesures destinées à « limiter les effets des incidents », la Commission propose le recours à une entrevue — dans un poste voisin de celui de l'incident — des officiers grecs et bulgares, l'intervention d'officiers neutres pour faciliter ces entrevues, la création d'une conciliation. Cependant les représentants de la Bulgarie et ceux de la Grèce avaient demandé au Conseil qu'il étudie les causes profondes du conflit, et plus spécialement le problème des comitadjis bulgares. La Commission Rumbold a résumé ainsi ses conclusions dans ce domaine.

Il existe en Bulgarie un grand nombre de réfugiés de race bulgare venus de Grèce. Ils réclament, conformément aux traités, le droit de retourner en Grèce et en tous cas d'y conserver leurs biens immobiliers. Or, le gouvernement hellénique a installé dans les terres autrefois habitées par ces populations, des réfugiés venus de Turquie. Quelle solution proposera la Commission et le Conseil?

La Commission estime qu'en échange de la renonciation de droit que l'on réclame aux Bulgares, il est « équitable » qu'ils reçoivent en compensation la valeur des biens laissés derrière eux. Mais comme la valeur de ces biens est d'une estimation difficile, la Commission recommandera au gouvernement hellénique de faire preuve « d'une bonne volonté spéciale » et il conseillera la signature « d'un protocole entre les deux gouvernements ».

C'est tout.

Fixation de l'indemnité, établissement d'offices neutres et de commissions de conciliation, protocole.

N'insistons pas sur les deux premières mesures. Cette distribution de pensums et de félicitations, de punitions et de récompenses est un des exercices inoffensifs auxquels se complait l'organisme genevois. Inoffensive aussi et sans plus d'effet sa proposition d'arrêter les conflits à l'aide de commissions de conciliation. Autant vouloir endiguer la tempête à l'aide d'une barrière de carton-pâte!

Il faut nous arrêter, par contre, à la troisième mesure, celle qui concerne les minorités.

Protocole gréco-bulgare, disent les hommes de Genève. De qui se moquent-ils? En septembre dernier Kalfoff, au nom de la Bulgarie, Politis au nom de la Grèce, signèrent, eux-aussi, un Protocole sur la protection des minorités nationales.

Sofia le ratifia. Il fut dénoncé par Athènes sous la pression yougoslave.

En vérité, le Conseil de la S. D. N. a renoncé, nous ne disons à résoudre, mais à aborder un seul des problèmes essentiels qui touchent à la Macédoine. On veut ignorer à Genève que le peuple macédonien, divisé, morcellé artificiellement, constitue une unité nationale qui veut vivre libre dans le cadre d'une fédération balkanique.

Séance pour rien, alors?

Non point tout-à-fait. Car désormais deux constatations fondamentales se sont imposées à l'attention des hommes d'Etats bornés de la S. D. N.

La première a trait au danger que représente l'ORIM pour la paix balkanique. Qu'un document officiel fasse mention de l'existence de l'organisation qui assassina Tchaouloff, Panitza et tant d'autres, qu'il la mentionne comme un élément de troubles dans la Péninsule, c'est là un fait dont nous ne saurions trop souligner l'importance. Que les diplomates les moins enclins à regarder en face la réalité, que ceux-là mêmes qui soudoyèrent la terreur blanche balkanique soient contraints à s'ériger en accusateurs de l'ORIM, c'est là un fait que ne sauraient relever avec assez de joie ceux qui, comme nous, ont dénoncé depuis longtemps l'action néfaste des lieutenants sanglants de Protoguéroff.

Il est un autre enseignement à tirer de cette séance du Conseil. Les discussions autour du conflit gréco-bulgare ont mis en lumière une fois de plus l'instabilité territoriale de la Péninsule.

Au fond, l'argumentation de M. Rentis devant le Conseil, lorsque furent connues les conclusions de la Commission Rumbold, peut se résumer ainsi : « Quand la S. D. N. a reconnu que nous étions lésés par l'agression de Mussolini, elle a été incapable de nous défendre. Mais elle trouve l'énergie de défendre les Bulgares. Nous avons eu tort de ne pas faire comme les Italiens et de ne pas mettre la Ligue en présence du fait accompli. »

N'oublions pas ce raisonnement. Il est indéniable que le verdict de la S. D. N. sur le conflit gréco-bulgare a gravement atteint le prestige du cabinet d'Athènes. Lorsqu'on lit la presse grecque, on ne peut se faire aucune illusion à cet égard. La dictature Pangalos cherche une revanche.

En trouvera-t-elle l'occasion dans les événements de Sofia?

Ce qui est certain, c'est que l'Angleterre a travaillé à saper la coalition bourgeoise qui a soutenu jusqu'ici le cabinet Tsankoff : Londres jugeait essentiel pour sa politique orientale de détruire l'entente turco-bulgare. Les agents britanniques en Bulgarie poussent fébrilement à la constitution d'un ministère favorable à une union avec la Yougoslavie. Or cette politique menace directement la Grèce qui cherche un collaborateur, un soutien. Il est précisément une puissance continentale qui a de grandes aspirations balkaniques. C'est l'Italie fasciste.

Le souvenir du bombardement de Corfou a bien été évoqué à Genève par M. Rentis. Il est malgré tout assez lointain. Depuis plusieurs mois déjà l'Italie a intrigué en Bulgarie. Elle comptait s'assurer la collaboration bulgare contre la Yougoslavie. Tsankoff n'a pas répondu aux propositions de Mussolini. Le Duce semble devoir se tourner aujourd'hui vers Athènes.

L'Etat italien soutint naguère le trône de Constantin. Il ne saurait voir d'un mauvais œil la réintégration des officiers royalistes, et la nomination du constantinien Roufos au poste de ministre des affaires étrangères n'est pas faite pour lui déplaire.

Que conclure de tout cela?

Jamais on n'a été si loin du fameux équilibre balkanique qui devait naître des traités de 1919 comme d'un coup de baguette magique.

L'instabilité territoriale, la réaction politique persistent dans cette partie du monde. Avec elles subsistent les dangers constants de conflits armés.

Seules l'abrogation d'un statut inorganique, l'abolition des gouvernements réactionnaires, leur substitution par la Fédération des gouvernements ouvriers et paysans des Balkans chasseront les nuages amoncelés au-dessus de la péninsule.

REVUE DE LA PRESSE

Presse suisse

Le nouveau dictateur

Les efforts désespérés des divers potentats pour maintenir par la force la plus brutale le système condamné à mort ont trouvé un acolyte de plus. Pangalos s'est enrôlé dans les rangs des politiciens d'huile de ricin et des coupeurs de georges de Tsankoff. Lui, avec son cerveau de général, voit le « salut de la patrie » dans le renforcement de l'armée et de la flotte, qu'il mettra ensuite à la disposition de l'impérialisme anglais. La misère des masses travailleuses de la Grèce, ce nouveau dictateur friand de batailles veut la guérir par de nouvelles guerres et par de nouvelles effusions de sang. Les événements montreront bien vite que ceci n'est que le calcul d'un général.

Le « *Journal de Zurich* » écrit, sous le titre ci-dessus, dans son numéro 88 du 18 janvier 1926 :

« Le nombre des dictateurs a augmenté d'un. A la onzième heure, à la veille des élections sénatoriales, le général Pangalos s'est proclamé dictateur de la Grèce, pour échapper à une défaite. Et ainsi se réalisèrent les craintes de tout connaisseur des conditions grecques. Les préparatifs aux élections parlementaires, les négociations avec les partis et l'autorisation octroyée pour les élections communales n'avaient que le seul but de sonder le terrain pour voir si le gouvernement pourrait rester au pouvoir sans violence. Après les échecs de Pangalos, et surtout après que son candidat eût échoué lors de l'élection du maire de Salonique, il ne lui restait plus que de se proclamer potentat de Grèce « avec le consentement de l'armée ». *Et il est cependant certain que la grande majorité du peuple n'est pas de son côté.* »

« Que doit-on attendre de la dictature Pangalos ? Son programme est le renforcement de l'armée et de la flotte. Il est aisément compréhensible que par suite de non-renouvellement de l'alliance avec la Yougoslavie et de l'attitude hostile de la Bulgarie et de la Turquie, il est compréhensible que la Grèce se sente isolée et s'efforce à se maintenir à un niveau militaire aussi élevé que possible. Le chemin que Pangalos a suivi jusqu'à présent et qu'il paraît vouloir poursuivre encore, est le chemin du contraire... »

Et, un peu plus loin, le même journal écrit :

« Les grandes tâches de la Grèce se trouvent dans un tout autre domaine. Les six mois du règne de Pangalos ont montré que le pays n'a pas l'intérêt de le suivre. *La Grèce n'a toujours pas résolu encore son problème des émigrés et son problème social*, et, pour pouvoir le faire, elle dépend de l'aide du capital étranger. Mais cette aide ne lui sera accordée, lui a-t-on dit, que si des conditions politiques normales se rétablissent dans le pays. Et le coup d'Etat de Pangalos a provoqué justement le contraire. Mais aussi dans les domaines du développement économique du pays, de l'éducation populaire et de l'instruction professionnelle, des conditions hygiéniques pas du tout satisfaisantes sous beaucoup de rapports, de la crise des logements, etc., pour ne citer que les points principaux, rien ne sera fait. Ni Pangalos, ni ses collaborateurs qui proviennent de tous les partis et de toutes les mentalités possibles et imaginables, ne semblent capables de faire quoi que ce soit de cohérent dans ces directions. »

« Et qu'en est-il de son programme et de la Constitution qu'il veut donner au pays ? Pour justifier son coup de main, il se sert des critiques faites aujourd'hui partout contre le parlementarisme. Quoique ces critiques soient justifiées pour la Grèce aussi, elles ne servent à Pangalos que de prétexte facile. L'administration de la Grèce souffre d'une centralisation extrême, mais c'est justement le système le plus propice pour une dictature. Pour le malheur de son pays, Pangalos paraît s'être laissé guider — d'une part par la tendance vers la dictature régnant dans le sud, et de l'autre, par les cercles militaires qui veulent retarder le développement intérieur du pays en faveur du renforcement militaire... »

Presse roumaine

M^r Raditch tient sa propre oraison funèbre

M^r Stiépan Raditch a donné au journal officieux du Parti Paysan roumain *L'Aurora* une interview. Nous en reproduisons la plus grande partie :

« La structure de notre Etat est plutôt fédéraliste. La question se pose, cependant de savoir si le fédéralisme peut être l'idée de base d'un parti politique. Pour nous, l'idée de

base est celle de la *démocratie paysanne* (les soulignements sont tous de M^r Raditch lui-même — N. D. L. R.), qui, réalisée sincèrement, signifie l'autonomie de la commune, du district, de la province. Mais les autres messieurs (Trumbitch et son parti — N. D. L. R.) demandent des parlements distincts, ce qui, du point de vue historique croate, n'est pas inexact. Mais notre histoire date de 1000 ans, et je voudrais que l'on me dise où je devrais tirer la ligne de démarcation pour rendre ce fédéralisme applicable. Puis, du point de vue technique, il serait difficile que tous les Croates soient représentés au parlement croate, car nous avons des Croates aussi en Batchka, en Bosnie, et à Belgrade même il y en a quelques 9000. »

Raditch confesse ensuite que pendant sa lutte la plus âpre contre les gouvernants de Belgrade, il avait deux idées directrices : 1^o l'entente de tous les peuples de la Yougoslavie entre eux et avec la Bulgarie ; 2^o à l'époque actuelle, la centralisation de la vie publique n'est pas un malheur. Et il cite comme exemple de centralisation la ... Ligue des Nations.

« Ce que j'ai soutenu naguère, je cherche à l'appliquer aujourd'hui. A la place du croatisme historique nous avons le croatisme vivant en bonne harmonie avec les radicaux serbes, avec lesquels je me suis mis d'accord pour que les deux nations aient le droit de se développer librement dans leurs traditions. »

« L'entente faite avec M^r Pachitch n'aurait pas été possible avec M^r Davidovitch ou avec M^r Pribitchévitch, car ces derniers voulaient être yougoslaves et ne voulaient pas nous permettre de rester ce que nous sommes, c'est-à-dire des Croates. »

Quant au programme de gouvernement, M^r Raditch dit qu'il n'a rien demandé aux radicaux pour que ceux-ci n'aient rien à demander en retour. « Nous avons fait l'entente sur la base de la *démocratie paysanne*... Sur l'expérience commune... se basera la *révision de la Constitution*... Des élections libres peuvent seules amener une révision honnête et vraiment démocratique de la Constitution. » Cependant, « des élections libres... ne sont pas absolument nécessaires aujourd'hui. Ici, dans les Balkans, *les hommes sont tout*, les lois sont beaucoup, mais trop peu en comparaison des hommes. On a dit que les radicaux n'ont pas suffisamment d'esprit social. *Très bien* ; mais ils ont une *bonne expérience politique*, et l'esprit social, nous le leur apportons en abondance. »

Parlant des relations yougoslaves, M^r Raditch a dit : « Je ne veux pas de collaboration, je veux une confédération... Tous ensemble, tous les Slaves du sud, nous représentons un équivalent en face de votre pays ... la Roumanie. »

Ces déclarations, par lesquelles M^r Raditch veut voiler son ignoble trahison, ne font que la mettre plus en relief. Sur le corps nu et répugnant de la trahison il étend l'hypocrisie et la démagogie de qualité la plus inférieure.

M^r Raditch, en donnant l'interview, a senti que ses efforts ne réussiraient pas à cacher sa trahison : « On m'a accusé, dit-il, d'avoir trahi mes idées politiques. Ce n'est pas vrai. *Je me suis appuyé et je m'appuierai encore sur le grand principe de la démocratie paysanne*. A côté de ce principe, le républicanisme n'était qu'une expression d'importance secondaire, que je n'ai pas trahi, mais que j'ai abandonné en ce moment, car on nous accablait d'accusations telles que le bolchévisme, etc. et l'on essayait de nous écarter pour longtemps de la direction de l'Etat. Or, pour réaliser mon principe saint de la démocratie paysanne, aucun sacrifice ne m'est trop cher. »

Les nouveaux « citoyens »

L'Adevarul du 1^{er} janvier dernier parle de la situation incroyable des minorités de la « nouvelle » Roumanie :

« En conformité avec les dispositions des traités de paix, le parlement a voté, en février 1924, la loi pour la reconnaissance de la nationalité roumaine dans les territoires annexés. D'après cette loi, les habitants pourraient opter pour la nationalité étrangère ; mais, dans ce cas, ils devraient quitter le pays. Si, toutefois, ils demandaient à être reconnus citoyens roumains, ils devraient présenter, dans un délai de quarante jours, à partir de la promulgation de la loi, toute une série de documents. Les actes seront examinés par le préfet qui se prononcera sur l'admission ou le refus de ces demandes. »

« L'appel contre les décisions du préfet devra être reconnu et présenté dans un délai de 30 jours au plus tard. La décision définitive doit, en tout cas, être prise au plus tard 105 jours après la présentation de l'appel. »

» Malgré ces clauses précises, deux années se sont déjà écoulées, et il y a encore des milliers d'appels en suspens en Bukovine, laissant les pétitionnaires dans l'incertitude et dans une situation de droit trouble et préjudiciable. »

L'*Adevarul* parle de la Bukovine seulement. Mais telles sont les conditions dans toutes les provinces annexées. Des dizaines et des centaines de milliers de « nouveaux Roumains » sont privés de leurs droits politiques — les paysans sont traqués, expulsés souvent dans les 24 heures, leurs biens expropriés...

La Bessarabie enchaînée

Une relation du bureau de presse du ministère de l'intérieur de Roumanie dit :

« En face du piquet de frontière à Tighina cinq contrebandiers ont été surpris par les gardes-frontières roumains. Pour s'enfuir, les cinq contrebandiers ont essayé de franchir le Dniester (glacé) pour gagner l'Ukraine ; mais la glace se rompit sous leurs pas et tous les cinq se noyèrent. »

Les gardes les ont surpris, mais bien sûr qu'ils n'ont pas tiré !

On ne peut vraiment pas dire que les assassins officiels roumains n'ont pas, parfois, de l'humour — macabre — dans des situations lugubres.

Le journal de gauche *La Facta* écrit à propos des chinoisés patriotiques dans « la colonie d'au-delà le Prout » (Bessarabie) :

« La soi-disante « assistance » du gouvernement libéral aux affamés de la Bessarabie a été, en réalité, un moyen pour assurer des profits aux banques. Les paysans ont été tout simplement bernés. Et, désespérés, affamés, ils s'arrachent à leur terres et partent pour de pays lointains — au Brésil, en Argentine, ou en Patagonie — n'importe où, pourvu de quitter la Roumanie.

» Il y a en Bessarabie du sud des villages qui ne comptent plus que deux ou trois familles — tout le reste de la population a émigré après avoir vendu ses terres pour un rien aux riches des villages voisins, aux agents du fisc, ou aux autres créatures du régime oligarchique, venus du Vieux-Royaume. Voilà le résultat de la politique de banditisme anti-paysan pratiquée particulièrement en Bessarabie par tous les gouvernements oligarchiques. »

« La paysannerie bessarabienne, écrasée sous les chaînes du servage, paraît n'avoir à choisir qu'entre cette terrible alternative : Tatar-Bouhar ou le Brésil. »

Presse autrichienne

Tsankoff et Pangalos

« L'*Arbeiter-Zeitung* » de notre ville, dans son numéro du 5 janvier dernier, fait une analyse de la nouvelle situation en Bulgarie et en Grèce. Nous en relevons quelques passages particulièrement intéressants :

« C'est une singulière coïncidence que le jour même qui nous apportait la nouvelle du changement de gouvernement à Sofia nous apportait aussi celle de l'établissement de la dictature en Grèce.

» En Bulgarie, la retraite de Tsankoff ne signifie aucun changement politique direct. Le règne de la Ligue Militaire, la véritable maîtresse du pays, reste inébranlable. Le chef de cette Ligue, le général Volkoff, reste ministre de la guerre dans le nouveau cabinet. Tous les nouveaux ministres appartiennent au parti gouvernemental. Le nouveau premier ministre Liapcheff est un renégat du parti démocrate. Il est lui-même un capitaliste fortement intéressé dans la Société Anonyme des Tabacs bulgares. Sous le régime de Tsankoff son rôle n'a nullement été glorieux : il a toujours défendu tous les actes honteux de son prédécesseur ; quelques-uns de ses collègues y ont même activement participé — en premier lieu le ministre actuel de la justice Kouleff, jusqu'ici président du Sobranié, qui est en même temps l'un des chefs de l'organisation fasciste KUBRAT. Le colonel Georgieff, actuellement ministre des chemins de fer, est aussi l'un des leaders de la Ligue Militaire et non seulement le chef de l'association légale des officiers de réserve, mais aussi membre du comité secret qui, aussi bien sous Tsankoff qu'aujourd'hui, forme le véritable gouvernement de la Bulgarie. Il en ressort donc clairement, que le nouveau cabinet n'apportera point, non seulement une « nouvelle ère », mais, et ce qui est plus important, pas même un changement quelconque. L'opposition bourgeoise tout entière qui, dans les derniers mois, menait une lutte toujours plus âpre contre le gouvernement de Tsankoff, ne possède pas un seul représentant dans le nouveau cabinet.

» En Grèce aussi, la constitution de la dictature n'est que la confirmation formelle d'une situation qui existait de fait depuis longtemps déjà. L'histoire de la Grèce des dernières années est une chaîne d'événements mouvementés : des guerres, des révo-

lutions, des détronements, des intrônisations, les luttes entre la monarchie et la république — tout ceci à la surface de la vie politique d'un pays non encore développé économiquement ; mais avec ces événements extérieurs s'accomplissent des changements dans les couches sociales, de migrations de peuples sur d'énormes échelles. La guerre perdue jette des millions de Grecs insulaires, commerçants et capitalistes aux tendances impérialistes, dans le petit pays, non encore exploité par le capitalisme. Des dizaines de milliers de réfugiés forment dans le pays un élément de troubles continus. Le résultat politique de tous ces facteurs sociaux fut, enfin, la dictature militaire qui, en juin 1925, arriva au pouvoir, silencieusement, sans effusion de sang. Depuis, le règne du général Pangalos a pour ainsi dire franchi les étapes normales de l'idéologie républicaine-nationaliste à la dictature personnelle fasciste. Enfin, Pangalos fit le dernier pas : la suppression officielle du parlementarisme et la proclamation de la dictature. »

» Dans son discours, Pangalos a dit qu'il sauvera la patrie avec l'aide de l'armée et de la flotte, qui tiendront bientôt les premiers rangs dans les Balkans et dans la Méditerranée orientale. Ces paroles ne sont pas seulement une copie des gestes mussoliniens. L'Angleterre cherche en Orient des alliés contre ses deux adversaires : la Russie et la Turquie. C'est pour ce but que Chamberlain eut des conversations avec Mussolini ; c'est pour ce but que s'offre également la Grèce fasciste d'aujourd'hui.

» Toute dictature est une menace pour la paix tant intérieure qu'extérieure. Tout dictateur est enclin à employer contre d'autres peuples aussi les méthodes dont il use pour son peuple. »

La chasse aux ouvriers yougoslaves

De l'*Abend* du 26 janvier :

« Pachitch veut remplacer Tsankoff dans les Balkans. Après une courte pause, la terreur blanche a recommencé à sévir en Yougoslavie. Des perquisitions et des arrestations se font dans toutes les localités importantes, les prisons de la police résonnent de nouveau des cris des torturés et des battus.

» Du 24 au 26 janvier devait se tenir à Belgrade le congrès des syndicats indépendants. On en parlait dans tous les cercles ouvriers, on l'écrivait dans les journaux. Ce congrès n'était point un secret pour le public.

» Mais à l'approche du jour de l'ouverture du congrès, la police de Belgrade se mit à l'œuvre. Rien qu'à Belgrade, dans l'espace de quelques jours, elle entreprit 150 perquisitions de domiciles ouvriers ; elle arrêta tous les membres du Comité exécutif des syndicats indépendants et plus de 250 communistes.

» Le *Novosti* de Belgrade relata les affreuses tortures qui furent infligées, au cours de l'interrogatoire, au professeur Kosta Novakovitch, ancien député communiste, et à d'autres chefs ouvriers. La police saisit ce numéro des *Novosti*. Plus tard, ces horribles scènes furent relatées par d'autres journaux aussi. Dans son communiqué officiel, la police ne nie pas ce fait, mais elle ajoute que ces actes de violence eurent lieu lors de la perquisition du domicile du professeur Kosta Novakovitch, où les détectives en vinrent aux mains avec Novakovitch qui avait jeté au feu quelques papiers.

« La prison de Belgrade est bondée. La police ne permet à personne de visiter les détenus. Ni les parents, ni les défenseurs ne doivent les voir. C'est le renouvellement des férociétés de 1921. lors de l'enquête sur la tentative d'attentat contre le roi Alexandre. Les gouvernants de Belgrade préparent un grand procès de haute trahison à l'aide de documents falsifiés. Ils espèrent par là pouvoir enfin abattre les organisations ouvrières.

» Toute cette affaire policière semble avoir comme objectif de faire échouer les négociations entamées déjà pour le rétablissement de rapports diplomatiques entre la Yougoslavie et la Russie. »

Les pendaisons en Bulgarie cesseront-elles ?

Nous avons relevé dans nos colonnes que le changement du gouvernement à Sofia, n'était qu'un trompe-œil, attendu que tant que les dictatures terroristes des organisations ORIM, KUBRAT, etc. existent et que les gouvernements bulgares, quels qu'ils soient, se soumettent à leurs ordres, l'équité et la justice ne sauraient être rétablies dans le pays.

L'*Arbeiter-Zeitung* de notre ville écrit à ce sujet dans son numéro du 8 janvier :

« Le gouvernement actuel est composé de personnes directement complices du régime Tsankoff. En dehors du sanguinaire général Volkov, qui faisait lui-même partie du gouvernement démissionnaire, le cabinet Liapcheff compte parmi ses membres un homme particulièrement féroce, le ministre des travaux publics Slavéiko Vassilev, l'un des chefs du parti gouvernemental, de la Ligue des officiers, et membre du Konvent, c'est-à-dire du gouvernement non-officiel de la Bulgarie. « Il suffit de rappeler qu'au moment du coup d'Etat il était le commandant du district de Tatar-Pazardjik, dans lequel se

«trouve Slavovitz, le village natal de Stamboliisky. C'est sous son commandement qu'eût lieu le meurtre de Stamboliiski. Pendant les troubles de septembre 1923 il était commandant de Philippople, et c'est lui qui est responsable de la tuerie des cinquante détenus dans les prisons, ainsi que du massacre bestial des centaines d'ouvriers, paysans et étudiants, qui étaient faits prisonniers et qui furent mitraillés sur la route de Tatar-Pazardjik. En présence de ce «certificat» des principaux membres du nouveau gouvernement, on se redemanda avec beaucoup d'inquiétude : «Les pendaisons en Bulgarie cesseront-elles ? Et l'on devra surveiller de bien près les actes du nouveau gouvernement.»

Le mensonge de l'amnistie en Bulgarie

De l'Arbeiter-Zeitung du 27 janvier :

«Le 26 janvier, la Chambre bulgare décida de la loi d'amnistie du gouvernement Liaptcheff et du projet de loi que Tsankoff avait présenté quelques jours avant sa chute. Ce projet gouvernemental d'une loi d'amnistie n'est en réalité qu'une raillerie des grandes promesses que fit Liaptcheff lors de sa prise du pouvoir, promesses dans lesquelles Liaptcheff déclarait que l'un de ses premiers actes serait «une large amnistie, qui délivrera tous les détenus politiques et permettra la retour des émigrés bulgares, afin que l'atmosphère du pays soit calmée.»

«Le projet de loi d'amnistie Liaptcheff peut être résumé comme suit : Tous les coupables de guerre, usuriers, spéculateurs, ainsi que tous les organes gouvernementaux et «irresponsables» du régime de terreur bulgare sont amnistiés sans conditions, dispensés même de payer leurs amendes, frais judiciaires, etc. Mais le gros des «criminels» politiques se trouve exclu du bénéfice de l'amnistie par toute une série de clauses d'exclusions. De plus, les «criminels» politiques amnistiés et les membres de leurs familles ne bénéficient nullement de l'amnistie de leurs amendes, dommages-intérêts, etc. se chiffrant par des millions, de sorte qu'ils se trouvent économiquement ruinés. L'amnistie comprend les événements de juin et de septembre 1923, à l'exception des chefs nommément indiqués ! Puis, sont amnistiés tous les «criminels» poursuivis en vertu de la loi de la sécurité de l'Etat, mais avec sept exceptions : sont exceptés de l'amnistie tous les fondateurs, organisateurs, excitateurs, exécutés, les comitadjis, et les «révélateurs», dont des femmes qui sont condamnées à des longues années de travaux forcés, parce qu'elles ont donné à manger à leurs maris au lieu de les dénoncer ! Ces clauses signifient que c'est justement la plus grande partie de ceux qui ont été arbitrairement condamnés à de lourdes peines, qui ne pourront pas bénéficier de l'amnistie. Et un grand nombre de condamnés n'en pourra pas non plus bénéficier par suite de la clause que ceux qui ont déjà été une fois amnistiés seront exclus des bénéficiaires de la loi présente.

«On peut se faire une idée sur la véritable portée de l'amnistie par les paroles mêmes du nouveau ministre de la justice Kouleff, qui a déclaré qu'environ 1500 personnes bénéficieraient de l'amnistie, alors que 5000 détenus politiques se trouvent dans les prisons de l'Etat, 1000 autres personnes, quoique en liberté, sont inculpées ; environ 2000 émigrés politiques se trouvent hors du pays. Les 1500 «criminels» qui devront être amnistiés d'après les déclarations certainement exagérées de Kouleff, ne forment même pas le cinquième de ceux qui devraient bénéficier de l'amnistie !»

De l'Abend du 26 janvier :

«Le gouvernement de Liaptcheff, le successeur de Tsankoff, fait accroire au monde qu'il amnistie les accusés politiques, tandis que, en réalité, il ne fait bénéficier de l'amnistie que les mercantis et les gardes blancs. C'est contre cette supercherie

que s'élève un télégramme, que lancèrent au ministre président Liaptcheff les représentants d'un grand nombre de sociétés culturelles viennoises qui ont formé le Comité de secours bulgare.»

Voici le télégramme :

«Premier Ministre Liaptcheff ! Poussés par la solidarité humaine, nous vous demandons de tenir la promesse que vous avez donnée en prenant le pouvoir. Nous exigeons l'amnistie entière, en première ligne pour tous les détenus et émigrés politiques, et l'annulation des sentences de mort. La restriction projetée du cinquième des détenus politiques simultanément avec l'amnistie aux autres criminels, et aux spéculateurs sera considérée par l'opinion publique européenne comme la continuation du régime de violence.»

Un appel pour le front-unique anti-oligarchique

Le Comité du Bloc de la Démocratie Ouvrière et Paysanne, organisation qui se propose de réaliser contre l'oligarchie roumaine le front unique comprenant tous les partis de la démocratie, ainsi que toutes les organisations des masses ouvrières, paysannes, minoritaires, et celles des intellectuels, etc., a adressé à Mr Mihalaké, président du parti paysan, une lettre dans laquelle, après avoir exposé la situation désastreuse du pays et particulièrement des masses populaires, il dit :

«Les bandes fascistes, excitées et stipendiées par les libéraux, parcourent les villages et les villes, maltraitent et battent les habitants, sans nullement se soucier des «lois» du pays qui, il est vrai, ne leur sont pas appliquées ; ce, sous la protection des autorités administratives et aux applaudissements de la presse gouvernementale, qui trouve même des paroles de menace... pour les victimes.

«Quelle est, en présence de cet état des choses, l'attitude et le rôle du Parti Paysan ?

«Le Parti Paysan est un parti des masses pour lesquelles il doit poursuivre l'application d'une politique démocratique nécessaire aux larges couches laborieuses. L'existence et la force de ce parti sont liées à la manière dont ses chefs sauront lutter pour la conquête des libertés publiques et pour la satisfaction des intérêts, économiques des masses populaires.»

La lettre relate ensuite comment sont menées les négociations de ce parti avec les chefs du parti national (voir le numéro précédent de La Fed. Balk.), et continue :

«La coalition des partis de l'opposition est une nécessité, mais non pas à la manière oligarchique, comme on le veut : par le marchandage pour les sièges de députés et pour les fauteuils ministériels ; comme si la volonté des citoyens n'avait pour les chefs de ce parti de valeur qu'autant que pour l'Administration libérale. Il ne ressort, de toutes ces négociations, que le désir de remplacer le plus tôt possible les gouvernants actuels, et il n'est point question d'une lutte autour d'un vaste programme de gouvernement démocratique.

«L'alliance avec le parti national devrait avoir comme but de concentrer, d'organiser et de conduire les masses dans la lutte, et non de gagner la confiance du palais.»

Et après avoir indiqué en détails quelles devraient être actuellement les tâches du Parti Paysan, la lettre conclut :

«Aussi, le Bloc de la Démocratie Ouvrière et Paysanne, organisation de front unique soutenue dans sa lutte par les sympathies des travailleurs, adresse-t-il ce nouvel appel au Parti Paysan, l'invitant à une lutte commune contre la réaction et pour les élections municipales et générales qui s'annoncent.»

Nous pensons aussi que seule une telle coalition anti-oligarchique, seul un front uni des masses pour la lutte, pourrait venir à bout du régime sanglant de Mr Bratianu et de l'oligarchie féodale et bancaire qu'il représente.

PARTIE ALLEMANDE

Die Gärung in Jugoslawien

Für die Beurteilung der heutigen Lage in Jugoslawien sind drei Momente charakteristisch :

1. Nach der Kapitulation Radić sucht man jetzt die innere Konsolidierung des Regimes herzustellen, und zwar unter Beibehaltung der großserbischen Hegemonie.

2. Innerhalb des hegemonistischen Lagers führt man einen Kampf um die Vorherrschaft zwischen der offiziellen Führung der radikalen Partei mit Pašić an der Spitze einerseits und dem Hofe mit dem König Alexander andererseits, welcher letzteren die Gegner Pašić unterstützen.

3. Gleichzeitig bereitet sich Jugoslawien sowohl politisch als auch militärisch für einen neuen Balkankrieg vor, und zwar offensiv gegen Griechenland, „defensiv“ — falls nötig — gegen Bulgarien, Ungarn und Italien.

Die serbische Regierung begrüßte die Kapitulation Radić

mit großer Freude. Nach seinem Verrat ist Radić ein großer Staatsmann und Retter des Vaterlandes geworden. Diese nachträgliche Liebedienerei Radić gegenüber zeigt, wie groß die Furcht der serbischen Regierungskreise vor der kroatisch-republikanischen Bauernbewegung, wie schwer und gefährlich ihre Lage war.

Gegenwärtig glauben eben diese Kreise, ihr Regime sei gerettet und für immer gesichert. Sie sehen also nicht, daß auch weiterhin die Ursachen der Unzufriedenheit von 7 Millionen nichtserbischer, unterdrückter Menschen und einigen Millionen ausgenutzter serbischer Arbeiter und Bauern, welche dieses Regime untergraben und schließlich auch stürzen werden, bestehen bleiben.

Man muß aber auch zugeben, daß die Kapitulation Radić und der HRSS. (Kroatisch-republikanische Bauernpartei) eine zeitliche Desorganisation in den Reihen der Gegner des großserbischen Regimes schaffte und diesem eine politische Ruhe

pause ermöglichte. Es wird einige Zeit dauern müssen, bis sich diese Kräfte neuerlich gruppiert und zu einem aktiven Kampf organisiert haben werden. Mit Rücksicht auf die schwere Wirtschaftskrise, welche immer schärfer wird und welche sogar politische Mißstimmungen selbst im Rahmen der Koalition R. R. hervorruft, kann diese Zeit nicht mehr lange auf sich warten lassen. Das kroatische Bauertum hat vorwiegend die Position des momentanen Abwartens eingenommen. „Wir müssen abwarten, was uns die neue Politik Radić bringen wird, und dann erst werden wir unser Handeln bestimmen“, lautet die allgemeine Meinung. Eine kleine Zahl führender Personen der Radić-Partei mit Dr. Buć an der Spitze hat sofort eine energische Stellung gegen die verräterische Politik Stephan Radić eingenommen. Das Organ der Gruppe Buć, „Republikanische Freiheit“, findet bei den Bauern eine günstige Aufnahme. Ein schwerer Nachteil besteht jedoch für diese Gruppe insofern, als sie nur ein negatives Programm besitzt; sie weiß zwar, was man nicht unternehmen darf, weiß aber nicht, was man tun soll. Sie ist noch nicht zur Einsicht gekommen, daß man — nach der Ankündigung der „Obznana“ gegen das kroatische Volk — zu einem offenen Kampf übergehen muß. Sie hat noch immer nicht begriffen, daß man nicht durch Worte oder Wahlen das großserbische Regime beseitigen könne.

Die Hrvatska Zajednica (Kroatische Vereinigung) des Dr. Trumbić, die Partei der mittleren Intelligenz und des mittleren Bürgertums, welche früher Radić unterstützte, befindet sich heute in der Opposition. Sie führt einen erbitterten, persönlichen Kampf gegen Radić, prinzipiell aber unterscheidet sie sich von ihm nur sehr wenig. Auf der Parteikonferenz in Split (Spalato) im September 1925 hat sich die Kroatische Vereinigung ihres Republikanertums entledigt und beschränkte die nationalen Wünsche nur auf ländliche Autonomien. Zwischen Radić und Trumbić besteht nur eine Rollenverteilung. Der rechte Flügel der Vereinigung („Obzor“ und noch fünf bis sechs große Blätter in Zagreb), welcher unter der Führung der Escompte-Bank, der Ersten Kroatischen Sparkasse und des Industriellenverbandes steht, unterstützt offen und mit ganzer Kraft die Kapitulationspolitik Radić.

Durch die Gründung der Pašić-Radić-Koalition sind nunmehr die slowenischen Liberalen, Anhänger Pribičević, von der Regierung entfernt worden. Sie trachten aber, wieder in der Regierung festen Fuß zu fassen. In der Opposition befindet sich auch die klerikale Volkspartei Dr. Korošec. Im Kampfe gegen Radić radikalisiert sie sich, doch scheint dies mehr ein Manöver der Leitung zu sein als eine tatsächliche Radikalisierung der Partei. Gleichzeitig verlauten Stimmen, daß Verhandlungen zwischen Pašić und Korošec über den Eintritt des letzteren in die Regierung geführt werden, um den Einfluß Radić und des Hofes zu schwächen.

Andererseits versuchen es Hof und Radić, die heutigen oppositionellen Parteien, Davidović und Spaho (Serbische Demokraten und bosnische Mohammedaner), in die Regierung hineinzuziehen, um die Position Pašić zu schwächen.

In schärfster Opposition befindet sich aber Pribičević, der Führer der „Selbständigen Demokraten“, ein erbitterter Gegner selbst auch kleinster Konzessionen an die Kroaten. Er vertritt in erster Linie die Interessen serbischer Intelligenz und kroatischer Kaufleute, welche jetzt durch die Koalition Pašić-Radić ihre privilegierte terrorisierende Stellung gegenüber dem kroatischen Volke verloren haben. Er versuchte eine Einheitsfront aller Serben aus der ehemaligen österreichisch-ungarischen Monarchie zu formieren, deren Interessen Pašić an die Kroaten verriet. Seine zahlreichen, wenn auch gut besuchten Versammlungen ergaben keine weiteren politischen Folgen. Die serbischen Unternehmer Bosniens, Dalmatiens, Syrmiens und der Woiwodina lieben wohl mehr eine gemäßigte Hegemonie Pašić als den schärfsten Terror Pribičević, bei welchem sie riskieren, alles zu verlieren. Für die Labilität der Stellung Pribičević ist sein Vorfalle mit dem Obmanne der faschistischen Organisation „Orjuna“, Dr. Leontić, charakteristisch. Er führte zu Beleidigungen, Duellforderungen, Presseerklärungen usw.; schließlich kam es zu folgender Einigung: Pribičević wurde als Freund der „Orjuna“ erklärt, Dr. Leontić verblieb an seiner bisherigen Stelle. Der serbische Delegierte Athanasijević wurde inzwischen aus der „Orjuna“ ausgeschlossen, da er sich zu sehr gegen Dr. Leontić exponierte.

In Montenegro begann Jovan Plamenac, der gewesene montenegrinische Minister König Nikitas und Mörder von Anhängern einer Einigung Montenegros mit Serbien, seine Agitation im Interesse der radikalen Partei Pašić. Tempora mutantur. Nun droht er den demokratisch-oppositionellen Elementen in Montenegro. Nach Radić, sagt er, komme jetzt an ihn die Reihe, Minister zu werden. Gleichzeitig befinden sich vor Gericht Radjica Nikčević und Genossen, welche, an Plamenac fest glaubend und in Verbindung mit ihm, einen Volksaufstand zur Befreiung Montenegros von der serbischen Okkupation versucht hatten.

Gleichzeitig mit der vorher beschriebenen Stabilisierung des Regimes der serbischen Hegemonie entstand eine Verschärfung im Kampfe um die Übermachtstellung zwischen Pašić und dem

Hofe. Über die parlamentarischen Machinationen sowohl der einen wie der anderen Seite wurde schon gesprochen. Der Hof brachte nun gegen Pašić die Affäre seines Sohnes Radivoj, eines bekannten Korruptionärs, betrügerischen Lieferanten, Verheimlichers und Nutznießers von Staatsgeldern, vor. Der Schwiegersohn Ljuba Jovanović, der Ministerialbeamte Stojadinović, welcher mit Ninčić Führer des Hofflügels in der radikalen Partei ist, befindet sich jetzt im Prozeß gegen Radivoj Pašić. Formell ist das zwar eine Korruptionsaffäre Radivojs, faktisch aber „bin ich“ — wie er selbst sagt — „nur ein Mittel, durch welches man andere Ziele zu erreichen versucht“.

Um sich aber vor Gegenaktionen Pašić zu sichern, wünscht der Hof nunmehr so rasch als möglich zwei Affären aus der Welt zu schaffen, und zwar: die des Prinzen Georg Karagjorgjević und jene des Prozesses von Saloniki.

Prinz Georg ist zurzeit auf dem ehemaligen Besitztum des früheren österreichischen Erzherzogs Friedrich in Belje interniert. Man trachtet, ihn durch Provokationen, Malträtierungen, ja selbst Schläge und Hunger auf bestialische Art aus der Welt zu schaffen. Auf Befehl des Königs Alexander will man ihn auf solche Weise ermorden. Und solche Greuelthaten, die im grauen Mittelalter nur in Byzanz und auf dem Balkan sich zutragen, geschehen im 20. Jahrhundert am serbischen Hofe! Europa schweigt aber! Das so hoch kultivierte und zivilisierte Europa protestiert aber nur dann, wenn jemand sich der Banknotenfälschung schuldig macht. Wir protestieren aber, nicht weil es sich um einen Prinzen handelt, sondern um einen Menschen, dessen Leben — auf Befehl seines königlichen Bruders als Ersten im Staate — sich in Gefahr befindet. Spanien hat für die Greuelthaten Alfonsos Blasco Ibanez geschaffen! Wird wohl Jugoslawien noch imstande sein, ein ähnliches Beispiel der Welt zu geben? Die Schatten der unschuldig in Saloniki erschossenen Mitglieder der „Schwarzen Hand“ sowie die Furcht vor ihren lebenden Freunden verfolgen nun König Alexander. Er befindet sich in der gleichen Lage wie König Macbeth, Prinz Georg und der Salonikier Prozeß sind also die Machtmittel Nikola Pašić, mit welchen er König Alexander stets zu bannen und in Schach zu halten vermag. Der Akt über die Amnestie einiger „Schwarzhänder“, welcher kürzlich erschienen ist und auf Grund dessen diese ihre Gehälter für sieben Jahre nachbezahlt erhalten sollen, ist ein Beweis hierfür, daß König Alexander sich von dieser Seite sichern möchte. Der Hof vergißt nun, daß das Saloniki-Verbrechen eine Sache der öffentlichen Moral darstellt und daß es sich hier um eine politische Frage, ähnlich der Dreyfus-Affäre in Frankreich, handelt. Er vergißt auch, daß man diese Affäre nicht der Öffentlichkeit durch die Beruhigung einzelner hievon Betroffener entziehen kann. Es handelt sich doch hier weder um Einzelpersonen noch um die Intrigen Pašić, sondern um das hohe Prinzip moralischer Verantwortung für dieses Verbrechen der Welt gegenüber.

Einen sehr wichtigen Punkt im Kampfe zwischen Hof und Pašić bildet die Armee, deren „Weiße Hand“ in zwei Lager, in den Pašić- und in den Hofflügel, gespalten ist. Obwohl Kriegsmminister Trifunović ein berückter Pašićianer ist, ist es dem Hofe doch gelungen, bei den letzten Versetzungen in der Armee einige hervorragende Generale — Anhänger Pašić — von kommandierenden Stellungen in militärischen Formationen auf solche technischer und Kanzeiposten zu transferieren. Der Hof befindet sich also in der Offensive und Pašić hat nunmehr die ihm so gewohnte Stellung einer schweigenden Sphinx übernommen.

Andererseits zeigen die jüngst erflossenen Neutralforderungen, insbesondere in Serbien und Mazedonien (in Skoplje wurde z. B. zum Kommandanten der montenegrinische General Vukotić ernannt), schon die Vorbereitung zu einem Kriege gegen Griechenland. Der Kampf um Saloniki ist daher an die erste Stelle auswärtiger Politik Jugoslawiens getreten. Darauf weisen einerseits die Freundschaft Jugoslawiens mit der Türkei und Bulgarien, andererseits der Versuch Ninčić, die Anklagen Radić gegenüber Italien abzuschwächen, hin.

Die serbische Regierung, die nun glaubt, daß ihre Hegemonie in Jugoslawien durch die Kapitulation Radić gesichert sei, geht an die Eroberung Salonikis. Zu diesem Behufe wird jetzt eine große Propaganda gegen Griechenland entfaltet, an welcher sich auch Radić aktiv beteiligt. Die Versammlung in Monastir ist hierfür ein charakteristisches Symptom, welches bereits von der ganzen europäischen Presse gewürdigt wurde. Als ein weiteres Symptom dient hierfür das Erscheinen der „Makedonsko Soznanie“, welche in Wien von der Gruppe Hadji Rindov herausgegeben wird. Es ist eine bekannte Tatsache, daß die Serben gegen Saloniki vorzudringen suchen, um die unterdrückten Slawen in Griechisch-Mazedonien zu „befreien“. Dies sagt zwar weder die serbische Regierung noch sieht dies die „Mak. Soz.“. „Mak. Soz.“ als ein echtes Pašić-Blatt spricht nur davon, wie Serbien Griechisch-Mazedonien befreien soll, verliert aber kein Wort über die Befreiung Serbisch-Mazedoniens. Sie glaubt, keine Forderungen und keine Anklagen stellen zu müssen. Um daher die Sache zu beschönigen, spielen sie sich als Föderalisten auf. Natürlich wollen sie eine Föderation zwischen Jugoslawien und Bulgarien unter der Dynastie Karagjorgje-

vié' sowie unter dem Schutze serbischer Bajonette auf dem ganzen Balkan. Eine solche Föderation aber würde nichts anderes, als eine Ausbreitung der bestehenden serbischen Hegemonie in Jugoslawien auf dem ganzen Balkan bedeuten. Für eine solche Föderation können sich die Balkanvölker wohl bei Herrn Pašić, König Alexander und deren Agenten Hadji Rindov bedanken.

Die Balkanvölker wollen eine republikanische Föderation der freien und gleichberechtigten Völker. Diese kann man aber nicht mit Hilfe der Vertreter

der großserbischen Hegemonie, sondern im Kampfe gegen sie erreichen. Sie kann nur nach Vernichtung des großserbischen Regimes, welches heute den ganzen Balkan würgt, erkämpft werden. Die unterdrückten Völker des Balkans mit ihrer Bauern- und Arbeiterschaft sowie der anständigen Volksintelligenz werden in den Kampf für dieses Ideal eintreten und werden auch dieses — nach Vernichtung aller Hindernisse — erreichen.

L. Perković

PARTIE CROATE

Teror u Jugoslaviji i Solunski proces

Proces dekompozicije celokupne politike Karagjorgjevićeve monarhije, ima svoj začetak u Solunskom procesu. Od datuma 13 juna 1917 t. j. od dana streljanja pukovnika Dimitrijevića-Apisa, uspostavio se je jedan sistem organizovanoga nasilja, koji se je prenio na današnju Jugoslaviju. Cilj je ovoga nasilja, da se deturnira narod i javno mnjenje od zahteva revizije Solunskog procesa, koja bi izvesno po svojoj zamašnosti premašila Dreyfusovu aferu, i čije bi ostvarenje stavilo u pokret sav radni narod protivu razbojničke monarhije. Revizija solunskog procesa izvesno bi srušila jugoslavensku militarističku monarhiju i u njoj bi kralj Aleksandar Karagjorgjević doživio sudbinu Luja XVI, jer je svojim paklenim zločinima nadmašio sve mračne kraljeve iz svih vremena.

Od dana, kada je na Krfu kraljevsko-srpska vlada izdala onaj infamni komunike, da su crnorukci pohapšeni i da će biti sudjeni, jer su hteli „predati“ Solunski front austro-nemačkim trupama — nastala je potpuna demoralizacija vlasti. Sve državne organizacije od tada su u raspadanju. Još samo vojska donekle čuva svoju unutarnju koheziju, jer joj se nije ukazala prilika, da bi mogla otpočeti svoju dezorganizaciju.

U Jugoslaviji postoji ustavnost na papiru i na rečima. U ovih 8 godina, od dana streljanja pukovnika Dimitrijevića-Apisa pa do dana današnjega, ne može se navesti ni jedan jedini dan postojanja buržoazno-monarhističke legalnosti. Kraljevska vlada pretvorila je zakone u obznane i policijske plakate, koji se mogu uvrstiti u najkrvavija zakonodavstva srednjega veka.

Ovih poslednjih dana, prilikom budžetske debate u beogradskoj skupštini, sve opozicione stranke priznale su ove činjenice. Ali one ne mogu i ne smeju povesti borbu protivu korumpovane monarhije u znaku revizije Solunskog procesa, jer su od prvoga do poslednjega obične kukavice, a s druge strane, do sada monarhija je znala da za se predobije većinu oficirskog kora. Zato buržoazna opozicija od svoga straha da ne bi došlo do potpune državne katastrofe svodi bitku na drugi teren i uzaludno zahteva: izjednačenje i smanjivanje poreza za sve pokrajine i sve nacionalnosti, zatim jednu određenu finansisku politiku štednje. Medjutim nemoguće je izbeći predstojeću katastrofu kraljevstva S. H. S., jer ni u kome slučaju ne može se uspostaviti finansiska ravnoteža zemlje, pošto krediti za vojsku absorbuju više od polovine državnoga budžeta (6½ milijardi dinara).

Država izvodi redukciju svojih činovnika. Ne može ih plaćati, jer u svojim kasama nema novaca. Strane države ne daju zajam Jugoslaviji, jer je već kampanja za reviziju Solunskog procesa uzela karakter internacionalan. Strani kapitalisti ne daju novac državama, koje počivaju na staklenim nogama.

Vladajuće kao i opoziciona partije korumpovane su i diskreditovane. Da bi prikrili svoje zločine i da bi dali neki izgled autoriteta državi, većito hapse, pakuju i podmiču laži, progone, sude i ubijaju. Nižu se procesi za procesima, čas nad radnicima, čas nad Hrvatima, čas nad makedonskim i crnogorskim seljacima, dok evo nije došlo do ovoga poslednjega i jezovitoga prepada nad radnicima i njihovim vodjama. Isti postupe, ista pakovanja, isti zvanični komunikeji kao i u Solunskom procesu, jer buržoazija zna da je Komunistička Partija, partija jedne napredne klase i partija revolucije. Ali kako za vreme prijašnjih progona, tako isto i za vreme ovih današnjih nasilja, jugoslovenski proletarijat se pokazuje moćan i borben, jak i odlučan u borbi za postignuće svojih zahteva.

Pošto postoji sukob u radikalnoj partiji izmedju Pašića i Ljube Jovanovića radi Solunskog procesa, pošto su sve druge buržoazne partije, kao i ova prva diskreditovane, pošto skupština nema nikakvog autoriteta i ne igra nikakvu ulogu, to je vojna kontrarevolucionarna organizacija „Bela Ruka“ rešila, da potraži autoritet po primeru Italije, Španije ili Grčke. I odista, pre nekoliko dana, „Bela Ruka“ preko svoga organa „Političkog Glasnika“, traži „novoga čoveka“. I kaže: taj novi čovek treba da bude vladaoc. Smisao ove dve reči „novi čovek“ je ovaj: kralj i general Petar Živković spremaju jedan novi perijod vojnoga pronuncijamenta, diktaturu ličnu i u isto vreme kapitalističku.

Sada je pitanje dali će Pašić, mirno, bez bitke ispustiti vlast iz svojih ruku. Mi tvrdimo da ne će. Neće zbog toga što, zna, da su kralj i Petar Živković direktno kompromitovani umorstvom Apisovim. Ovim saznanjem Pašić je dobio izvestan deo belorukaca, sa kojima je takogje ranije ali prikriveno saradjivao na Solunskom procesu. Solunski proces podelio je belorukece na pašicevce i aleksandrovice. Prvi su manje a drugi više kompromitovani. Iz ove podele belorukaca na dva tabora, pri prvom sudaru nastaće neizbežno totalna dezorganizacija vojske kao celine.

Pošto je težište borbe izmedju Aleksandra i Pašića Solunski proces, to, ko poznaje njegovu suštinu lako će predvideti razvitak političke situacije u Jugoslaviji. On će biti bez sumnje onakav kao što smo rekli u članku „Dolazak Radića na vlast“, a to je: ustanak odozdo ili vojni udar odozgo (sa trane Pašića ili Aleksandra gde jedan mora podleći).

Kao žrtva ovoga sukoba Aleksandar — Pašić bila je i ovaj put komunistička partija jer se boje da se njihovim suprotnostima ne bi revolucionarno koristila.

Balkanska Federacija pisala je u nekoliko mahova o značaju Solunskoga procesa. Zbog ovih novih proganjanja radnika i komunističkih boraca ona će ponovo otpočeti nova otkrića i nove zločine, kako kralja Aleksandra, tako ministra predsednika Pašića i ministra inostranih dela Ninčića.

Ova otkrića biće senzacija za evropsku javnost i duboko će uzrmati položaj ove trojice.

M. Dubravić

Jugoslavenski budžet u znaku teške gospodarske krize.

Dvadesetoga maja 1925 uputio je jugoslovenski ministar finansija apel za štednju parlamentarnom Finansiskom Odboru i upozorio ga da on ne može povećati rashode već samo smanjiti. Tom prilikom izjavio je, da je poresko opterećenje doseglo maksimum i da se ne može pomišljati na uvođenje novih dažbina.

Državni rashodi bili su medjutim, i nakon gornjih konstatacija, povećani za cio period od maja do decembra 1925. A kad je u januaru 1926, došao pred Finansiski Odbor predlog novog budžeta, iz tog je se predloga moglo vidjeti, kako državotvorno i „seljačko“ ministarstvo RR i dalje povećava državne rashode. Dočim državni rashodi za kalendarsku godinu 1925 iznose 12 milijardi 134½ milijona dinara (i sa naknadnim povećavanjima), dotle predlog budžeta za 1926/27 iznosi 12 milijardi 900 milijona. A na koliko bi imao tek narasti sa naknadnim amandmanima i vanrednim kreditima?

Ovaj „crescendo“ u državnom raspikućstvu izazvao je uzbunu i u vladajućim krugovima. Ako ovako nastavimo, čeka nas gotova katastrofa — čuje se sa najmjerodavnijih mjesta. Parlament, vlada, patrijotska štampa, kralj — sve se je to dalo na istraživanje jugoslovenskih državnih finansija, na istraživanje gospodarskog stanja zemlje. Rezultati su porazni i strahoviti.

Prvo. Konstatovano je jednoglasno od svih strana, da je budžet lažan. Budžetska ravnoteža je fiktivna. U istinu iznosi deficit

1 milijardu i 600 milijona dinara (Dr. Sećerov, član Finansiskog Odbora). Dr. V. Veljković, drugi član Finansiskog Odbora, izračunava prihode na osnovu starih vrela na „11 milijardi i nešto milijona“, tako da bi deficit, kad se uzme u obzir predlog od 12.9 milijardi, koji će amuitetima po međusavezničkim dugovima biti još povećan, iznosio oko 2 milijarde.

Drugo. Nacionalni godišnji dohodak Jugoslavije računa se na 30 (Amerikanci) do 40 (Jugoslaveni) milijardi dinara. Budžet od 13 milijardi znači 31% opterećenje nacionalnog prihoda od 40 milijardi. Kada dodamo općinske i samoupravne namete, onda se opterećenje penje na blizu 50%, na polovicu cjelokupnog prihoda. To je nečuveni slučaj u Evropi. Sa time bi se možda mogla jedino Poljska usporediti. Ali pad njezinog zlatnika je dovoljno zastrašujući primjer. Kad odbijemo troškove privrednih ministarstava, ostalo bi oko 8 milijarda ili 20% rashoda, dok je normala 10—12% a maksimum 15—16%.

Jugoslovenska privreda ne može da snese ovaj budžet. Prema saglasnosti stručnjaka ona može da snese tek budžet niži za oko 4 milijarde. Ova nesrazmjernost tim više bije jugoslovensku privredu, što se je istovremeno tokom godine 1925., dinar u Zirihu digao za 15%, t. j. od 7.95 na 9.17.

Raspikucstvo vlade izazvalo je opću stagnaciju i krizu privrede i naročito bijedu radničkih, seljačkih i nižih činovničkih slojeva.

Treće. Osim velikog deficita u budžetu za gospodarski je položaj Jugoslavije karakteristično *opadanje izvoza i nesigurnost kurza dinara*. Porast dinara, visoke željezničke tarife i konkurencija rusko-rumunjska potpuno su srozale jugoslovensku industriju drva, a pad cijena žita na svjetskom tržištu, dobra žetva i pojačana konkurencija na svim stranama oslabili su izgleda i za ovaj drugi, glavni artikal jugoslovenskog izvoza. *Jugoslovenski izvoz ulazi u period krize.*

Dinar porastao je, kako rekomo, tokom 1925 za 15% ali kod toga valja uočiti: prvo, da se njegova kupovna snaga u zemlji nije ni izdaleka toliko podigla; drugo, da se je ovo povišenje moglo održati samo pod cijenu vladinih intervencija u vidu jedne prikri-vene *inflacije*. Kad god je dinar počeo kolebati, ministar finansija činio je *pozajmice* kod Narodne Banke i kupovao i spekulirao na burzi. Od godine 1922 opticaj dinarskih novčanica porasao je od 4.5 na 6.1 milijardi.

Industrija, obrt, trgovina nalaze se u zastoju. Seljaštvo se zadužuje i seljački posjedi idu već na bubanj. Radništvo, od uvijek raja balkanske reakcije, umire već godinama od gladi i studeni. Kupovna snaga širokih narodnih masa strahovito je pala.

Za sastav jugoslovenskog budžeta dvije su činjenice značajne; prvo, odnos vojnih i državnih troškova prema onima za narodne potrebe; drugo, odnos prihoda i rashoda među Srbijom i bivšim austro-ugarskim pokrajinama.

Od svih troškova najviše, apsolutno i relativnorastu troškovi za ministarstvo vojno. Od prošlogodišnjih jedne milijarde i 950 milijona, popeli su se ti troškovi u ovogodišnjem budžetu na dve milijarde 446 milijona. Ministar vojni rekao je, da je činio uštede time, sto nije povećao svoje zahteve na 3 milijarde 800 milijona, kolika bi bila zapravo „realna potreba“ njegovog ministarstva! Dok najjača vojna sila u Evropi, Francuska, troši na vojsku 1/7 svog budžeta, troši Jugoslavija 1/5. To naziva ministar vojni „uštedom“ od 40%! Istovremeno iznosi ministarstvo poljoprivrede tek 1/20, a budžet ministarstva za agrarnu reformu smanjen je za 29 milijona prema lani. Tako izgleda naša „seljačka država“ i „seljačka vlada“. Većina ministarstava ima velike dispozicione fondove. Uštede se vrše samo na ministarstvu zdravlja, socijalne politike, poljoprivrede. U koliko su po ostalim ministarstvima učinjene uštede one su „od oka“ i one će biti naknadnim kreditima opet uvedene u budžet.

Što se tiče opterećenja, govornici iz pokrajina dokazali su sa ciframa u ruci da Vojvodina Hrvatska i Slovenija plaćaju u jelini 100% a u nekim granama i 150% više poreza nego Srbija. Vlada obećava „izjednačenje“, obećava već godinama. Ne trošeci svoje, nije ni čudo da srpski političari i državnici lakomisleno rasipaju. Tek sadanja kriza podsjeća hegemoniste da bi zajedno sa potlačenima mogli i oni biti pokopani u gospodarskom krah.

Prihode plaćaju dakle više austro-ugarske pokrajine, ali troškovi investicije idu, obratno, ogromnom većinom u korist Srbije i Srbijana. Sve troškove i dobiti od ministarstva vojnog i ostalih „bogat nadarenih“ progutavaju Srbi. Ali Srbi gutaju i investicije i potpore iz ostalih ministarstava. Radi primjera da navedemo: ministarstvo željeznica gradi 9/10 novih pruga u Srbiji, ministarstvo poljedjelstva ostavlja nesmanjen kredit od 150.000 dinara za srpsko poljoprivredno društvo u Beogradu, ali smanjuje kredite za ostala slična društva u državi od 250.000 na 100.000 dinara. Ministarstvo vjera moralo je priznati, da država izdaje na svakog pravoslavnog 14, a na svakog katolika 8 dinara!

Bilo bi pogrešno pripisati odgovornost za sadašnju opću nacionalnu i gospodarsku krizu, u kojoj se guši Jugoslavija samo vladi. Odgovornost ide dublje. Ona pada na cio režim veliko-srpske hegemonije, militarizma, pljačke, tlačenja i lakomislenog rasipanja, koje se već 8 godina vrši u Jugoslaviji.

Potlačeni narodi, u svom opstanku ugroženo seljaštvo i izglednjelo radništvo Jugoslavije, treba da tešku krizu koja je na domaku iskoriste ne samo za rušenje vlade, već i za rušenje režima.

Veliko-srpski pljačkaši, nasilnici i rasipnici dali su nam za to puno pravo.

I. Zanić

PARTIE ALBANAISE

Ahmet Begu — Mbret i Shqypnis

Disá fletore të huaja e lajme private qi vîn prej Shqypnie, na napin „zihariqin“ e madh, se Ahmet Begu do të bëhet Mbreti i Shqypnis.

Nuk di sepse, porse kushdo — shqiptár a i hnej — qi kam folë me të permbi ket „zihariq“, nuk numt t'u ndalte, pa e bë buzen në gaz: ish nji gaz qi auktorin e këtij zihariq e bëte qesharak.

Shkruesi i këtij artikull e ka njoftë begun e Matit, ç'me kohë, bile kish dikner nji miqsi me të; per lezuesat e kësaj të perkohëshme prá, do t'jën interesant me dit, ç'fár mendimit ka shkruesi permbi „begjin“ pergjithesisht, e permbi „zihariqin“ e ri vëçanerisht.

Asht Ahmet Begu exponenti tipik i klases së degenerueme e të kalbur të feodalizmit shqyptar: — Të mësuem qysh ne fminí me pá gján, jeten e robt e popullit si nji objekt per t'u rrembye; rritë tuj viedhë, tuj rrembye, tuj shederue e tuj vrá, shpirti i tyne u bëte shpella e ndiesinavet má të poshtra; në zëmer të tyne banote kraha-krahas rrëna, hipokrisia, trathitia e poshtersia, këtu s'ish vënd per asnjí ndjesi qi naltson shpirtin e njeriut.

Trupi i kësaj klase ká qysh në djep krymin trashigimues t'abusevet t'alkoholit e të erotikes: trupi i fminvet të saj asht gropa e gjith nduer smundjesh qi rrjedhin prej ketyne abusëvet.

Mendja e tyne e terratisur qysh në djep prej duhmes t'alkoholit e të smundjesh të baballarvet, — e rritun me madhësi tradiciale kasti, — asht teper e lodhur e madhshitore, m'u marrë serioisht me dijení e me arte.

Per ket klasë e femit e tyre shkollat e tyre prenimore kjen kabaretet e disá shpija në zâ, — krejt dija e tyre ishín disá fjalë në ndo'ji gjuhë të huej, të folura ashtu si kamerier e Selanikut e të Stambollit, — shkrimi e këndimi i tyre ish gjuhâ turqishtje.

Të veshun e të mathur me elegancë, u bëshin qesharak sá vishin në marrëdhanje me boten e kulturueme.

Prej kësaj knetë të klasit feodal, ku tjanet ishín të qelbur, ku toka ish ndyesi, ku ajri ish i helmatisur, bini e u rrit ajo bimë qi sot thirret begji i Matit e qi neser ndoshta — per do kohë — do të thirret Mbreti i Shqypnis.

Begji i Matit kjë i mësuar qysh në fmini si me rrëjt e si me marshrue popullin e njerë; kjo vehti maloku, e mbajtur në

fuqi prej të huejvet, qi shpirti i tij trathtuer s'pat kurrfarë zori me i perdorë kundra tansis e independences shqyptare, — shpirtit i tij kriminell qi s'u ndalue aspak me perdorë krimin komun per të shqimë kundersharet e trathtis së tij, — këto të gjitha kjene sucesi personal qi i dha fuqin në dorë per disá kohë per dam të Shqypnis.

Lufta nuk ish njinji ner të dyja anët: Ahmeti s'kish zor pse Shqipnia u bëte mydërriet i Serbis, lamë spekulacioni e koloni e të huejvet, miaft qi t'ishite vetë në fuqi, — nacionalist doshin nji Shqypni të lir, tuj vùe në rrezik edhe jeten, gján e familjen!

Ahmet Begji s'kish zor me perdorë armen e klasit të tij: krimin komun, — nacionalist doshin ligjen e rregullin.

Edhe sot, Ahmet Begji e di fort mirë, se po t'u ulshin nacionalist në shkallen kriminelle të tij, a por të pranoshin trathitin naj vëndin e të huejvet, — ëmni i tij mbas pakë kohe kish me i perkitë vetem historis të turpshme të kohës së kalueme; ata qi i dhanë armë Ahmet Begjit kundra Shqypnis, ata janë gati edhe sot me i dhanë armë edhe kundersharet të tij; — ashtu edhe kriminell të pagueme si sikart e Ahmetit mun të gjinden kurdo me pare, — por këto rruga kriminele e trathitore qi ká perdorë biri i beilervet, s'do t'i perdorin kurr nacionalist shqyptar.

Nacionalist e diñ se fuqia e tij asht efimere, pse asht e basueme në krim, trathiti e ignorancë: baza të kalbta!

Per ket, aktiviteti i tyre do të jenë vetun n'at lamë qi s'ká trathiti ndaj atdhën e prishje të tansis toksore, — por prishien e atij klasi feodal qi asht krymi i vëndit t'onë e pjella e të gjith mjerimëvet qi na kan mblye.

Thaç ma naltë ignorancë, po e vertetë, se Ahmeti pat edhe fatin e zi me pasë nja pes klasë fillore, sá me dit me këndue, disá historina diletante të Cezarit, të Lekes së Madh, të Napoleonit etj. — Thaç pat fatin e zi, pse ignoranca e tij, e ndalon me kuptue lidhjet historike t'asaj kohë e naltsin e atyne herojvet: kjo ignorancë, e mbajtur në terr e e shtueme prej perkdheljeve të disá sahanlepisavet levantin, ká terratisë krejt mendjen e tij e e ban me andrue te plane fantastike t'asaj kohë, te barabitje me herojt má të mëdhaj t' historis.

Asht per t'u qeshë, porse asht e vertetë qi sá herë m'bite me ndej me të, — e kjo ndodhte shpesh herë — gjithmonë e sillte

biseden permbi herojt historik, e sidomos mbi Leken e Madh, permbi moshen e tij, dashnin e tij per historina herojsh, e permbi pushtimet e tija n'Asi... dy te parat u mundote me i barabasue me vehte!

Ky asht pra Ahmet Begji: nji shpirt kriminel, me nji ambicie te pa kufi i ndezur prej fantasis s'ignorances se tij, — shkurt nji kriminel i qmendur, i rrezikshem, deri sa te gjinden fuqina te medhaja qi i shtrin doren e bazu ceshtje te perbashkta me kriminelat aventurier te Balkanit, per te mbajt ne kambe themelet e kalbta t'politikes s'tyne imperalistike.

H. Ramati

Revolucioner shqypetarë Disa heroj t'indipendences shqypetarë

II

Qerqiz Topulli

Në kongres të Berlinit (1878) delegacioni shqypetarë, qi ish i ngarkuem prej lidhjes së Prisenit, me i parashtrre aspiracionet nacionale të Shqypnis, muer prej Bismarkut ket pergjegje: „Dihet se ka në ket botë shqypetarë, porse nuk dihet se ka nji popull shqypetarë, per arsye se deri më sot, nuk është shtypë asnjë veper në ket gjuhë“. — Deri diku Bismarku kish të drejtë, sado që n' at kohë ishin disa vepra të radha të shkrueme në gjuhë shqype, shtypë mbas shekullit të XVI^o. — Fjalët e Kancler-it gjerman, sado qi ishin pak madhështore e ironike, bane nji pershtypje mjaft seriose, sidomos në levizjen letërare shqypetarë: dy vjet pas (1880) u formue nji komision, i thirrur „komisioni i Alfabetit“, i cili formoj „alfabetin e Stamollit“ qi perbëhet prej germash latin e greqisht.

Në ket alfabet, kje shtypë per të paret herë në Stambollë fletorja „Bessa“, e drejtue prej vjerrshorit nacional Naim Frashërit.

Liga e Prizenit ishte shperda; kryetarët e sajë gjindëshin ma e shumta n'mergim, komisioni qi ish si resti i mram i kësaj levizje kie shkatrue prej Sulltanit të Kuq, gjuha shqype kie ndalue rigorosisht.

Sqypetarët kjene shtergue për ket me veprue vetëm në dhe të huej, sidomos në Bukuresh, nen drejtimin e vjerrshorit të madh Frashërit: këtu kje them lue e para shkollë nacionale shqypetarë, tuj kenë qe shkolla e Korçes ishte myllë per urdhën të Sulltanit.

Kështu, levizja e madhe që ish krijue prej Liges së Prisenit, kje errënjës radikalisht, si në Shqypni mrenda, ashtu në gjitha viset e Perandoris, ku shqypetarët kishin formue kolonira. E në ket kohë ish e konsiderueme si krim kapital politik me pasë një alfabet shqip o ndoj liber të shkruem në gjuhë shqipe — edhe ky krim ish i ndjekur e i dënuem rrebtësisht. Në ket kohë revolucionert shqypetarë dita me ditë rropateshin per ceshtjen kombëtare në të gjitha viset e botës: në Londrë, në Bruxelles, në Sofie, në Kajro, në Boston e në New York. Gjithdyer fletoresh politike e letërare, hëshin dita me ditë në Turki; nji shumë e madhe librash — ma e shumta libra shkollë — shtypeshin gjithnjë, e u dëshin ner të tana viset e Shqypnis.

Mbas shkatrrimit të Liges së Prisenit, — ish kjo e dyta fasë e levizjës kombëtare, e cilla ish destinue me yue themelet e indipendences shqypetarë. Por kjo levizje sado e gjër që ish, së munt t'i bindte diplomatët europian, me e njoftë lirin e Shqypnis. Ceshtja e popullit kerkonte therrorin tjera: gjakun e bijëvet të Shqypnis.

Kahë vjeti 1904, dy vllazën — njëni me kulturë mjaft të naltë, tjetri i pa-shkollë — u vune në krye të levizjes shpetimtare. Njeni ish Bajo Topulli, profesor i Gimnasit të Salonikut, tjetri Qerqiz Topulli, djalë i ri 22 vjetsh, i begatun me nji konstitucion hekuri e me nji gjykim të kjartë e të naltë.

Këta dy vllazën themeleue organisacionin e parë politik, tuj formue çetat e tyre, qe kishin per fill me ditue në veprim vullnetin e popullit, tuj i cilë rrugen me luftë të pá-rreshtur, shtypit revolucioner qe ish themele në mergim. Në sa Bajo Topulli, visitonte në dimër kolonit shqypetarë n'Europë, vllau i tij Qerqizi, luftonte si rufeja si kryetar i çetavet, tuj hapë flamurin e kryengritjes e tuj zgjue shpirtin e bujqëvet shqypetarë. Aj ish i shterguem me luftue ushtrin tyrke e ngatresat e „Fanarit“ (Patriarkatit të Stambolles), qi lidhë bashkë, veprojshin per të shtypur zgjimin e ndjesis nacionale të popullit shqypetarë.

Çeta e Qerqiz Topullit — e perbamë prej 30—50 vetësh — kish per të luftue, jo vetëm me bejlerët feudal shqypetarë, por me dy anmiq tjerë shumë të rrezikshem, me Turkin e me Greqin, të cillat ishin shpirti i Islamismes e i Ortodoksis. Vetëm tuj i mujtë këto dy fuqina munt t'u formote nji Shqypni indipendente. Shumica

e luftarvet, të mledhur rreth Qerqiz Topullit, ishin djelm të ri — musulman e ortodoks, të Shqypnis të Jugës — të cillët ishin të patundur në konvencionet e tyre, e gati me derdhë gjakun per ceshtjen kombëtare t'adheut të tyre.

Në vjetë 1905, Qerqiz Topulli e shokët e tij, i bane ball bur-nisht ushtris tyrke qe i mesyni në Makulore, afer Gjinokasters. Këtu mbetne të vrrarë e të plaguer nji shumicë e madhe e ushtarvet tyrq; këtu met dekun edhe nji luftar i shpis i Topullit. Per të marrë gjakun e tij, Qerqiz Topulli, vrau mrenda dy ditësh, komandantin e Gjinokasters: kjo vrasje terrorisq mjaft tyrqit e gjytetit e të rrethinavet, të cillët per ditë e ma teper e shifshin vehtën në rrezik.

Në vjetë 1906 Mihal Grameno (shkrimtarë qe jetote në Korçë) mbas urdhenit të kryetarit të tij vrau metropolitin e Korçes, Fottis e iku në mal ku u bashkua me çeten e tij.

Këta dy atentate, janë të konsiderueme prej të gjith atyre qe njoftin sadopok historin e rilindjes së levizjes shqypetarë, si dy akte qe kristalisuene luften e Shqyptarvet kundra amiqëvet të tyre.

Posë luftimevet të shumta qi kish çeta e Qerqiz Topullit — e perbame ma shum prej dielmenis intelektuale, qi i shkote pas qorras kryetarit të saj pá-shkollë — kjo çetë zgjote edhe shpirtin e popullit kundra zgjedhes të huajvet e të feodalvet qe ishin laqai-t e këtyre, tuj perdorë edhe propaganden me goj e me shkrim, e mbajtn rregullisht në rrjedhje te ceshtjes prej Bajo Topullit qe gjendesh jashte Shqypnis.

Luftimi e kësaj çetë të vogel revolucionare, ngiati pá pushue deri në ditën e proklamacionit të Konstitucionit tyrk. Emni i kryetarit burr Qerqiz Topullit, ish i nderuem deri ner kasollat ma të varfëra të Shqypnis së Jugës, per arsye se ky i delte zot kurdoherë të drejtavet shëjte të bujku të sekretë, të mbajtn rob prej bejlervet feudal shqypetarë.

Në prill të vjetit 1909, Qerqiz Topulli e shokët e tij, krahas me ushtrin tyrke e me Makedont e Jani Sandanski-t e të Todor Panices, muerne nji pjesë aktive në rrëzimin prej troni të Sulltan Hamidit.

Prej vjetit 1908 deri në vjetë 1912 Qerqiz Topulli jetoj në Stambollë, tuj mos marrë ma pjesë në luften nacionale e tuj ju gjetë ndimë bashkatdhetarvet të vet. Pushimi i tij nuk munt t'ishte i gjatë, tuj kenë qi ky me ditën e proklamacionit t'indipendences shqypetarë, kthej në Shqypni e u vue nen urdher të qeveris nacionale. Ç' me ket dit së pushoj m'u ditue aktiv në ç' do rasë.

Në luftat e vjetes 1914 kundra ushtarvet të Venicelos, u ditue burrë trim e luftar i rrebtë, ashtu si ish kenë kurdoherë në jeten e tij.

Mbas ikjes së Prine Wied-it, shkoj në Shkoder ku ish i dash-tun e i nderuem prej të gjith popullit. Në vjetë 1915, kuer malazezët okupuen per pak dit Shkodren, xuene nji shumicë revolucioner shqyptar — ner të cillët edhe Qerqiz Topullin — e i internuene në Podgoricë. Në sa shqypetarët të tjerë u çuene të lidhur, naten per terr të 18 Qershuër të vjetit 1915 në Maltëzi, Qerqiz Topulli kje mbajtn në burg në kasernen e Shkoders. Në mjesnatë, disa oficier të general Veshovicit qitshin pushkë në luanin e lidhur. Thonë, se oficier gjaksór, ishin të thyem me pare prej konsullit grek, qe dote m'e largue jetet nji luftar qi e drote. Thonë, se pushka e parë nuk e qiti dekun Qerqiz Topullin, kështu qe ky i thirrri gjaksorvet: „Qitni edhe j herë, brë burra“, e rá per dhe si burr revolucioner i pá-thyer, ashtu si kish kenë gjith jeten e tij.

Qerqizi, ish pinjolli i familjes në za Topulli, qe në marim të shekullit të kalueme, i bani ball burrnisht të tmershit Ali Pashë Tepelenes, s' Janines, tuj luftue në kalan e Gjinokasters.

Leu Qerqizi në Gjinokaster, prej nji familjes proprjetarë toke të vogjel.

Trimnia e Qerqiz Topullit asht proverbiale. Ner mramet e giata të dimërit, kuer robët e shpis mblidhen rreth votres, prindët ja bin si shembël fmviet të tyre, tuj i ditue ndodhin e Barballushit, ku nji turnë reacionerësh shqypetarë e rrethuene Qerqizin tuj i thirrë me rá në dorë. Ky veçse u ndrye në nji kullë të katundit e filloj pushken me reacionert, tuj i thirrë amiqëvet të tij: „Jam betue mos m'u dhanë per së gjalli!“

Qerqiz Topulli asht nji revolucioner-nacional shqyptar, qe luftoj tanë jeten per indipendencen e vendit të tij, tuj qindrue gjithmonë në ballë të luftes. Ky hero, qe permendet sot ner kanget popullore shqypetarë, kish nji energi hekuri e nji burri të pashoqe. Miq i të varfërevet, Qerqizi, i inspirotë këtyne besim e dashni: populli i varfer rob shifte në të mprojtësin ma të zotin e libruetin prej zgjedhjes të huej e të bejlervet.

Merita e tij e madhe historike, asht kjo: Qerqiz Topulli kje aj qe mbas shkatrrimit të Liges së Prisenit, rizgjoj popullin per luftimin decidiv per indipendencen nacionale të Shqypnis.

N. Mermet

PARTIE SERBE

Бели терор у Југославији

Хапшење комуниста

Доношењем «Обзнане» и закона о заштити државе Југословенска влада је пре пет година забранила комунистичку

партију у Југославији, распустила радничке синдикате, погазила слободу штампе и право договора и сакупљања. На тај начин је радничтву била онемогућена легална борба за његова политичка и економска права. Како и без доношења ових закона није могло бити речи о правима надиционалих мањина и нерпских народа, то је југословенска реакција имала

отворено поље деловања у свима правцима. Дворска клика, једна војничка организација и радикална партија водили су несметано политику у интересу велико-српске капиталистичке буржоазије. Протест је гушен у крви, сузбијан свирепом сваки гест и дух слободе у масама и код појединаца. У целој земљи тамнице су биле пуне радника и сељака, недужних политичких жртава. Терор буржоаске диктатуре био је у Југославији за читавих последњих пет година перманентан и у суштини једнако оштар. Али га је српска буржоазија често рафинирано прикривала. Преко својих агената, дипломатије и плаћеном штампом она је вешто бацала маску пред европском јавношћу на све злочине и насиља, која је вршила над потлаченим нацијама, народним мањинама, над пролетерском класом и сиромашним сељацима. И Пашић је весело давао изјаве: «Ја сам победио Радића без капи крви. У мојој земљи нема ни државних удара ни вешала као у Бугарској, Грчкој, Албанији и Румунији.» Наравно, да је то само обмана и лаж. Француски књижевник Анри Барбис добро је прозreo све балканске режиме, када је после свог путовања по Балкану рекао: «На Балкану је свуда бели терор у основи исти и тамо су сви режими једнаки.» Последњи догађаји у Југославији дали су му потпуно заправо.

Поред свакодневних и непрекидних прогона национално незадовољног становништва, поред бројних политичких процеса и тешких осуда у Македонији и у Црној Гори, југословенска влада је управила сву тежину реакције и против радничке класе. Радничка класа иако онемогућена и лишена свих законских средстава у борби за остварење својих праведних захтева, понова је изложена појачаном и отвореном белом терору. Повратила се год. 1921. када су живе људе мучили средњовековним мукама, да би се задовољно краљ и патријотски сексуални трбуха. Београд је поново доживео призоре, које није видео ни под Турцима ни под апсолутизмом Обреновића ни за време аустријске окупације.

Интересе радничке класе у Југославији заступа данас само његова радничка револуционарна партија. Зато по ново уређеном плану треба уништити и ову једину политичку организацију свесног југословенског пролетаријата. Из страха од комунизма или од заслужене казне за своје погрешке и поразе.

Да би обезглавили југословенски пролетаријат властодржици су најпре позатварали вође. Најверније и најоданије за радничко ослобођење. Први је затворен **Коста Новаковић**, Син усташке и сељачке бунтовне Шумадије. Достојан потомак наших сељака револуционара од пре сто година и врстан револуционарни борац за данашња времена. Треба дићи глас протеста и ово име не смемо заборавити ми и не сме га заборавити нарочито потлачена Македонија, која се бори за своје национално ослобођење. Јер он је био први, који је у Београду снажно и одлучно устао у одбрану македонског народа. Затим су позатварани остале вође, бивши ком. посланици, идеолози и агитатори радничког покрета: **Т. Нацперовић**, **Сима Миљуш**, **Душан Ђорђевић**, **Л. Стефановић**, **Сима Марковић**. У Војводини је ухапшен **Никола Ковачевић**, у Македонији **Стефан поп Иванов**, који је само пре неколико недеља пуштен из скопског затвора у коме је лежао пуну годину. Осим њих, позатварани су синдикални функционери: **М. Каљевић**, први секретар Независних синдиката и **Милорад Петровић**, члан централе Независних синдиката. После вођа ухапшено је у року од два дана (16—18 Јан. о. г.) преко триста радника у целој земљи и извршен претрес у неколико стотина радничких станова.

Инквизиторско поступање са политичким кривцима била је од увек позната ствар у Београдским затворима. Овог пута против вођа радничког покрета и њихових присталица оно је прекорачило све границе. Затвореници су потпуно одељени од света. Немају приступа ни најближи рођаци, ни адвокати ни новинари. Шта више ни дописници режимских листова. **Ухапшене муче главу и туку физички. Двојици радника изломиле су ноге и руке. Један трећи радник тучен је и зловаштан у толикој мери, да се сваког дана очекује његова смрт.** Кости Новаковићу су нанешене тешке физичке озледе и ово признаје и сама полиција, само тврди, да су му нанели озледе не у затвору него приликом хапшења у његовом стану за време међусобне туче, коју је сам Коста Новаковић проузроковао и отпочео.

Против бруталног поступања полиције са ухапшеницима револтира се читава јавност, која налази начина да дознаје стварност и поред тога што је тамница херметички затворена за сваког изузев жандара и агената. Наравно да полиција сузбија и оповргава све гласове, који су по њу неповољни. Конфискује све новине, које доносе детаље инквизиције. Ово се дешава «Београдским Новостима» скоро сваког дана. Поред свега тога овај лист има држање, које је за сваку похвалу. У једном од последњих бројева он је на уводном месту изјавио, да неће доносити пристрасне извештаје полиције и да ће и даље живосати сваки случај мучења за који буде дознао, да се у затвору догодио.

Ово су факта, која се збивају данас у Југославији. Да видимо шта има иза њих. Зашто је режиму био потребан овај нови атак на југословенски раднички покрет? Који су узроци нових гоњења и затварања радничких вођа и њихових присталица? О овоме полиција не даје никаквих прецизних извештаја, а у јавности се слушају и пишу различите комбинације. Ми ћемо неке изнети. «Обзор» (25 Јануар) у једном телеграму каже: «Тамнице су пуне а извештаји празни. Из политичких кругова се сазнаје, да је све учињено зато јер је држава стајала пред збиљском ком. опасношћу већом него год. 1920. те ова хапшења имају обиљежје државне самоодбране. По једној другој верзији, овим хапшењима требало је да се дезавуира досадањи припремни рад на успостави дипломатских односа са Сов. Русијом, јер је наша финансијска делегација на свом путу у Америци у том смислу осјетила расположење енглеских и американских финансијских кругова.» Има друго мишљење, да су комунисти развили активну пропаганду у војсци. Ово се закључује по факту што истрагу води поред шефа политичке полиције и један војни судија цуковник. Постоје осим тога фантастичне приче о великим сумама новаца примљених из Русије и о ухапшеним писмима из Русије, о ухапшеним руским куририма и т. д. Неки кажу да је могуће, да су хапшења у вези и са фалсификовањем франака у Будим-Пешти. И има једна верзија, коју је додуше одмах демантовала и сама полиција—да је откривена завера против краља Александра.

Ниједна од ових комбинација није по нашем уверењу ни узрок ни повод хапшењима у Београду. О једном озбиљном организованом комунистичком препаду на капиталистички систем у Југославији не може бити говора. У том погледу данашња хапшења имају толико исто мало основе као и год. 1921. Режим се служи само новим провокацијама, да би спречио организацију радничког покрета, који се јача и поред свих тешких услова за борбу. Сукоб између радничке класе и капиталиста у Југославији је неизбежан, али он неће избити у облику препада и завера него у облику отворене, организоване револуционарне борбе, која ће завршити народном револуцијом. Ту провокације не помажу и та се револуција не може избећи. Исто тако има мало вероватноће, да би хапшење комуниста било од какве користи југословенској влади за њену агитацију у Америци за закључење једног зајма. Банкарни не верују ни топлим жељама ни лепим речима. Они хоће само добит и улажу новац на сигурна места. Зато они у првом реду гледају на солидност економских предузећа. И да би учинили један зајам Југославији потребан им је више мир и срећне политичке прилике него неред, прогањања и политички процеси. Тако да садања хапшења пре могу поколебати веру страних капиталиста у Југославију него је учврстити. Успостављање дипломатских односа са Сов. Русијом још мање може имати утицаја на негативно држање америчких и енглеских финансијских кругова у погледу зајма Југославији. Ако га има оно може бити само позитивно, јер и нормално стање између Русије и Југославије значи у првом реду добит и економски и политички за Југославију, и њену сигурност и стабилизацију. Остала тумачења: ширење комунистичких хелија у војсци, мађарска фалсификаторска афера, припремање атентата, не могу се узимати озбиљно у обзир. Једна верзија, коју још нисмо поменули и која носи чист унутрашњи политички карактер можда има донекле свој закулисни *raison d'être* у клубу радикалне партије. То је мишљење према коме су комунисти позатварани зато, да би се ставио на пробу Радић и његова партија и видело њихово држање.

Стварни повод и узроци последњем белом терору у Југославији су на сасвим другој страни. Они улазе у основу бића и постојања југословенске монархије као такве. То су злочини, насиља и корупција што их нижу редом од Солунског процеса до данас: камарила, Бела Рука и радикална олигархија. Зато последња гоњења комуниста носе у себи смртоносну клицу за саму југословенску монархију и значе у првом реду страх од себе, од своје крви и од своје судбине. Југословенски властодржици радили су и живели осам година за власт и за новац не базирајући се на потребе југословенских народа. Класним и националним терором довели су државу тамо где се данас налази: пред политички и финансијски крах. У једном моменту велике државне кризе успели су можда последњи пут да продуже власт Радићевом капитулацијом. Али не да отклоне све опасности. И у колико се више данас умишљавају, да прикрију своје заједничке злочине, у толико се више осећају зле последице на свима пољима јавног и државног живота и револт и врење у народним масама против њих. И у колико народно незадовољство добија јасније облике у толико се више ломе и њихови редови. Суд народа је суд велике освете. Дан те освете се приближује и зато је потребно или победити народ што значи учврстити власт или у случају победе народне, збацити са себе одговорност и кривицу на другога. У ова два правца развијају се све свађе и међусобне борбе код самих југословенских властодржаца. То је карактеристика сваке државне и друштвене организације која се налази у епохи распадања. Природно је да у тим вре-

менима терор против партија револуције бива увек безобзиран и бруталан. Има случајева, да се и у таквим временима стари режими учвршћују и побеђују народ, али то никада није резултат сила режима него увек погрешака партија револуције.

Ово је основни узрок садањег појачаног белог терора против југословенског пролетаријата и он је по нашем мишљењу само добит за њега, јер значи трулост југословенске монархије.

Југословенски пролетаријат живи већ пет година изван законна. То је време светле борбе и мучних искустава, којима ће се он и овом приликом умети користити. После осетних губитака у борби са реакцијом год. 1921. он је постепено са

жртвама и самопрегором поново успоставио своје редове и очеличио их за нове задатке. Овај нови атак капитализма на његове животне интересе не може и не сме поколебати веру у његову крајњу победу. Он има своје вође, којима је дао поверење и који су достојни његовог поверења. Заједно са њима он ће оживотворити латентну револуционарну енергију југословенских сељака, дати јој свој правац и своју душу, за последњу велику борбу, на које ће се родити нов заједнички живот. Тај живот ће бити лична и национална слобода и економска једнакост за све.

М. Владимиров

PARTIE GRECQUE

Το Έλληνοβουλγαρικό επεισόδιο μπροστά στο Συμβούλιο της Γενεύης.

Το τελευταίο Συμβούλιο της Κοινωνίας των Έθνών μας έδειξε έν συνόψει τὰ ειδικά χαρακτηριστικά, τὰ βασικά γνωρίσματα και τὰ κληρονομικά ελαττώματα του οργανισμού της Γενεύης.

Η Έκτελεστική της Κοινωνίας που συλήθη στο τέλος του χρόνου είχε την πρόθεση να λύσει με ειρηνικό τρόπο δυο διαφορές άνίσου σπουδαιότητας: τὸ Έλληνοβουλγαρικό επεισόδιο και τήν Άγγλοτουρκική διαφορά. Στο πρώτο δέν έδωκε καμμιά σοβαρή λύση. Έν σχέσει με τή δεύτερη εξέδωσε μιάν απόφαση που χαρακτηρηστικά της είναι ή καταπάτηση του δικαίου και ή εξόθηση εις πόλεμο.

Δεμίρ-Καπού, Μοσσούλ! Πρόκειται στην πρώτη περίπτωση περι μιās φιλονεικίας μεταξύ δυο Κρατών τὰ όποια στην ώρα της συγκρούσεως ήταν άνίκανα να διεξαγάγουν ένα πραγματικό πόλεμο. Πρόκειται στην δεύτερη περίπτωση για μιάν σύγκρουση όπου ήλθαν τὰ ζωτικά συμφέροντα δυο δυνάμεων μεγάλης σπουδαιότητας. Έδώ φέρνει τὸ επεισόδιο στα χέρια δυο δικτατορίες εξ ίσου απερχθείς. Έχει ή διαφορά φέρνει άντιμέτωπους έναν ήμπεριαλισμό επιθετικό και άρπακτικό με ένα λαό που έκαμε τήν εθνική του επανάσταση.

Δέν πρέπει έν τούτοις στή βία μας, να στρέψουμε τήν προσοχή μας προς τὸ Μοσσούλ και τὸ Ιράκ και να ξεχάσουμε έτσι τή Βαλκανική Χερσόνησο. Στην πραγματικότητα, τὰ Βαλκάνια είναι μιάν „Προκεχωρημένη Θέσις“ της Άνατολής στην Εύρώπη. Οι ραδιουργίες του ήμπεριαλισμού δέν περιορίζονται άυστηρά στα όρια της Βαλκανικής, τὰ κινήματα που εξέλισσονται έδώ είναι στενά συνδεδεμένα με τὰ κινήματα στην Άσία, μόνο που στην Άσία βρίσκουνε τὰ κινήματα αυτά ακόμα πιο πρόσφορο έδαφος.

Είναι άρκετά γνωστή ή ιστορία των πολεμικών επιχειρήσεων των όποίων ή Μακεδονία — για μιάν ακόμα φορά — έγινε τὸ θεάτρο στις 21 Οκτωβρίου του περασμένου έτους. Τὸ επεισόδιο των έλληνοβουλγαρικών συνόρων έθετε, τὸ είπαμε έν καιρό, σέ έλο του τὸ πλάτος τὸ Μακεδονικό πρόβλημα. Είναι τὸ μόνο πράγμα που τὸ Συμβούλιο, με τή χαρακτηριστική του σοφία, άρνήθηκε να εξέτάσει. Στις συνεδριάσεις του της 29, 30 και 31 Οκτωβρίου άρκεσθηκε να όρίσει μιάν έπιτροπή έπιφορισμένη να αναζητήσει „όσο δυνατὸ άκριβέστερα“ τήν άρχή των συμβάντων. Η έπιτροπή αυτή, προεδρευόμενη από τον Ράμπολντ, πρεσβευτή της Άγγλίας στην Ισπανία, έδημοσίευσε τήν έκθεσή της τον περασμένο Δεκέμβριο. Η έκθεση αυτή αποτελεί ένα τομίδιο 15 σελίδων.

Η έπιτροπή έρριξε τὸ σπαίξιμο στην Ελλάδα, έδήλωσε όμως πως ή άρχή του επεισοδίου εύρίσκεται στην δράση του Έπαναστατικού Μακεδονικού Κομιτάτου, του όποίου τήν διάλυση εζηήτησαν οι έπιτροποι της Κ. Τ. Ε. Ξεύρουμε τι είναι τὸ έν λόγω Κομιτάτο. Πρόκειται περι της άυτονομιστικής συμμορίας του Βέρχοβ, της πουλημένης στον Τσαγκώφ. Οι άυτονομισται είναι οι πράκτορες της βουλγαρικής και της ξένης επαναστάσεως. Είναι υπέρ της προσαρτήσεως της Μακεδονίας στην Βουλγαρία και της διατηρήσεως στην Μακεδονία της κυριαρχίας των πλουσιών γαιοκτημόνων. Οι Όμοσπονδιακοί Μακεδόνες αγωνίζονται άπαναντίας για τήν Άνεξαρτησία της Μακεδονίας και για τήν άπελευθέρωση των χωριών και των εκμεταλευομένων της χώρας αυτής.

Η έκθεση της έπιτροπής Ράμπολντ δέν ίκανοποιεί — είναι ανάγκη να τὸ πει κανείς; — κανένα από τους δυο αντιπάλους: μπρός στο Συμβούλιο ό Καλιώφ και ό Ρέντης, ό καθένας με τή σειρά του, παρουσιάσθηκαν με άτέλειωτα παράπονα. Οι ύπαινημοί περι του Μακεδονικού Κομιτάτου ήταν άνυπόφοροι για τὸ βουλγαρο

άντιπρόσωπο· για τούτο και ό καλὸς άνθρωπος έπροσπάθησε να πείσει τους συναδέλφους του ότι οι μπράβοι του Πρωτογέρωφ και οι δολοφόνοι του Τσαούλεφ και του Πανίτζα ήταν λευκοί σαν τὸ χιόνι. „Όσον άφορά τήν αποζημίωση ό Καλιώφ έκρινε ως γελοίο τὸ ποσόν των 20 εκατομμυρίων Λέβα που έπρότεινε ή έπιτροπή. Έν τούτοις ό άπεσταλμένος του Τσαγκώφ δέν υποπίπτει σέ άυταπάτες. Τὸν μακρό του θρήνο έκλεισε με τὸν έξηξ πικρὸ συλλογισμό: „Ό πόλεμος θα είναι αναπόφευκτος στα Βαλκάνια έφ' όσον δέν αλλάξουν οι λαοί τήν νοοτροπία τους. Έκτός τούτου, ή κατάσταση της άποπλισμένης Βουλγαρίας δίπλα σέ Κράτη ένοπλα δημιουργεί μιάν διηνεχή άπειλή επεισοδίων.“

Είναι όμως πράγματι άποπλισμένη ή Βουλγαρία όπως βεβαιώνει ό ύπουργός των έξωτερικών της; Να ένα πράγμα που δά διαμφισβητήσει έπίμονα ό Έλλην άντιπρόσωπος Ρέντης, ό όποιος καλεί εις βοήθειαν του τις μαρτυρίες της Διασκέψεως των Πρεσβευτών. Άπαριθμησείτε Βουλγαρικές προθέσεις, όχι μόνο να άποκτήσουν μιάν έξοδο στο Αιγαίο Πέλαγος αλλά ακόμα και να προσαρτήσουν ένα διάδρομο, από τὸ Έλληνικό έδαφος και έτελείωσε πιστοποιώντας ότι οι κανονισμοί του Συμβουλίου ούδὸλως άπαγορεύουν τήν καταφυγή εις πόλεμο.

Άντίρρηση του Καλιώφ, καινούργια άπάντηση του Ρέντη. Τέλος ό Τσάμπερλαιν ένεργεί να όρισθει μιάν μικρή έπιτροπή έπιφορισμένη να εύρει τον ένοχο.

Αυτή ή „μικρή έπιτροπή“ που άπετελείτο από τὸ Βέλγο άντιπρόσωπο κ. Χύμανς, τον Ιαπωνέζο άντιπρόσωπο ύποκόμητα Ισαϊ και τον κ. Άουστεν Τσάμπερλαιν παρουσίασε λίγες μέρες άργότερα στο Συμβούλιο τή λύση, τήν όποια θέλομε να αναλύσουμε άντικειμενικά.

Η έπιτροπή συνιστά να πληρώσει ή Έλληνική Κυβέρνηση στην Σόφια υπό μορφήν έπανορθώσεως τὸ ποσὸ των 20 εκατομμυρίων Λέβα.

Όσον άφορά τὰ μέτρα τὰ προωρισμένα να „περιορίσουν τὰ άποτελέσματα των συμβάντων“, προτείνει ή Έπιτροπή τήν καταφυγή σέ μιάν συνέντευξη — σέ ένα φυλάκειο γειτονικό του τόπου του επεισοδίου — με άξιωματικούς Έλληνας και βουλγάρους, τήν μεσολάβηση ούδετέρων άξιωματικών για να εύκολυνθού άυτές οι συνεντεύξεις, τήν δημιουργία μιās συμπιλιώσεως. Έν τούτοις οι άντιπρόσωποι της Βουλγαρίας και της Ελλάδος είχαν ζητήσει από τὸ Συμβούλιο να μελετήσει τὰ βαθύτερα αίτια του επεισοδίου και ειδικότερα τὸ πρόβλημα των βουλγάρων κομιτατζήδων. Η έπιτροπή Ράμπολντ συνόπισε ως έξηξ τὰ συμπεράσματα της πάνω σ' αυτό τὸ ζήτημα.

Υπάρχει στην Βουλγαρία ένας μεγάλος αριθμός προσφύγων βουλγαρικής φυλής, που ήλθαν από τήν Ελλάδα. Άπαιτούν, επί τή βάσει των συμβάσεων, τὸ δικαίωμα να ξεαναγκυρίσουν στην Ελλάδα και να διατήρησουν έν πάση περιπτώσει τὰ άνινητά τους αγαθά. Αφ' έτέρου όμως, ή Έλληνική Κυβέρνηση έγκατέστησε στο έδαφος, που πριν κατοικείτο απ' αυτους τους πληθυσμούς, πρόσφυγες που ήρθαν από τήν Τουρκία. Ποιά λύση θα προτείνει ή έπιτροπή και τὸ Συμβούλιο;

Η έπιτροπή θεωρεί πως, εις αντάλλαγμα της παραιτήσεως του δικαιώματός των, τήν όποιαν ζητούν από τους Βουλγάρους, είναι „δίκαιο“ να πάρουν αυτοί, ως αποζημίωση, τὸ αντίτιμο των εγκαταληρηθεισών περιουσιών των. Έπειδή όμως ή εκτίμηση της αξίας των περιουσιών αυτών είναι δύσκολη, συνιστά ή έπιτροπή στην Έλληνική Κυβέρνηση να δειξει „ιδιαιτέρως καλή θέληση“ και συμβουλεύει τήν ύπογραφή „ένος πρωτοκόλλου μεταξύ των δυο κυβερνήσεων“.

Αυτό είναι. Όλο.

Καθορισμός τής αποζημίωσης και επιτροπές συμφιλίωσης, πρωτόκολλον.

Ας μὴ ἐπιμένουμε στὰ δύο πρῶτα μέτρα. Αὐτὴ ἡ διανομὴ συγγραφετηρίων, τιμωριῶν καὶ ἀνταμοιβῶν εἶναι ἀπὸ τὰ ἀκίνδυνα γυμνάσματα στὰ ὅποια ἀρέσμεται νὰ καταγείνεται ὁ ὄργανισμός τῆς Γενέως. Ἀκίνδυνος ἐπίσης καὶ χωρὶς ἀποτέλεσμα εἶναι ἡ πρότασις νὰ ἐμποδισθοῦν τὰ ἐπίσῳδα μετὰ τῆ βοήθεια ἐπιτροπῶν συμφιλίωσης. Εἶναι ἂν γὰρ θέλετε κανεὶς νὰ φέρῃ ἐμπόδιο σὲ μιὰ θύελλα μὲ ἓνα χάρτονι.

Πρέπει ἀπεναντίας νὰ σταματήσωμεν λιγάκι εἰς τὸ τρίτον μέτρο, ἐκεῖνο ποῦ ἀφορᾷ τὴς μειονότητες.

Ἑλληνοβουλγαρικὸ πρῶτόκολλο λέγουν οἱ ἄνθρωποι τῆς Γενέως. Ποῖον χοροῖδουοῦν; τὸν περασμένον Σεπτέμβριο ὁ Καλαῶφ ἐν ὀνόματι τῆς βουλγαρίας, ὁ Πολίτης ἐν ὀνόματι τῆς Ἑλλάδος, υπέγραψον ἓνα πρῶτόκολλο σχετικὸ μετὰ τὴν προστασίαν τῶν ἐθνικῶν μειονοτήτων.

Ἡ Σόφια τὸ ἐπεκύρωσε. Στὴν Ἀθήνα ἀπερρίφθη κάτω ἀπὸ τὴν πίεση τῆς Γιουγκοσλαβίας.

Στὴν πραγματικότητα, τὸ συμβούλιο τῆς Κ. Τ. Ε. ἔχει ἐγκαταλείψει τὴν ἰδέαν, ὅχι νὰ λύσει, ἀλλὰ καὶ νὰ ἐγγίξει ἔστω καὶ ἓνα ἀπὸ τὰ οὐσιαστικὰ προβλήματα ποῦ σχετίζονται μετὰ τὴν Μακεδογία. Στὴν Γενέως, θέλουν νὰ ἀγνοοῦν ὅτι ὁ Μακεδονικὸς λαός, διηρημένος, κομματιασμένος τεχνικὰ ἀποτελεῖ μιὰν ἐνότητα ἐθνικὴ ποῦ θέλει νὰ ζῆσει ἐλεύθερη μέσα στὸ πλαίσιο μιᾶς Βαλκανικῆς Ὀμοσπονδίας.

Συνεδριάσεις χωρὶς ἀποτέλεσμα, λοιπὸν;

Ὅχι ὀλωσδιόλου. Γιατί ἀπὸ τώρα δύο βασικὰ γεγονότα ἐπεβλήθησαν ἐπὶ προσοχὴ τῶν στενοκέφαλων πολιτικῶν τῆς Κ. Τ. Ε.

Τὸ πρῶτον ἔχει σχέση μετὰ τὸν κίνδυνον ποῦ παριστᾷ γιὰ τὴν βαλκανικὴν εἰρήνην ἡ „Ἐσωτερικὴ Ἑπαναστατικὴ Μακεδονικὴ Ὀργάνωσις“.

Τὸ ὅτι ἓνα ἐπίσημον ἔγγραφο κάμνει λόγο γιὰ τὴν ὑπαρξὴ τῆς ὀργανώσεως ποῦ ἐδολοφόνησε τὸν Τσαούλεφ, τὸν Πανίτσα καὶ τόσους ἄλλους, τὸ νὰ τὴν ἀναφέρῃ ὡς ἓνα στοιχεῖον, παραχῶν ἐπὶ τὴν Χερσόννησον, εἶναι ἓνα γεγονός τοῦ ὁποίου πρέπει νὰ ὑπογραμμισθῇ ἡ σημασία. Τὸ ὅτι οἱ διπλωμάτες, οἱ ἐλάχιστοι διατεθειμένοι, νὰ κυττάζουν κατὰ πρόσωπον τὴν πραγματικότητα, τὸ ὅτι ἀκόμα ἐκείνοι οἱ ὅποιοι ὑπεβοήθησαν τὴν Βαλκανικὴν λευκὴν Τρομοκρατία, ἀναγκάζονται νὰ ἐγερθοῦν ὡς κατήγοροι τῆς Ε. Ε. Μ. Ο., εἶναι ἓνα γεγονός ποῦ δὲν μπορεῖ νὰ προξενῆσει παρὰ χαρὰ σ' ἐκείνους οἱ ὅποιοι, ὅπως ἐμεῖς, πρό πολλοῦ κατήγγειλαν τὴν ἀπάισια δράσιν τῶν ὀπλαρχηγῶν τοῦ Πρωτογέροφ.

Καὶ ἄλλο ἓνα διδάγμα πέρνει κανεὶς ἀπ' αὐτὴ τὴ συνεδρίαση τοῦ συμβουλίου. Οἱ συζητήσεις γύρω στὸ Ἑλληνοβουλγαρικὸ ἐπίσῳδο, ἔφεραν εἰς φῶς ἀκόμα μιὰ φορά τὴν ἀσθάθεια τοῦ ἑδαφικοῦ καθεστῶτος τῆς χερσονήσου.

Κατὰ βάθος ἡ ἐπιχειρηματολογία τοῦ κ. Ρέντη, ὅταν ἐγνώσθησαν τὰ συμπέρασματα τῆς ἐπιτροπῆς Ράμπολντ, μπορεῖ νὰ συνοψισθῇ στὰ ἑξῆς: „Ὅταν ἡ Κ. Τ. Ε. ἀνεγνώρισε ὅτι προσεβλήθημεν ἀπὸ τὴν ἐπίθεση τοῦ Μουσσουλίνη, ἦταν ἀνίκανη νὰ μᾶς υπερασπίσῃ. Τώρα ὅμως βρίσκει τὴν ἀπαιτουμένη ἐνέργεια νὰ υπερασπίσῃ τοὺς Βουλγάρους. Ἐκάναμε ἄσχημα ποῦ δὲν ἐφεροθήκαμε ὅπως οἱ Ἴταλοὶ καὶ δὲν ἐθέσαμε τὴν Κοινωνία πρὸ τετελεσμένου γεγονότος.“

Ἄς μὴ ξεχάσωμε τὸν συλλογισμόν αὐτόν. Εἶναι ἀναμφισβήτητον ὅτι ἡ ἀπόφασις τῆς Κ. Τ. Ε. στὸ Ἑλληνοβουλγαρικὸ ἐπίσῳδο ἐπλήρωσε σοβαρὰ τὸ γόητρο τοῦ ὑπουργείου ἐπὶ τὴν Ἀθήνα. Διαβάζοντας τὸν Ἑλληνοβουλγαρικὸν Τύπον δὲν μπορεῖ νὰ ἀπατηθῇ κανεὶς σ' αὐτὸ τὸ πρᾶγμα. Ἡ Δικτατορία τοῦ Παγκάλου ζῆτεϊ ἀντεκδίκησιν. Θὰ εὔρει ἄραγε τὴν εὐκαιρία τώρα μετὰ τὰ συμβάντα τῆς Σόφιας;

Ἐκεῖνο ποῦ εἶναι βέβαιον, εἶναι ὅτι ἡ Ἀγγλία ἐργάσθηκε νὰ ὑπονομεύσει τὸν Ἀστικὸν συνασπισμὸν ποῦ ὑποστήριξε ἕως τὰ τώρα τὸ ὑπουργεῖον Τσανγκῶφ. Τὸ Λονδίνον θεωροῦσε οὐσιῶδες γιὰ τὴν ἀνατολικὴν του πολιτικὴν νὰ καταστρέφει τὴν Τουρκοβουλγαρικὴν συμφωνία. Οἱ πράκτορες τῆς Ἀγγλίας ἐπὶ τὴν Βουλγαρίαν ἔωθον πυρετηρῶς τὰ πράγματα πρὸς τὸν σχηματισμὸν ἐνὸς ὑπουργείου ἐννοικίου γιὰ μιὰν ἔνωσιν μετὰ τὴν Γιουγκοσλαβίαν. Ἡ πολιτικὴ ὅμως αὐτὴ ἀπειλεῖ ἄμεσα τὴν Ἑλλάδα ποῦ ζῆτεϊ ἓνα συνεργάτη, ἓνα στήριγμα. Καὶ αὐτὸ εἶναι ἡ φασιστικὴ Ἴταλία.

Ὁ βομοραδισμὸς τῆς Κερκύρας ἀνεκίθηται ἐπὶ τὴν Γενέως ἀπὸ τὸν κ. Ρέντη. Μῶλα ταῦτα βρίσκονται μακρῶς ἀπὸ τὴν παρελθόν. Ἀπὸ πολλοὺς ἤδη μῆνες ἡ Ἴταλία ραδιοῦρει ἐπὶ τὴν Βουλγαρίαν. Λογάριαξε νὰ ἐξασφαλίσῃ τὴν συνεργασίαν τῆς Βουλγαρίας ἐναντίον τῆς Γιουγκοσλαβίας. Ὁ Τσανγκῶφ δὲν ἀπάντησε ἐπὶ τὰς προτάσεις τοῦ Μουσσουλίνη. Ὁ Ντούτσε φαίνεται πῶς εἶναι σήμερα ὑποχρεωμένος νὰ στραφῇ πρὸς τὴν Ἀθήνα. Τὸ Ἴταλικὸν κράτος ὑπεστήριξε ἄλλοτε τὸν θρόνον τοῦ Κωνσταντίνου. Δὲν θὰ μποροῦσε παρὰ νὰ δῆ μετὰ καλὸν μᾶτι τὸν ἐπαναδιορισμὸν βασιλικῶν ἀξιωματικῶν καὶ ὁ διορισμὸς τοῦ Κωνσταντίνου Ρούφου ἐπὶ τὴν θέσιν τοῦ ὑπουργοῦ τῶν Ἐσωτερικῶν, δὲν μπορεῖ παρὰ νὰ τοῦ ἀρέσει.

Τὶ συμπέρασματα βγάζει κανεὶς ἀπ' ὅλα αὐτὰ;

Ποτὲ δὲν ἀπείχαμε περισσότερο ἀπὸ τὴν περιφρημὴν βαλκανικὴν ἰσορροπίαν ποῦ θὰ ἔπρεπε νὰ γενηθῇ ἂν ἀπὸ μαγικὴν ράβδον ἀπὸ τὴς συνθήκας τοῦ 1919.

Ἡ Ἀσθάθεια τοῦ ἑδαφικοῦ καθεστῶτος, ἡ πολιτικὴ ἀντιδρασί, ἐξακολουθεῖ νὰ ὑφίσταται σ' αὐτὸ τὸ μέρος τοῦ κόσμου. Μαζὶ μ' αὐτὴς ὑφίσταται διαρκῶς ὁ κίνδυνος ἐνόπλων συγκρούσεων.

Μόνον ἡ κατάρξις ἐνὸς ἀφύσικου καθεστῶτος τὸ ῥιζημὸν τῶν ἀντιδραστικῶν κυβερνήσεων, ἡ ἀντικατάστασις τοῦ μετὰ τὴν Ὀμοσπονδία τῶν ἐργατοχωρικῶν κυβερνήσεων τῶν βαλκανικῶν θὰ διώξουν τὰ σύνεργα ποῦ σωρίσθησαν πάνω ἀπὸ τὴν χερσονήσον.

G. Perli

PARTIE BULGARE

Правителството на Ляпчев

Κηρβατά система продлжава в България. Амнистират се крадците и мошениците!

Κηρβατίαν професор Цанков и неговите сподвижници генерал Русев и полковник Калфов слезаха от политическата сцена. Те беха принудени да напуснат своите места в правителството и да бъдат заменени с Ляпчев и полковниците—палачи Ким, Георгиев и Сл. Василев.

Смената на кабинета Цанков с тоя на Ляпчев, изхождащ от партията на Цанков, която носи всичките отговорности по извършените в продължение на две и половина години злодеяния над българския народ, не можеше да задоволи никого. Тя никого не можа да измами. Тя не постигна целта, която нейните автори преследваха.

Дворецът, военната лига и македонските бандити на Протогерово очакваха, че като заместят Цанков с Ляпчев, «стар общественик, голем економист, изпитан парламентарен деятел», ще могат да излъжат българските трудящи се маси, ще могат да задоволят легалната опозиция в България, ще могат да заблудят работническите маси и прогресивното обществено мнение в чужбина и най-сетне ще могат да възстановят единството в своята собствена партия. Обаче, те останаха измамени в своите надежди.

Трудящите се маси в България се отнесоха към кабинета на Ляпчев така, както към този на Цанков. В лицето на новото правителство те видяха същите тия свои заклетни врагове, които в продължение на две и половина години биеха, малтретираха, измъчваха, убиваха и икономически разориваха българския народ.

Легалната опозиция в България погледна на правителството Ляпчев като на такъво, което, изхождайки от същите среди, от които изхождаше правителството на Цанков, крепейки се на същите фактори—неотговорните фактори (чети: двореца, военната лига и македонската организация на генерал Протогеров)—не е в състояние да внесе тъй желаното успокоение в страната.

Работническите маси и прогресивното обществено мнение в чужбина видяха в правителството на Ляпчев ново издание на правителството Цанков. Меродавни изразители даже на интересите на консервативните и империалистически среди в западна Европа, като Таймс, считат, че правителството на Ляпчев не ще може да разреши висящите проблеми за успокояването на страната и за нейното финансово и икономическо въздравиане, че този кабинет е временен, преходен.

Правителството Ляпчев постигна известен привиден успех само във **временното** възстановяване единството в правителствената партия.

Разните групи и «племена», които съставляват правителствената партия Демократически Сговор, манифестират на-

глед своето единство. Обаче, зад тази манифестация, която е предназначена да хвърли прах в очите на българския народ, когерийните и «племенни» борби продължават в средата на Сговората. Достатъчно е да споменем, че Цанков със своята група от 30—40 депутати, наложи влизането в кабинета на професор Кудев, който два дена преди падането на Цанков завърши своята кариера, като председател на събраниято, с фалшифицирането вота на народното представителство; че най-доверения човек на Цанков, Калфов, при едно военно празненство, публично афронтира военния министър Вълков; че една група депутати, 10—15 души, начело с Д-р Миланов от Шумен, открито се закахват, че ще се обявят против правителството на Ляпчев—за да се направи заключението, че единството в еред правителствената партия е временно. Скоро кабинета Ляпчев ще трябва да си отиде.

За да имаме, макар и една непълна представа за настроението на българския народ към правителството на Ляпчев, достатъчно е да посочим резултатите от станалите напоследък общински избори в три града в България: Вратца, Шумен и Севлиево.

При всичко че тия избори станаха при невъзможни условия да се прояви свободно народната воля—най-големите партии в България, комунистическата и земеделската, са въвн от законите, никаква свобода на събранията, на словото, на печата не съществуват, никаква гаранция на личността нема, никаква свободна агитация не се позволява и пр.; при всичко че над избирателите в тия градове се упражни терор от административни, полицейски и равни неотговорни органи, както през миналата есен, когато се произведоха частични общински избори—подадението за опозицията гласове съставляват две трети, когато тия на подадението за правителството само една трета от общия брой на участващите в изборите. При свободни избори, правителството на военната лига не би получило нито една десета от гласовете на българските избиратели.

Преценката, която най-добрите представители на български народ и на прогресивното обществено мнение в чужбина дадоха за правителството на Цанков, че кървавата фашистка система на управление ще продължава, намира блестящо потвърждение в делата на това правителство. Колкото и да е кратко времето, от като е на власт, Ляпчев даде доказателства, че следва пътя на Цанков.

В своята декларация в народното събрание, новият премиер спомена за «заслугите» на своя предшественик—можеше ли да постигн другоче, когато той носи лично не по-малко отговорност от Цанков за тия «заслуги»: избиването на българския трудов народ и македонските революционери—но той се е въздържал да заяви, че неговият кабинет ще управлява по същия начин, както Цанков, че той ще следва пътя на своя предшественик.

Но, ако, Ляпчев се е въздържал да величае делото на своя предшественик, то активните членове на военната лига в кабинета, славословят това дело; те заявяват, че промена в системата на управление нема.

Убиецът на Стамболийски, министра на обществените стради, Сл. Василев, в една публична реч в Г. Пазарджик е заявил:

«Стана промена на кабинета! Но заявявам високо—смена в политиката нема; ще следваме оная политика, която следваха нашите предшественици. Ние променихме само лицата, защото те се умориха в служба на България (?). Те беха първата ни верига, сега—новото правителство—е втората верига. Ние сме хора с големи и добри (?) идеи; нашите личности са гаранция за това (?)» (в. Знаме, 23 януари 1926 г.).

Ако приведем тия заявления на Сл. Василев, то е за да посочим, до къде стига цинизма на «новите» хора; арогантността на военната лига, защото и без декларациите на кавалерийския полковник, обективния наблюдател можеше да се произнесе за кабинета на Ляпчев. Преди да види още делата на Ляпчев, българският народ знаеше, че той ще продължава политиката на Цанков.

И наистина, ето вече месец от като той е на власт и «делата» му са на лице. Гражданството продължава да живее при същия режим на терор и угнетение, както при Цанков: пълна лична несигурност, никакви мерки за облекчение тежкото икономическо положение на работници, еснафи, чиновници, служаци и селяни. Нито един от кържавите закони на Цанков не е суспендиран; нито едно от варварските разпореджения на Вълков и Русев не е отменено; закона за защита на държавата продължава да тегне като Дамоклиев меч над главите на българските работници и селяни; всички закони и незаконни ограничения на свободата на сдруженията, на събранията, на словото и на печата продължават да съществуват и да се прилагат от Ляпчев; всички окръжни управители, околийски началници, градоначалници, полицейски пристави и пр., с една дума всички административни, полицейски и военни лица, които са заповедвали арестуванятия, малтретиранятия и избиването на българските граждани, стоят по местата си. Нито едно административно, полицейско и военно началствующе лице не е отстранено от длъжност. Нещо повече, Сам Ляпчев е поемане

ръководството на министерството на вътрешните работи и полицията, чрез окръжните управители издава публично на целия административен и полицейски персонал своята благодарност «за техната добра служба».

Най-сетне, в отношението си по въпроса за амнистията на жертвите на белия терор, Ляпчев по нищо не се отличава от своя предшественик.

След кървавата баня през юни и септември, 1923 г., когато българският народ искаше амнистия за находящите се в затворите и в чужбина български работници и селяни, правителството на Цанков, при съдействието на Ляпчев, и неговите сегашни колеги, гласува в събраниято закона за амнистирането на участващите в избиването на 16.000 български работници и селяни отговорни и неотговорни лица. С закона за амнистията от 10 януари 1924 г. всички тия главорези се амнистираха. Сега целиа България иска да се даде пълна и широка амнистия. Многочислени телеграми се печатат в българския легален печат от близките съгражданите и селсяните на арестуваните, емигрантите и др.; всички легални опозиционни партии, било в парламента, било в печата, се изказаха за даването на широка амнистия; редица културни дружества в Франция, Австрия, Германия искат да се даде пълна амнистия, но Цанков и неговата партия, вместо да внесат законопроект за амнистиране жертвите на техната кървава диктатура, внесоха тажък за амнистиране незасенгнатите от досегашните закони за амнистията спекуланти, мошеници и разбойници.

В новия законопроект за амнистията повечето от членовете засегат всички ония престъпници, които през време на войните са крали от залжа на войника или на неговото семейство; всички спекуланти, лихвари, домопритежатели, полицейски органи, както и всички ония неотговорни лица от военната лига и македонската банда на Протогеров, които ограбиха, тероризираха, убиваха българските работници и селяни. Законопроектът за амнистията е предназначен да освободи от затворите и от каквото и да е преследване спекулантите, тенефтарите и палачите на българският народ. А за да се прикрият истинските намерения на правителството—амнистират се и некои от жертвите на кървавия терор. За да се види ясно целта на правителството, ще посочим, че от 8 хиляди души жертви на фашистката диктатура, ще бъдат засегнати от новия закон за амнистията само няколко стотин души, че от амнистията не ще бъдат засегнати лицата, които били подбудители, организатори, предводители, извършители, т. е. почти всички, които са осъдени по закона за защитата на държавата. Кой работник, селянин и интелегент не е бил, в очите на фашистката диктатура, предводител, организатор, подбудител или извършител?

Този законопроект още не е гласуван, но той ще се гласува тия дни. Правителството Ляпчев направи свой законопроект на Цанков. Както можеше да се очаква, и по въпроса за амнистията, правителството Ляпчев напълно се солидаризира с това на Цанков.

Ето истинската физиономия на «новото» правителство. То не е фашистко, тираническо, кърваво, както беше това на Цанков.

Г. Казановски

Цанков падна!...

Най-сетне, кървавия професор Цанков падна от власт. Две години и половина неговия режим тормози трудящия се народ в страната. Две години и половина българският народ бе «клат, както турчин не го е клат»; две години и половина безиниципуваха фашистките банди в нашата страна, герили палеха и разрушаваха селища, бесни неотговорни тайфи от садисти, престъпници и убийци разиграваха оргията на убийства, грабеж и безчинства над настрахналия народ!

Водеше се борба на смърт и живот между една група от свърхчовеци, професионални палачи, превратджии и подли конспиратори, вдъхновител на които бе мрачната народияципа и зад гърба на която стоеше целокупната буржуазия, от една страна, и трудящия се български народ, българските работници и селяни, от друга. Жестоката и кървава борба, крайната цел на която бе да бъде сломен борческия дух на народа, за да бъде последния предаден напълно в безотговорната власт на банкерите и спекулантите, на погромниците и тивловите герои, на тая напалач от високопоставени особи, чийто произход иде в повечето случаи от слугите на некогашните аги и бейове. В тая борба правителството разстрои и разсипа економически и финаноево народа, доведе го до банкрут и до постоянната угроза от външни нашествия, от нови кървави войни. Ето единия резултат от неговата «отечествоспасителна» политика.

През тямния и кървав период на господството на Цанков, на тая чудовищна рожба на средновековната инквизиция, беха отнети и най-малките права и свободи на работниците и селяните и на техните организации, беха зверски избити хиляди хора и бе обезлюдена широката народна улица на науката и прогреса, на културата и просветата, от самоотвержената, честна и неподкупна интелгенция. Требваше да дойде на власт «про-

светеното" правителство на учените и културни господа, на професорите, за да бъде утасен в нашата страна светилика на културата и прогреса. Странна промяна на съдбата! Именно професорското правителство на Цанков разтла тъмната на мракобесието над целата страна и начерта на фона на тази страшна действителност безчетни гробове и бесилки. Това е другият резултат от „отечествоспасителната“ политика на Цанков.

Требва да подчертаем, че упоритостта на борбата от страна на трудящия се народ бесняваше кържавите свърхчовеци. Техния терор скоро премина в пароксизм, в физическо изстребление на работниците и селяните. Тиранина Цанков и неговата сжпктетвуваща стаи бежа се забравил в страха си и в своята гордост, че те играят „голема роля“, че тем е възложена „велика историческа мисия“. Вижте ги тия високопросветени господа, тия „истински носители“ на културата и просветата, тия носители на християнска вера и морал, тия зверове в човешки образ! Велика историческа мисия за тех е да бждат падачи на собствения си народ. Тук се издига до пиедестала на най-вншата културност най-низкото, най-некултурното — да бждеш палач, изстребител на собствения си народ, на подавящото мнозинство в страната, в интереса на едно незначително малцинство от дармоеди: капиталисти, банкери и спекуланти.

С тая „велика историческа мисия“ излезе пред целия капиталистически свет, но и пред сжда на историята, професор Цанков, тоя пигмей под маската на Наполеона. Палаческата роля, която разиграва над своя собствен народ, той провжзгласи за „спасителна“ рецепта, той я посочи като път за „спасение“ на културата и цивилизацията от „варварския“ болшевизм.

В кържавия поход против работниците и селяните в България Цанков бе посрещнат добре и бе подкрепен от управниците на големите империалистически държави — Чемберлен, Мусолини и компания. Но неговия кържав поход бе сломен от упоритата сжпротива на трудящите се в България, които останаха твърди като скала, от която се изхаби меча на фашистката власт и самата власт почна да се разлага и се усилва борбата на опозицията против правителството; против тоя поход и против самия Цанков се обявиха работниците от целия свет, обявиха се най-сетне и разните културни организации и общественици с всесветска известност.

Провалена бе най-сетне прословутата рецепта и неудобрение на „великата историческа мисия“ се изказа дори от места, от където самия Цанков не очакваше. От буржуазна страна тоя метод на управление бе порицан, защото в Европа работническата класа не позволяваше на буржуазията да разпадне посяа си така, както това си позволи българската буржуазия и защото в някои от колонията, като Мароко, Сирия и особено Китай, положението навеваше сериозен страх на господствуюците империалисти.

И най-яркия носител на тоя брутален и кържав начин на управление, станал отвратителен и невъзможен, както вътре в страната, така и вън от нея, требваше да падне. Той полегне от министър-председателското си место и вместо да излезне в пропастта, одържаха го и го поставиха на председателското место на камарата. Какво показва това? Че колкото и невъзможен да е станал практикувания от Цанков начин на управление, на спекулантите и банкерите е невъзможно да се просият от него. Факта, че новото правителство излиза пак от фашисткия „демократически“ сговор, че в него остава душата на заговорничеството и убийството, генерал Вълков, че в него влизат: председателя на Кубрат, бившия председател на фашисткото народно сжбрание, професор Кулев, главореза полковник Сл. Василев и един от пжрвите дейци на ошциерската лига, Кирил Георгиев, както и най-големите реакционери и слепи привжрженици на старото правителство, каквито са Ляпчев, Буров, Моллов, Бобошевски и Найденов, показва, че новото правителство ще вжрви по отжпкания път на старото. Впрочем, това открито каза самото ново правителство в своята декларация. След като отдаде „заслужената“ похвала на старото правителство, то заяви, че ще бди за запазването на законите (сжздани от реакционния и кържав режим и от неговата послушна камара) и по вншната си политика ще следва пътя на Цанковото правителство.

Новото правителство на България, правителството на Ляпчев, е само една персонална смена на старото правителство на фашисткия сговор. Това сжщо не отрича ошциоза на правителството, личния орган на министър Ляпчев, това поджржат и органите на опозиционните партии.

Какъв е тогава смисъла на тази промена, какво собствено представява тя? Новото правителство е само една смена на декорациите, една маневра, за да се излжжат пжрво народните маси, че е станало промена на режима, която ще се сжпктетвува с промена на методите на управлението и второ — да се сжздаде сжщото впечатление вън от България — това от една страна; а от друга — промената е героичен, но сизифовски опит, да се превжзмогне разединението и разложението в средата на Демократическия Сговор и да се запази тоя като единствена партия, която в настоящия момент може да бжде най-сигурния оплот на реакцията.

Работниците и селяните, целия трудящ се народ в България не може да бжде излжган. Още с пжрвите си стжпки, по вжпроса за амнистията, по направените изявления и декларации, в които се говори за всичко друго, но нито дума не се споменава за работниците и селяните, правителството на Ляпчев отвори очите на българския народ. По впечатлението от промената не е благоприятно за новото правителство и вън от България. Невъзможно ще бжде сжщо така да се спаси сговора от разложение, от проваление и изчезване от политическите борби на народа, макар че Ляпчев даде в миналото всичко, което можеше, за неговото сжздаване, даде силите и способностите си, даде авторитета и дори честта си.

Цанков падна, но цанковщината — най-кържавата и чудовищна система на управление, сжпроводена с бесилки, с убивания при „опит за бегство“, с безследни изчезвания — остава и в новия кабинет.

Цанковщината в новия кабинет ще се прояви и в неговата балканска политика. И сега интересите на потиснатите националности, на македонци и тракийци, ще бждат така безцеремонно жертвувани и продавани, както това правеше старото правителство. Известно е как Цанков подготви своето отиване в Югославия, за да се помири с Пашич. На тоя верен слуга на югославиянската буржуазия той поднесе в теплия най-светлите глави на македонското революционно движение. Обезкържавено и обезглавено, това движение днес за днес не и в сжстояние да се противопостави на престжпните намерения на правителството на Ляпчев, да се договори окончателно с Югославия. Ние знаем с цената на какво ще стане тоя договорение. Срещу проблематичното даване на некакви „културни“ и други права на живущите под чужд гнет македонци, ще стане ново преразделение на Македония, което ще доведе до нови войни, до нови кържавопротия.

Както за трудящите се работници и селяни, така и за македонския елемент в България новото правителство ще бжде потисническо и мракобесническо.

В борбата против това правителство многобройната македонска емиграция в България трябва да вжрви ржка за ржка с българските работници и селяни.

С още по-голема упоритост те ще се борят за свалянето на това правителство, за извоюване широка и пждна амнистия, за вжзвржшане отнетите политически права и свобода на народа, за вжзстановяването на неговите економически организации, против сжжпотията и спекулата, против националистическата политика, която под маската на „освобождението“ на Македония, води само до нови войни, до нови разделения на Македония, до ново продаване интересите на македонския народ на тая или оная буржуазия от балканските страни; наказване на виновниците за избиване на хиляди народни синове, виновниците за избиването на Хаджи Димова, Ковачева, Чаулева, Паница, Буйнова, Кантарджиева и стотици други македонски революционери; обезщетение на жертвите на терора; облекчение данжчното бреме на работниците, занаятчиите и селяните и сериозни ржки и достатъчна помощ на бедствующите бежанци, с цялото сждба и интереси правителството на Цанков жестоко се подигра.

С общи усилия на трудяща се България ще бжде сжборено и новото правителство на фашисткия сговор, продажническо, изменническо на интересите на македонския народ и с това ще се сжздадат и по-добри условия за борбата на македонския елемент в България за извоюването на правото, Македония да бжде свободна и самостоятелна държава.

А. Павлов

Гржко-българският конфликт пред сжвета на обществото на народите в Женева

Последният Сжвет на Обществото на Народите представи в сжкратена форма специфичните теории, основните характеристики и собствените неджзи на женевския организъм.

Изпжлнителеният комитет на лигата, свикан към края на годината, е още се заел да разреши, по мирен начин, два конфликта от нееднаква важност: гржко-българският конфликт и турско-английският спор. За пжрвия той, не можа да намери никакво сериозно разрешение. По отношение на втория, той издаде един вердикт на грабеж и война.

Демир-Казия — Мосул!

Там се касае за една схватка между две държави, еднакво неспособни, в момента когато стана обжжскването, за една действителна война. Касае се за спора, в който са ангажирани жизнените интереси на две велики сили от пжрва величина. Тук, при Демир-Казия, са изправени една срещу друга две диктатури, които са еднакво отвратителни, а там, при Мосул, са изправени лице срещу лице един агресивен и алчещ империализъм — и един народ, който изжвржи своята национална революция!

Гледайки към Мосул и Месопотамия, нека не бжраме, впрочем, да пренебрегнем Балканите. В действителност, Балканите са предната позиция на Ориента в Европа. Интересите, които имле-

реализмът завързва тук, не могат да еволюират по-нататък; движенията, които тук се развиват са тесно свързани с тях, които намират още благоприятна почва в Азия.

Достатъчно е познатата трагична история на военните действия, на които Македония още един път бе театър на 21 октомври м. г. Гръцко-българският конфликт, това казахме още на времето, поставяне на разглеждане в целата й ширина македонската проблема — единичката проблема, която, в своето умуване съвета отказа да разгледа. В своите заседания от 29, 30 и 31 октомври, той се ограничи с определянето на една комисия, която бе натоварена да проучи и издири „възможно“ най-точно произхода на инцидентите. Тази комисия, председателствувана от Румболд, английският посланик в Испания, публикува своя доклад през последния месец декември. Това е една книжка от 15 страници.

Комисията обещи Гърция, но едновременно заяви, че **источника на конфликта се намира в действията на македонския революционен комитет и комисариите на обществото на народите искат неговото разтуряне**. Известно е на всички какъв е комитетът, за който става дума. Касае се за върховистката автономистическа банда, която е на служба при Цанков. Автономистите са агентите на българската и чужда реакция. Те са за присъединението на Македония към България и за подържането в Македония владичеството на богатите собственици. Македонските федератисти (думата е за тия македонски деятели, които стоят на базата на манифеста от 6 май 1924 г. Б. Р.) се борят, напротив, за независимостта на Македония и за освобождението на селяните и експлоатиранияте в тая страна.

Репортът на комисията Румболд не задоволява, необходимо ли е да се изтъква това, никой от двамата партньори — Калфов и Рентис, които, всеки на свой ред представи, пред съвета нескончаема вълновица от жалби. Алюзията за македонския комитет са непоносими за българския делегат и този човек се опита да убеди своите колеги, че наемниците на Протогеров и убийците на Чаулев и Паница са били бели като снег. Що се отнася до обещанието, Калфов намираше за смешна предложението от комисията сума от 20 милиона лева. Впрочем, практиката на Цанков никак не си прави илюзии. Той завърши своето дълго оплакване със следното горчиво разсъждение: „Войната на Балканите ще бъде неизбежна, докато народите не изменят своя манталитет. При това, положението на България, обезоръжена в сред въоръжени държави, създава опасност за вечни конфликти“.

Но, обезоръжена ли е България, както твърди това нейният министър на външните работи? Това е, което с решителност ще оспори гръцкият делегат Рентис, който се позовава на показанията на посланичката конференция. Той изброява българските претенции, насочени не само да се добият с излаз на Бело море, но и да получат ивица гръцка територия, и завърши своята реч, заявявайки, че юриспруденцията на съвета трябва да забрани, по какъвто и да е начин, да се прибегва до войни.

Отговор на Калфов, ново възражение на Рентис. В края на краищата Чемберлен назначи една малка комисия за да определи виновния.

Тази „малка комисия“, състояща се от белгийския представител Химанс, от японския делегат виконт Иши и от г. Аустен Чемберлен, представи на съвета след няколко дни решението, които ние искаме да разгледаме обективно.

Комисията препоръчва на гръцкото правителство да заплати на София като обезщетение, сумата от 20 милиона лева. Що се отнася до мерките, предназначени „да бъдат ограничени ефектите от инцидентите“, комисията предлага да се срещнат гръцки и български офицери в един пост близо до местото, където е станал инцидентът, да участвуват и офицери от неутрални държави, които да улеснят срещите и да съдействуват за да се създаде една атмосфера на помирение. Между това, представителите на България и Гърция поискаха от съвета да проучи **дълбоките причини** на конфликта и по-специално проблемата на българските комитаджии. В тая област комисията Румболд така резюмира своите заключения.

В България има един голем (рой бежанци от българска раса, дошли от Гърция. Те искат, съгласно договорите, правото на завръщане в Гърция и във всеки случай запазването на своите недвижими имоти. Но, не щеш ли, гръцкото правителство настани на тия земи, некога обитавани от тия населения, дошли от Турция бежанци. Какво решение ще предложи комисията и съвета?

Комисията смета, че в замена на едно отказване от правото, което се иска от българите, „справедливо“ ще бъде те да получат като компенсация стойността на изоставените от тях имоти. Но, тъй като стойността на тия имоти трудно може да се определи, то комисията ще препоръча на гръцкото правителство да прояви „една особена добра воля“ и тя ще съветва да се подпише „един протокол между двете правителства“.

Това е всичко.

Определение размера на обезщетението, установяване на служби и комисии за помирение, протокол.

Нема да се спираме на първите две мерки. Това раздаване на наказания, благодарности и награди е едно от новите упразнения, с които се задоволява женевишкият организъм Невинно и без ефект е неговото предложение за спиране конфликтите с помощта на помирителни комисии. Това е равнозначуше да искаш да възпреи бурята е бариера от картон.

Требва да се спрем на третата мерка, която засега малцинствата.

Гръцко-българският протокол, казват хората от обществото на народите. С кого се подиграват те? През м. септември 1924 г. Калфов, от името на България, Политие, от името на Гърция, подписаха същия един протокол за защита на националните малцинства.

София го ратифицира. Гърция, под натиска на Югославия, го денонсира.

В действителност, съветът при обществото на народите отказа, не да разреши, но да засегне една само от съществени проблеми, които се отнасят до Македония. В Женева искат да игнорират, че македонският народ, разделен, искусително разпокъсан, съставлява едно национално целю, че този народ иска да живее свободно в рамките на една Балканска Федерация.

Тогава? Безцелни беха заседанията на съвета.

Обаче, не съвсем безполезна беха тия заседания. От днес нататък две основни констатации се наложиха на вниманието на борещите държавници от обществото на народите.

Първата констатация се отнася до опасността, която представлява В. М. Р. О. за балканския мир. Един официален документ споменава за съществуването на организацията, която уби Чаулева, Паница и много други още, която и представя като един размирнен елемент на Балканите. Това е един факт, чието значение ние не можем освен силно да подчертаем. Най-малко наклонените да виждат реалността в лицето на дипломата, тия даже, които поддържаха белия терор на Балканите, са принудени да се явят като обвинители на В. М. Р. О. Това е факт, който може силно да радва хора като нас, които от дълго време денонсират мръсното дело на кървавите помощници на Протогеров.

Друго едно поучение може да се извлече от заседанията на съвета. **Разискванията по гръцко-българския конфликт за лишен път извадиха на яве териториалната нестабилност на Балканите.**

В същност, аргументацията на г. Рентис пред съв та, когато беха известни вече заключенията на комисията Румболд, може да се резюмира така: „Когато обществото на народите призна, че ние бехме оцелени от агресивността на Мусолини, то беше неспособно да ни защити. Но, то намира сила да защити българите. Ние обкркахме, че не постигнем като италианците и не поставихме лигата пред свършения факт“.

Да не забравяме това разсъждение. Не може да се отрече, че вердикта на обществото на народите по гръцко-българския конфликт чувствително засегна престижа на атинския кабинет. Когато човек чете гръцкия печат, не може да си прави никаква илюзия в това отношение. **Диктатурата на Пангалос търси реванш.**

Ще намери ли тя удобния случай в сбътията в София?

Известно е, че Англия работеше за подпоаване буржуазната коалиция, която поддръжаше до сега Цанков. Лондон сметаше, че е от съществена важност за неговата източна политика да разруши турско-българското сближение. Английските агенти в България тресаво работеха за образуването на едно правителство, благоприятно разположено за един съюз с Югославия. Следователно, тази политика преко заплашва Гърция, която търпел сътрудник, опора. Има една континентална държава, която има големи аспирации на Балканите. Фашистка Италия е този сътрудник, тази опора.

Споменът за бомбардировката на Корфу беше припомнен от г. Рентис в Женева. Въпреки всичко, той е много отдавна. В продължение на много месеци Италия интригуваше в България. Тя разчиташе да си осигури сътрудничеството на българското правителство против Югославия. Цанков не се отзова на предложението на Мусолини. Дукът (Мусолини) изглежда, че се е обкрнал сега към Атина.

Некога италианската държава поддръжаше трона на Константина. Тя не би погледнала с лошо око на възвръщането на офицерите роялисти и назначението на константиниста Руфос за министър на външните работи не е от естество да не й се харесва.

Какво е заключението от всичко това? Никога не сме били тъй далече от „важното балканско равновесие, което, като е един удар на магическа пръчка, требаше да се роди от договорите от 1918 г.“

Териториалната нестабилност, политическата реакция продължава да съществува в тази част на света. Заедно с тях съществуват и постоянните опасности от въоръжени конфликти.

Само премахването на създаденото от тия договори положение, премахването на реакционните правителства и техното заместване с федерацията на работническите и селски правителства на Балканите, ще могат да пръснат надвесените над полуострова облаци.

Г. Пери

PARTIE ROUMAINE

Partidul Țărănesc pe drumul lui Radici?

„Abdicarea” prințului Carol dela drepturile sale de moștenitor al tronului nu a fost numai un eveniment, care a luminat dintr'odată planurile de dictatură ale liberalilor, planuri în calea cărora fascismul clandestin al viitorului rege stătea ca o piedică. Dar acest eveniment a fost în același timp un prilej pentru ca opinia publică să vadă adevărata față și a conducătorilor partidelor politice democratice și a presei democratice și independente.

Așa de pildă uimitoare a trebuit să apară atitudinea luată de conducătorii Partidului Național și ai ziarului lor clandestin „Lupta”, când se știe că domniile lor în cu tot dinadinsul să treacă drept democrați. Pentru acești oameni politici, dela d. Iorga și până la d. Mille, principala sarcină a democrației nu este în acest moment de a arăta opiniei publice, la lumina înlăturării prințului Carol, că liberalii pregătesc lovitura lor de stat, că pregătesc proclamarea dictaturii lor pe față și că vor să eternizeze dominația oligarhiei feudalo-bancare; că zile grozave, negre de mizerie și sângeroase de asuprire, așteaptă clasele muncitoare, păturile mijlocii și popoarele subjugate din România. Pentru dumnilor sarcina ceașului de față este nuașadar să sune alarma contra pericolului, să sune *goarna de mobilizare a maselor* contra oligarhiei. Pentru dumnilor sarcina actuală constă în a lua în brațe... pe print, „lovit” și „nedreptătit”, în a nu sufla o vorbă despre fascismul lui clandestin și în a reduce totul la afirmația: „liberalii sunt de vină că prințul a renunțat la coroană”. Dela lupta, tășnită brusc la suprafață, între două conspirații de dictatură (a prințului și a liberalilor), evenimentul este bagatelizat la o chestie de meschină intrigă a liberalilor împotriva vâstarului regelui. Abătând astfel atenția opiniei publice dela sarcina principală, care trebuie să fie lupta împotriva tuturor planurilor de dictatură, acești politicieni ereiază dimpotrivă simpatii pentru prințul aventurier în credința (sinceră dar?) că astfel lovește în... liberali. Campania pe chestia prințului Carol, așa cum au pornit-o conducătorii din fruntea Partidului Național și a ziarului „Lupta”, devine în realitate deci o acțiune reacționară, confuzionistă și de-a dreptul vătămătoare luptei clare și hotărâte contra oligarhiei.

Dar dacă atitudinea naționalilor este confuzionistă și reacționară, cea a conducătorilor Partidului Țărănesc și a presei lor clandestine („Adevărul”, „Dimineata”, „Cuvântul Liber”, etc.) este lamentabil de capitulară. Tema campaniei naționaliste este: „Abdicarea-i provocată de pricinii politice. Deaceia jos liberalii cari au provocat abdicarea!” Evident, este o operă reacționară să lupți împotriva liberalilor „pentru că au provocat abdicarea unui prinț fascist” — și nu pentru că ei pregătesc astfel propria lor dictatură. Dar această campanie are cel puțin meritul că dă pe față *continutul politic* al abdicării, îndreptând în acest senz, *in senz politic*, interesul opiniei publice. Țărăniștii și ziarele lor „simpatizante” tac însă *cu totul*, sub lozinea: „Voința regelui este sfântă. El (adică oligarhia) cere închiderea discuției. Trăiască deaceia tăcerea devotată față de coroană!” Chiar dacă cineva ar accepta acest devotament — care frizează rătăria — față de coroană, cum s'ar putea accepta însă tăcerea față de oligarhie, față de planurile ei de lovitură de stat ieșite la iveală în chip izbitor tocmai cu prilejul înlăturării prințului?

Ba numai că conducătorii țărăniști și ziarele lor „independente” trec sub tăcere totul, ei s'ar în ajutorul guvernului. Așa de pildă *Adevărul*, sub semnătura directorului său d. Em. Socor (care, în trecut fie-zis, este și membru în Comitetul Executiv al Partidului Socialdemocrat), scrie că punctul său de vedere în chestia prințului este „înruștat” cu al guvernului (felicități tovarășiei Socor-Brătianu!); *Cuvântul Liber* scrie că „în mijlocul efervescentii sociale actuale” și „în starea de azi a moravurilor politice” România „nu poate renunța la actuala dinastie”, și deci prințul Carol, „care a păgubit autoritatea și prestigiul dinastiei”, a fost pe bună dreptate înlăturat. Cu alte cuvinte acești democrați nu spun cel puțin, că sunt de-acord cu liberalii pentru că ei au înlăturat dela tron un prinț fascist, ci pentru că „prestigiul dinastiei nu trebuie păgubit”. Iar *Aurora*, reproducând cu laude ditirambice aceste platitudini față de palat și oligarhie, subliniază că Partidul Țărănesc este „singurul partid cu

adevărat monarhist, numai când e la guvern, ei chiar (sau... mai ales) când e în opoziție” ostracizat de palat.

Cât despre lovitura de stat liberală, conducătorii țărăniști și amicii lor din presa independentă sunt complet dezorientați — sau fac pe dezorientații, ceea ce, bine-înțeles, nu-i totuna. D. Ghelmegeanu vorbește pe față și destul de limpede într'un articol de fond din oficiul țărăniștilor despre „dictatura ce se pregătește” în umbră, dar nu găsește altceva de făcut pentru împiedicarea dictaturii decât să dea sfaturi: cui? — dictatorilor! „Dictatorilor cari umblă după minuni, noi nu le spunem decât aceasta: *fiți oameni!*”, este concluzia articolului. (*Aurora* din 4 Jan.). Este aceeași înaltă filozofie politică ca și în concluzia discursului, rostit de senatorul țărăniștilor, d. Costăchescu, în numele Partidului Țărănesc la dezbaterile în Senat a reformei electorale: „Schimbați baza proiectului și dați poporului un regim electoral, care să fie expresia voinței sale sincere. Faceți-i dreptate!” Așadar: *nu apel la masele*, la frezirea și mobilizarea lor, nu punerea lor în mișcare, nu activitate în parlament dar și în afară de parlament, — ei, cum am spus-o și în numărul trecut al *Federației Balcanice*, invitații adresate de către miel lupilor, ca *aceștia* să se facă „oameni de treabă”, să renunțe la instinctele lor carnivore: să renunțe la dictatură, — „fiți oameni!”, „faceți poporului dreptate!”

Adevărul, deși scrie (5 Jan.) că „suntem în plin mers spre dictatura falsă, mărturisită” (articolul de fond), adaugă într'un articol vecin din același număr că „guvernul e pe ducă”, pentru a afirma apoi într'un al treilea articol din aceeași pagină că „guvernul e și așa gata să plece și căderea lui e de neînlăturat”, campania violentă a *Luptei* contra guvernului este deci inutilă, *Lupta* urmărind doar ca „în ziua destul de apropiată, când se va implini sorocul regimului, să poată spune că ea a provocat fericitul eveniment”. Morala de aici este limpede: să fim cuminți, lupta energică contra guvernului este inutilă, pentru că „și așa” guvernul e... gata să plece!...

Nu știm dacă dictatorii vor asculta de sfatul duios ce li l-a dat d. Ghelmegeanu în numele Partidului Țărănesc. Dar ceea ce vedem deocamdată este, că dictatorii au încetat de a mai teroriza pe conducătorii țărăniști cu acuzarea de „bolșevism” și au început, dimpotrivă, să-i înabuse sub laude: iar *Viitorul* din 17 Jan. destăinuște că „țărăniștii nici nu voesc să mai audă de vre-o înțelegere cu naționalii”, fiindcă nu înțeleg să rămână împreună tot... în opoziție”, și adaugă plin de mister: „credem a ști că foarte curând vor surveni fapte care vor schimba multe în viața politică”. Ceea ce trebuie să însemne că foarte curând... țărăniștii vor fi chemați la guvern. Se poate ca aceste însinuări să fie jocul palatului și al guvernului liberal. Dar este totuși caracteristic că peste câteva zile corespondenții din București ai presei europene trimeteau ziarelor lor vestică telegrafică, trecută prin cenzură, că „liberalii sunt pe cale să se înțeleagă cu țărăniștii”, că „țărăniștii se apropie de averescan” și că „nu este exclus ca țărăniștii să formeze viitorul guvern”.

Oricât de exagerate ar putea fi aceste zvonuri, totuși atitudinea echivocă din ultimul timp a țărăniștilor și tăcerea lor binevoitoare față de liberali trebuie să ne facă a fi gata pentru orice surprize. Și la ce surprize anume trebuie să ne așteptăm, ne indică faptul că *Aurora* publică plina de admirație un interview cu Radici, în care acesta își justifică trădarea față de propriul partid și față de propriul program, comisă prin trecerea „fără condițiuni”, cu arme și bagaje, în lagărul lui Pasiu, Brătianu Judoslaviei. Ba *Aurora* reproduce și chipul regelui Alexandru, pe care îl tămăiază că „apreciind înaltele calități intelectuale, morale și politice ale lui Stjepan Radici”, l-a făcut sfetnic al tronului. Nici că se poate mai străvezie invitație către regele Ferdinand de a face pe pețitoarea între d. Mihalache și d. Brătianu, cum a făcut-o ginerelul său Alexandre între Radici și Pasiu.

D. Brătianu vrea să încerce în România experiența domnului Pasiu din Jugoslavia. Vom vedea dacă Radici a făcut școală în Partidul Țărănesc român sau dacă voința de luptă a maselor țărănești va infrânge poftele de putere ale conducătorilor din partid.

J. Mateescu